



Canadian
Heritage

Patrimoine
canadien

62B

811.0-3-1-96

VOL 1

UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -
NEWFOUNDLAND
SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -
TERRE-NEUVE
GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS

SPECIAL AGREEMENT - IMPLEMENTATION
OF FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE

ENTENTE SPÉCIALE - LA MISE EN
OEUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE
FRANCOPHONE



7540-CH-502-0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8110-3-1-96
VOL 1

62B 8110-3-1-96
VOL 1

000395



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM
À COMPTER DU

1996-04-01

TO
JUSQU'AU

1997-03-15

AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

FILE NO. - DOSSIER N°

VOLUME

BEST AVAILABLE COPY



GOVERNMENT OF
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

Department of
Education

March 18, 1997

Mr. Hilaire Lemoine
Director General
Official Languages Support Programs
Canadian Heritage
7th Floor, Jules Léger Building
15 Eddy Street
Hull, Quebec K1A 0M5

Dear Mr. Lemoine:

I am writing to acknowledge receipt of your letter of March 5, 1997 regarding the Canada - Newfoundland and Labrador Special Agreement for the Implementation of Francophone School Governance. The February 28th signing ceremony was a very positive event, both for the provincial government and the province's Francophone community.

I am delighted that we were able to conclude this important agreement in such a short timeframe. Our ability to move forward so quickly reflects the traditional spirit of collaboration between our respective departments.

In closing, I would like to thank you, and your staff, for your cooperation during the discussions on the Agreement. I look forward to working with you in the future on other matters of mutual interest.

Sincerely yours,

A handwritten signature in cursive script, reading "Wayne F. Oakley".

Wayne F. Oakley
Assistant Deputy Minister
Primary, Elementary, Secondary Education

/jks

c.c. Dr. Glenn Loveless
Mr. Patrick Balsom



Signature d'une entente fédérale-provinciale La commission scolaire francophone enfin sur les rails

28 février 1997: nul doute que cette date restera dans la mémoire de tous les francophones de Terre-Neuve et du Labrador. Après plus de huit ans de revendication et de travail acharné, leur lutte pour l'obtention de la gestion scolaire touche à sa fin. Avec la signature d'une entente pour le financement de la future commission scolaire francophone, les gouvernements fédéral et provincial ont montré leur ferme intention de régler ce dossier au plus vite.



Émotion et soulagement ont prévalu lors de la signature de l'entente du 28 février. De gauche à droite: (premier rang) Brian Tobin (premier ministre de Terre-Neuve), Sheila Copps (ministre du Patrimoine canadien), Johanne Lacelle (FPFTNL). (deuxième rang) Jenifer Soper (Patrimoine canadien), Roger Grimes (ministre de l'Éducation), Jane Rutherford (Patrimoine canadien) et Danielle Savard (FPFTNL).

Soulagement, fierté, émotion, reconnaissance... Les francophones de Terre-Neuve et du Labrador, qu'ils soient parents ou non, n'avaient pas de mots assez justes pour exprimer leur satisfaction. Le 28 février, le premier Ministre Brian Tobin et la ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, signaient un document au titre certes un peu long, mais attendu depuis si longtemps. «L'Entente spéciale Canada-Terre-Neuve et Labrador relative à la mise en œuvre de la gestion des écoles francophones» a été longuement applaudie et dans la salle de l'hôtel Delta, à Saint-Jean, on

était tout sourire. Parents, enseignants et francophones de Saint-Jean avaient fait le déplacement pour assister à ce moment symbolique. D'autres, comme Michel Cayouette, président de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL), regrettent encore aujourd'hui de ne pas avoir pu assister. Mais la nouvelle a vite été répandue et fêtée dans les communautés francophones de la province.

Grâce à cette entente, la commission scolaire provinciale francophone se concrétise. L'argent est désormais disponible pour couvrir ses frais de démar-

rage et de fonctionnement. Les deux paliers de gouvernement ont engagé une somme de 4 816 000 \$ sur six ans. Michel Cayouette constate avec satisfaction que «ces montants correspondent à 90% à ce que le rapport Charbonneau recommandait. Cette entente reflète bien ce que les communautés demandaient. La future commission scolaire devrait avoir les moyens de répondre à nos besoins.» Ces sommes serviront à la mise sur pied de la commission scolaire provinciale francophone. Elles permettront aussi de financer des programmes d'alphabétisation, de refrancisation, d'animation socio-culturelle, etc.

Pour les deux prochaines an-

nées (1997-1998 et 1998-1999), l'aide fédérale s'élèvera à 2 millions \$ et proviendra du programme des Mesures spéciales sur la gestion des écoles et l'enseignement postsecondaire. De 1999 à 2003, le ministère du Patrimoine canadien versera une enveloppe supplémentaire de 1 204 000 \$, issue du Programme des langues officielles en enseignement. Au cours de ces six années, le gouvernement provincial contribuera à hauteur de 1 204 000 \$.

Et maintenant?

La signature de cette entente ne règle cependant pas totalement la question de la gestion scolaire dans la province. Il faut encore amender la Loi scolaire du 19 décembre 1996, de façon à y intégrer les grands principes de la Charte canadienne des droits et libertés, et notamment ceux de l'article 23 qui reconnaît le droit des parents francophones à

la gestion scolaire. «La loi scolaire doit encore passer, à travers le Cabinet et l'Assemblée législative, explique Michel Cayouette. Mais la signature nous donne l'impression que ça va se concrétiser, que nous avons franchi un grand pas. Nous avons confiance pour la suite.»

La proposition d'amendement devrait être déposée en Chambre dès la prochaine session, au courant du mois. Si elle est adoptée, le conseil scolaire francophone provisoire entrera alors en fonction, jusqu'à l'élection d'un conseil scolaire permanent, à l'automne. La FPFTNL croit que l'existence d'une commission scolaire francophone provinciale permettra d'augmenter les effectifs des écoles françaises. Elle estime qu'il y a près de 1 200 ayant droits à Terre-Neuve et au Labrador. Pour le moment, seuls 300 d'entre eux sont inscrits dans l'une des cinq écoles françaises de la province.

Angélique Gridel

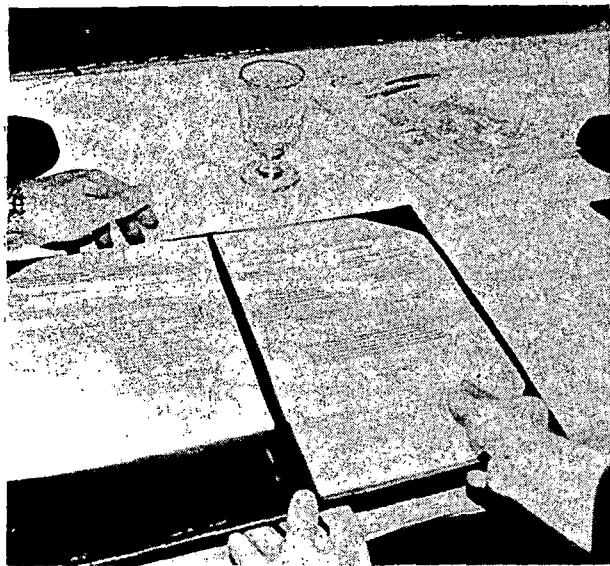
S O M M A I R E

Un nouvel employé au Gaboteur.....	Page 2
28 février, jour historique.....	Page 3
Portrait: Violette Gallant.....	Page 5
Le rock façon Spunk.....	Page 7
Les souvenirs de Georges Foliot.....	Page 9

8110-3-1-96

La Commission scolaire francophone enfin sur les rails

L 28 février 1997, journée historique



La dernière étape

«Nous avons confiance que la commission scolaire francophone pour la province sera effective pour la prochaine rentrée avec des élections. Les modifications à la Loi seront prêtes pour l'ouverture de la prochaine session de l'Assemblée législative et ce sera la conclusion de ce dossier, satisfaisante pour toutes les personnes concernées.»

Roger Grimes,
ministre de l'Éducation de Terre-Neuve et du Labrador

Un merveilleux moment

«Aujourd'hui est un grand jour, un merveilleux moment qui restera à jamais gravé dans la mémoire de tous les Franco-Terreneuviens et Labradoriens. (...) Ensuite, nous devons voir à ce que la pleine mise en oeuvre des droits de la minorité francophone soit reconnue par l'établissement d'écoles autonomes et adéquates au sein desquelles nos jeunes jouiront d'une éducation de qualité irréprochable.»

Johanne Lacelle,
vice-présidente, Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador

Le début d'une nouvelle ère

«Au nom de tous les jeunes francophones de la province, permettez-moi de pousser un grand soupir de soulagement! Pour nous, c'est le début d'une nouvelle ère. Nous avons finalement acquis les moyens pour nous épanouir pleinement dans notre langue et notre culture.»

Philippe Enguehard,
représentant du conseil
étudiant de l'école St-Patrick,
à Saint-Jean



Un exemple au Canada

«Pendant la session de printemps de l'Assemblée législative, nous modifierons le School Act de 1996, ce qui constituera la dernière étape avant l'établissement d'un système de gestion scolaire francophone. (...) La communauté francophone dans notre province est petite, mais elle est pleine de vitalité. Et les droits d'une communauté, aussi petite soit-elle, ne valent pas moins que ceux de la majorité. Aujourd'hui, dans notre province, nous reconnaissons cette réalité, ces valeurs qui font vraiment le Canada. Nous espérons que cette entente servira peut-être d'exemple pour ceux qui ont à résoudre des questions de minorité linguistique ailleurs. Peut-être que par votre courage, votre persévérance, vous, les parents, les familles, vous serez un exemple au Canada.»

Brian Tobin,
premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador



Une question d'avenir

«Les communautés francophones de Terre-Neuve et du Labrador sont vraiment des gens qui ont travaillé d'arrache-pied à revendiquer ces droits-là. Vous faites face à votre destin par la voie de l'éducation. Vous prenez les mesures qui s'imposent pour assurer votre développement dans votre langue. Les francophones de Terre-Neuve et au Labrador sont une source d'inspiration pour toutes les minorités linguistiques au Canada. (...) Pour les communautés francophones, la gestion scolaire, c'est pas seulement une question de droit, mais c'est aussi la pierre angulaire de votre avenir. Pour le Canada, c'est aussi une question d'avenir, car la réussite du Canada est intimement liée aux huit millions de francophones qui participent à notre évolution ensemble.»

Sheila Copps,
vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien

Le Comité Cabot 500 de la Baie St-Georges



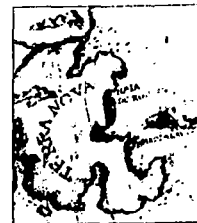
vous invite à Little Port Harmon,
du 20 au 22 juillet
pour célébrer l'arrivée du Matthew,
le bateau de John Cabot

Une occasion idéale de passer des vacances à Stehenville
avec votre famille et vos amis.

- Entrée libre sur le site des festivités • Visite gratuite du Matthew
- Exposition d'artisanat, dégustation de mets acadiens • Musique et danse

Le thème de ces journées de fête: «Célébrons notre culture francophone»,
avec des artistes et musiciens locaux,
des costumes acadiens.

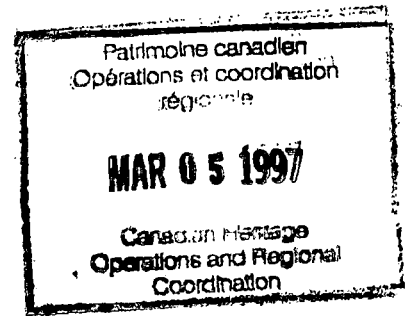
Concert des Irish Descendants, samedi 21 juillet, à 21h00 - Prix des billets: 10\$



C.P. 28 • STEHENVILLE, TN • A2N 2Y7 • TÉLÉPHONE: (709) 643-5854 • TÉLÉCOPIEUR: (709) 643-3421



GOVERNMENT OF
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR



Department of Education & Training

February 25, 1997

Mr. Paul-Emile Leblanc, Director
Operations and Regional Coordination
Canadian Heritage
7th Floor, Jules Léger Building
15 Eddy Street
Hull, PQ
K1A 0M5

Dear Mr. Leblanc:

We are submitting for your consideration comments on the revised draft text of the *Canada-Newfoundland and Labrador Special Agreement for the Implementation of Francophone School Governance*, dated February 20, 1997. These are further to discussions between Élise Hockman and Patrick Balsom on February 21 and arise from a careful study of the February 20 text by officials of the Department of Justice and the Intergovernmental Affairs Secretariat.

The items which are, in our view, in need of further consideration follow:

Page 2 **"Whereas the Supreme Court of Canada has ruled..."**

While we appreciate the significance of judgements of the Supreme Court of Canada in the area of minority-language education, we are of the view that Supreme Court rulings may vary in application from province to province. We are therefore requesting the deletion of this recital from the text of the agreement.

Page 2 **Whereas the House of Assembly..."**

This recital must be deleted as currently worded, as it is not possible to fetter the discretion of the Legislature. We would suggest new wording for the second half of the recital as follows "... and Government will introduce amendments to the new Act in the House of Assembly to give effect to Newfoundland's decision on implementing the governance of Francophone schools."

.../2

Page 6

3. Calculation of Amount of Contribution

We have carefully analysed the clauses of this section and have identified specific concerns relating to the acknowledgment of Newfoundland's contribution to the funding of Francophone governance and to the overall requirement of a 75/25 cost-share over the six-year term. Patrick Balsom shared a proposed new Clause 3.4 with Élise Hockman on February 24. After further review, we would like to propose the following:

- (I) that the Table of School Governance Implementation Funding of February 11 be appended to the Special Agreement as Schedule 1. This schedule would include the explanatory notes as to the sources of funding i.e. special agreement, Official Languages in Education, Newfoundland.
- (ii) that the following be inserted at the end of both Clauses 3.1 and 3.2: "in accordance with Schedule 1."
- (iii) that the following be inserted at the beginning of Clause 3.3: "Subject to the maximum annual contributions as set out in Schedule 1."
- (iv) that the following be inserted as a new clause 3.4: "Canada acknowledges expenditures by Newfoundland for Francophone school governance in the amount of \$1,204,000 over the six-year period."

Page 7

Clause 5.1b

We would like to have this clause amended to include the following: "and Canada acknowledges that this funding may be applied to Newfoundland's contribution under this Special Agreement." This modification would seem to address any possible confusion regarding the amount and nature of Newfoundland's contribution to Francophone school governance.

We would like to take this opportunity to thank you and your staff for the support and cooperation which has been demonstrated during this process. We look forward to your response on these matters and to finalizing the text of the proposed agreement.

Sincerely,



Wayne F. Oakley, Ph.D.

Assistant Deputy Minister

Primary, Elementary, Secondary Programs

WFO/jeb

cc Patrick Balsom
Élise Hockman
Bruce Hollett
Glenn Loveless
Sylvie Rochette

NOV 27 '96 12:10 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE.001

8110-3-1-96

Facsimile Transmission/Télécopie

BEST AVAILABLE COPY



Department of Education
Language Programs Section
P.O. Box 8700
St. John's, NF A1B 4J6
Telephone: (709) 729-2741
Fax: (709) 729-4845

Ministère de l'Éducation
Elaboration des programmes
C.P. 8700
St. John's, Terre-Neuve A1B 4J6
Téléphone: (709) 729-2741
Télécopieur: (709) 729-4845

Date: Nov 27 1996

To/Destinataire: Elice Hockman

Fax #/N° de télécopieur: 819 953-6580

From/De: Patrick Biron

Original to follow: yes ☐ no ☒

Envoi de l'original: oui ☐ non ☐

Comments/Commentaires:

Elice,
As discussed yesterday with budget which was received in
the morning.
Best wishes.

Patrick

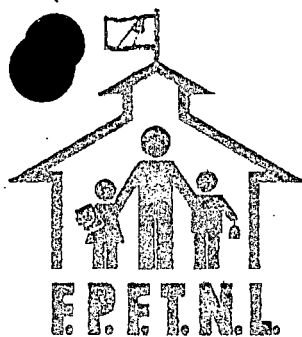
This transmission contains 43 sheet(s), including this page.

Cet envoi contient _____ page(s), incluant cette page.



NOV 27 '96 12:10

FROM LANGUAGE-PROGRAMS



La Fédération des Parents Francophones de Terre-Neuve et du Labrador

265, rue Duckworth, St. Jean (Terre-Neuve) A1C 1G9
Bureau: (709) 722-7669 Télécopieur: (709) 722-7696

Du rêve à la réalité:

Une Commission scolaire francophone provinciale
pour Terre-Neuve et le Labrador

Recommandations
au
Ministère de l'éducation de
Terre-Neuve et du Labrador
21 novembre 96

Présentées par:
La Fédération des parents francophones de
Terre-Neuve et du Labrador
(FPFTNL)

Chapitre	Table des matières	Page
	Introduction.....	1
I	Les Consultations régionales	
a)	Les objectifs de la consultation et le compte rendu.....	2
b)	La structure démocratique.....	3
c)	Le conseil d'école.....	4
d)	Le partage des pouvoirs.....	6
e)	La mission.....	6
f)	En conclusion, quelques principes directeurs.....	7
II.	La structure administrative	
a)	Le personnel.....	8
b)	Le siège social.....	9
c)	La philosophie de gestion.....	9
d)	L'organigramme.....	11
e)	Conclusion.....	12
III.	La mise en oeuvre	
a)	Le conseil provisoire.....	13
b)	Le personnel.....	13
c)	Principes / ressources humaines.....	14
d)	Le transfert des équipements et des immobilisations.....	14
e)	Échéanciers.....	16
f)	En guise de conclusion.....	17
V.	Conclusion.....	18

Introduction

Ce rapport présente le modèle de gestion scolaire que la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador propose au gouvernement provincial. Ce document présente et décortique la structure de gestion scolaire francophone homogène et provinciale préconisée par la FPFTNL.

Ces recommandations font suite à une consultation de la population francophone. Cette consultation fut dirigée par notre consultant en gestion scolaire et orchestrée en deux temps: une première eu lieu en août dans toutes les communautés scolaires de la province et la deuxième pris place en septembre. Cette dernière réunissait des parents, enseignants, directeurs, professionnels de l'éducation et représentants d'organismes. Ces personnes ont mis à notre disposition leur bagage académique et professionnel pour ainsi proposer unanimement une structure scolaire fonctionnelle et capable de répondre aux besoins de la francophonie à Terre-Neuve et au Labrador.

Le document qui suit vous propose donc un compte-rendu des Consultations régionales, la structure administrative recherchée et les grandes lignes de la mise en oeuvre de cette gestion scolaire. Ces recommandations proposent les principes de base que nous voulons voir s'inscrire dans la loi scolaire habilitante. Les budgets proposés à cette structure administrative seront présentés dans un deuxième temps aussitôt que les deux parties le jugeront opportun. Cependant, selon l'échéancier suggéré en page 17, nous visons janvier 97.

Nous invitons donc le lecteur à prendre connaissance de ce compte-rendu de consultation, en gardant à l'esprit que l'application de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, au delà des considérations légales et constitutionnelles, doit se faire d'une façon réaliste, en harmonie, pour le mieux être d'enfants aux besoins d'apprentissage particuliers.

BEST AVAILABLE COPY

2

Chapitre I

Les consultations régionales

Les consultations régionales devaient permettre d'informer les parents sur les derniers développements dans le dossier de la gestion scolaire tout en leur permettant de faire valoir leurs préoccupations et leurs attentes en ce qui a trait à la mise en place du Conseil scolaire provincial, sa structure, son organigramme et son financement.

Les consultations se sont déroulées entre le 25 et le 29 août 1996. Elles ont pris place à Saint-Jean, à Goose Bay, à Labrador City et, pour les résidents intéressés de la péninsule de Port-au-port, à La Grand'Terre. Une deuxième consultation, réunissant un nombre représentatif des comités de parents et d'intervenants du milieu scolaire, a eu lieu les 19, 20 et 21 septembre dernier. Ce groupe a pris connaissance du consensus dégagé au plan régional et apporté les corrections nécessaires et définitives au modèle proposé.

a.1) Les objectifs de la consultation:

Les participants ont donc pu faire valoir leurs points de vues sur le concept de la gestion scolaire et sur ce que cela représentait pour chacune des communautés. Par la suite, les parents ont exprimé leurs opinions sur les structures démocratiques, administratives et financières qui refléteraient le mieux leur situation particulière et, de cette façon, corriger les imperfections, parfois évidentes du système.

a.2) Compte rendu des consultations:

Dans un premier temps, il importe de souligner la sérénité et l'enthousiasme avec lesquels l'ensemble des participants ont abordé la question de la gestion scolaire. Il nous a semblé évident que l'annonce du Ministre et la modification de la Loi scolaire, adoptée lors de l'été dernier, ont éliminé toute confusion, incertitude ou appréhension que la démarche de lobby intensif entreprise par la FPFTNL aurait pu soulever.

Maintenant confirmé par le gouvernement, il semble en effet que tous les parents concernés, y compris ceux de mariages mixtes ayant moins d'affinité avec la langue française, abordent cette question du Conseil scolaire provincial avec une confiance renouvelée relevant maintenant de l'action légitime. Il ne s'agit plus de confronter les autorités. Le dossier n'est donc plus controversé.

Fait intéressant, plusieurs personnes, qui au fil des années se sont inscrites en faux par rapport à

l'action des parents et qui ont déploré l'intransigeance des organismes francophones, s'affichent maintenant comme des partisans de la reconnaissance des droits de l'article 23. Ce phénomène se retrouve dans toutes les régions visitées. Cette constatation prend d'autant plus d'importance qu'elle met en évidence le consensus que plusieurs ont toujours cru possible et ce, même dans une Province au nombre d'ayants droit relativement modeste et dispersés sur le territoire. Cela confirme en effet qu'en faisant l'offre active aux parents, le succès du projet scolaire est garanti.

Mais au-delà de ce long préambule, il importe de retenir les consensus qui se dégagent en terme de structure démocratique; de partage de pouvoir; d'organigramme; des ressources humaines et matérielles nécessaires pour assurer le succès du projet.

Les pages qui suivent présentent la teneur des recommandations reçues des parents et des autres membres consultés sur la structure démocratique.

b) La structure démocratique:

La Commission scolaire provinciale

Il s'agit du consensus le plus évident et le plus solide de toute la consultation.

Tous désirent une Commission scolaire provinciale fonctionnelle, qui permette à chacune des régions de faire valoir leurs particularités dans la gestion au jour le jour des écoles.

En ce sens, le modèle retenu prévoit la mise en place d'un Conseil d'administration provincial dont la représentation, par école, fait en sorte que l'ensemble des situations particulières de la Province seront tenues en ligne de compte.

Cette Commission scolaire devra se rencontrer au minimum deux fois par année et assumer l'ensemble des pouvoirs normalement dévolus à tout Conseil scolaire Terre-Neuvien et Labradorien.

Parallèlement, un comité exécutif formé d'un président, vice-président et du secrétaire trésorier verra au fonctionnement normal du système.

Cette Commission sera composée de deux représentants bénévoles par école française, nommés par le Comité d'école responsable. Par école, nous entendons: classe ou programme, section ou école où l'enseignement est dispensé en français langue première.

Sa langue de fonctionnement est le français. D'ailleurs, la langue d'usage reconnue par la Loi ou les règlements sera le français. Ce qui ne veut pas dire pour autant que ce système ne permette pas une communication adéquate avec les parents de langue anglaise.

Cette Commission scolaire devra avoir un pouvoir exclusif dans les domaines de gestion suivants: l'élaboration et la négociation du budget; l'établissement des priorités; l'embauche d'une direction générale.

NOV 27 '96 12:12 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

4

La Commission scolaire sera structurée de façon telle qu'elle devra soutenir l'activité de quatre conseils d'écoles. Il y en aura donc un pour Saint-Jean; un autre pour Happy Valley - Goose Bay; et un à Labrador City - Wabush. Pour la côte Ouest, un Conseil d'écoles représentera les intérêts des communautés francophones de Cap Saint-Georges, de La Grand'Terre et de l'Anse à Canard.

Soulignons enfin que cette Commission scolaire devra être non-confessionnelle. Ce sujet n'a pas véritablement fait l'objet de consultations. Nous constatons toutefois que l'église catholique anglophone pourra difficilement s'arrimer à un système strictement francophone. Tout en s'assurant que les Conseils d'écoles puissent offrir des cours de religion, il y a lieu de créer une commission provinciale sur une base essentiellement linguistique.

c) Le Conseil d'école

Le Conseil d'école est formé de sept bénévoles élus par les parents de la communauté dont les enfants sont inscrits à un programme en français langue première, de la pré-maternelle à la douzième année.

Il s'adjoindra à titre de secrétaire, le coordonnateur régional et un représentant des enseignants.

La Commission scolaire francophone provinciale a l'obligation de le consulter sur toutes questions pouvant influencer le fonctionnement des écoles¹.

Le Commission scolaire provinciale peut aussi, selon le cas, déléguer des responsabilités aux comités d'écoles selon le besoin ou la situation particulière de chacun.

Le conseil d'école formé de personnes élues par les parents ayant des enfants inscrits de la pré-maternelle à la douzième année, a la responsabilité de nommer deux administrateurs par école à la Commission scolaire provinciale. Dans le cas du conseil de la péninsule de Port-au-port, il procédera donc à la nomination de quatre administrateurs à la Commission scolaire provinciale. Les parents auront d'abord procédé à l'élection d'un comité où l'ensemble des parents ayant des enfants à la pré-maternelle française langue première ou dans un programme scolaire en français langue première, auront élu sept membres au conseil représentant les intérêts des deux écoles.

¹Voir tableau 8

BEST AVAILABLE COPY

5

Tableau 8

La Commission Scolaire Francophone Provinciale
La Composition du Conseil
Responsabilité: la responsabilité reconnue par la
Loi à toute Commission scolaire

4 représentants	2 représentants	2 représentants	2 représentants
Conseil d'écoles de La Péninsule (7 membres)	Conseil d'école De Labrador City (7 membres)	Conseil d'école De Goose Bay (7 membres)	Conseil d'école De la Capitale (7 membres)
+ le directeur/ coordonnateur 2 enseignants sans droit de vote	+ le directeur/ coordonnateur 1 enseignant sans droit de vote	+ le directeur/ coordonnateur 1 enseignant sans droit de vote	+ le directeur/ coordonnateur 1 enseignant sans droit de vote
École Notre-Dame du Cap Centre scolaire / communautaire St-Anne	École	École	École

Rôle du conseil d'école: Supervise l'administration immédiate de l'école:

- Participe à la sélection du directeur /coordonnateur et du personnel enseignant de l'école
- Politiques et règlements sur le fonctionnement de l'école
- Communication avec les parents
- Budget local
- Tous autres pouvoirs et responsabilités délégués par le Conseil provincial

Obligation de consulter de la part du Conseil provincial:

- Priorités et budgets
- Curriculum (programme)
- Embauche de la direction générale
- Embauche des administrateurs et du personnel enseignant et de soutien
- La conclusion d'accords pour l'enseignement et les services dispensés aux élèves de la minorité linguistique
- Transport scolaire

BEST AVAILABLE COPY

6

d) Le partage des pouvoirs

Tous les comités ont insisté pour que les conseils d'écoles puissent disposer de la plus grande marge de manoeuvre possible. Du même souffle, tous unanimement, ont souligné l'importance d'assurer la cohésion de l'organisme au plan provincial et faire en sorte que le conseil puisse maximiser l'usage de ses ressources pour le mieux être de chacun.

Donc, tous s'entendent sur les pouvoirs qui doivent être dévolus au plan provincial. Les personnes consultées soulignent que ce dernier devrait recherché la participation active des conseils locaux dans la sélection du personnel, dans la gestion des ressources locales et l'application de politiques et des curriculums en régions tout en respectant les consignes de la C.S.F.P.

Les Conseils d'écoles ne peuvent être responsables des budgets. Ils doivent compter sur le Conseil provincial pour agir dans ces questions pour le bien commun des écoles. C'est au niveau du Conseil provincial donc que les priorités de budget et nécessairement d'actions seront entérinées.

Le Conseil provincial devient en quelque sorte le lieu de médiation tout en étant le porte-parole et l'intermédiaire entre les conseils d'écoles et les instances gouvernementales.

e) La mission

L'énoncé de mission adopté par les parents se lit comme suit:

"La Commission scolaire francophone provincial a la responsabilité de gérer un système d'éducation en français langue première desservant les enfants qui se qualifient ou dont les parents se qualifient en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

La C.S.F.P. accorde la plus haute priorité à la livraison d'une éducation de grande qualité destinée à assurer l'épanouissement culturel et linguistique des communautés qu'il dessert.

Pour ce faire, il entend aussi intervenir auprès des jeunes d'âge scolaire et préscolaire et auprès des parents pour exercer ainsi les responsabilités qui lui incombent tant en terme d'animation socio-culturelle qu'en francisation."

NOV 27 '96 12:13 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

7

7) En conclusion, quelques principes directeurs

De façon à guider les discussions avec le gouvernement, la FPFTNL a convenu des principes directeurs suivants:

- Exclusivité de l'éducation en français langue première de la maternelle à la douzième année pour tout le territoire provincial;
- Reconnaissance des besoins de gestion du préscolaire et des besoins de francisation aux niveaux scolaires (accueil et récupération);
- Reconnaissance de ces principes dans la loi scolaire habilitante;
- Au plan des conseils d'écoles, seuls les parents ayant des enfants de la pré-maternelle à la douzième année ont le droit de vote;
- Ils peuvent élire un parent ou son représentant;
- La langue d'usage (de travail, de communication) est le français;
- En cas d'exception, la Commission scolaire peut transiger avec les parents dans la langue anglaise;
- La Commission scolaire devra disposer du financement équitable et ce à même les fonds publics pour doter les écoles françaises d'équipement et matériel suffisants afin d'assurer le bon fonctionnement du système;
- A moins d'être la propriété de groupes communautaires francophones, les équipements et installations utilisés essentiellement par les francophones devront être la propriété de la C.S.F.P.;
- La Commission scolaire devra être non-confessionnelle et offrir des cours de religions là où il y aura une demande;
- La Commission scolaire devra être adaptée aux caractéristiques et aux besoins spécifiques de la communauté;
- La période de transition de la mise en oeuvre de la C.S.F.P. devra être flexible;
- Les membres du Conseil d'école siégeant à la Commission scolaire oeuvrent à titre d'administrateurs rémunérés, selon une ligne de conduite pré-établie.

NOV 27 '96 12:14 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

8

Chapitre II

La structure administrative

La Commission scolaire provinciale sera administrée de façon à maximiser l'usage des ressources humaines au profit de chacune des communautés scolaires. On doit tenir compte des exigences particulières d'une clientèle qui a besoin d'être servie en français et qui se retrouve dispersée aux quatre coins de la province. Nous devons de plus garder à l'esprit que le coût de ce nouveau système scolaire sera plus dispendieux que celui offert à la majorité.

Entre-temps, nous constatons que le fonctionnement de cette Commission scolaire sera grandement tributaire du financement qu'il sera possible d'obtenir dans le cadre des ententes fédérale/provinciale sur les langues officielles en enseignement. Par contre, la structure administrative développée devra pouvoir survivre sans le financement du Gouvernement fédéral, advenant le cas que le fédéral se retirerait.

Cette entente permettra au conseil de disposer de la mise de fonds initiale pour faciliter sa création et d'un financement récurrent mais probablement décroissant pour subventionner son fonctionnement.

a) Le personnel

La Commission scolaire devra compter sur les services d'une direction générale et d'une secrétaire administrative.

C'est à ce niveau que sera prise en charge l'administration des questions financières et de ressources humaines, ainsi que les communications et la liaison entre le Conseil provincial, le Conseil d'école, et avec les autres intervenants concernés.

Ce bureau sera supporté par des coordonnateurs régionaux qui, agiront comme directeurs ou directrices d'école et administrateurs au service du Conseil d'école.

Cette équipe sera soutenue par les ressources de soutien administratif, nécessaires à son bon fonctionnement.

Au niveau professionnel, il importe de disposer de ressources humaines adéquates pour offrir de façon soutenue, des services en orthopédagogie, en orthophonie, en psychologie, en préscolaire, en alphabétisation, en animation socio-culturelle, en programmation, en orientation scolaire, en éducation à distance et en informatique.

b) Le siège social

Le siège social de la C.S.F.P. sera à Saint-Jean. De cette façon, il pourra établir la collaboration nécessaire avec les différents intervenants surtout, les représentants du Ministère de l'Éducation, particulièrement les fonctionnaires² appelés à soutenir activement la C.S.F.P. dans ses activités. Il aura accès plus facilement aux ressources administratives, universitaires, ou autres, normalement plus accessibles dans les centres urbains.

Mais en réalité, la C.S.F.P. aura à toute fin pratique un siège social "virtuel".

En effet, comme nous l'avons dit, le but de maximiser l'utilisation des ressources et assurer un encadrement efficace dans toutes les régions, les postes de directeurs d'école à La Grand'Terre, à Labrador City et à Saint-Jean, seront jumelés à des fonctions de coordonnateurs régionaux. Sous la responsabilité immédiate du directeur général, ils auront des champs d'expertises complémentaires tout en étant responsables d'appliquer les décisions des conseils d'écoles.

c) La philosophie de gestion

Dans une Commission scolaire dont la clientèle est éparpillée sur un aussi grand territoire, l'administration doit s'entendre sur quelques principes destinés à guider le personnel. Voici la philosophie de gestion que les parents proposent au Conseil d'administration:

- Le C.S.F.P. reconnaît l'importance d'oeuvrer au mieux être de l'ensemble des communautés scolaires de la province, quels que soient leurs nombres, leurs origines ou leurs religions;
- La C.S.F.P. reconnaît l'importance d'assurer la plus grande participation possible des parents et pour ce faire, entend mettre sur place une administration décentralisée et déléguer ainsi autant que faire se peut, ses pouvoirs en régions. Il entend donc rendre obligatoire la consultation des régions dans les domaines suivants:
 - Priorités et budgets;
 - Curriculum (programmes);
 - Embauche de la direction générale;
 - Embauche des administrateurs et du personnel;
 - Transport scolaire.

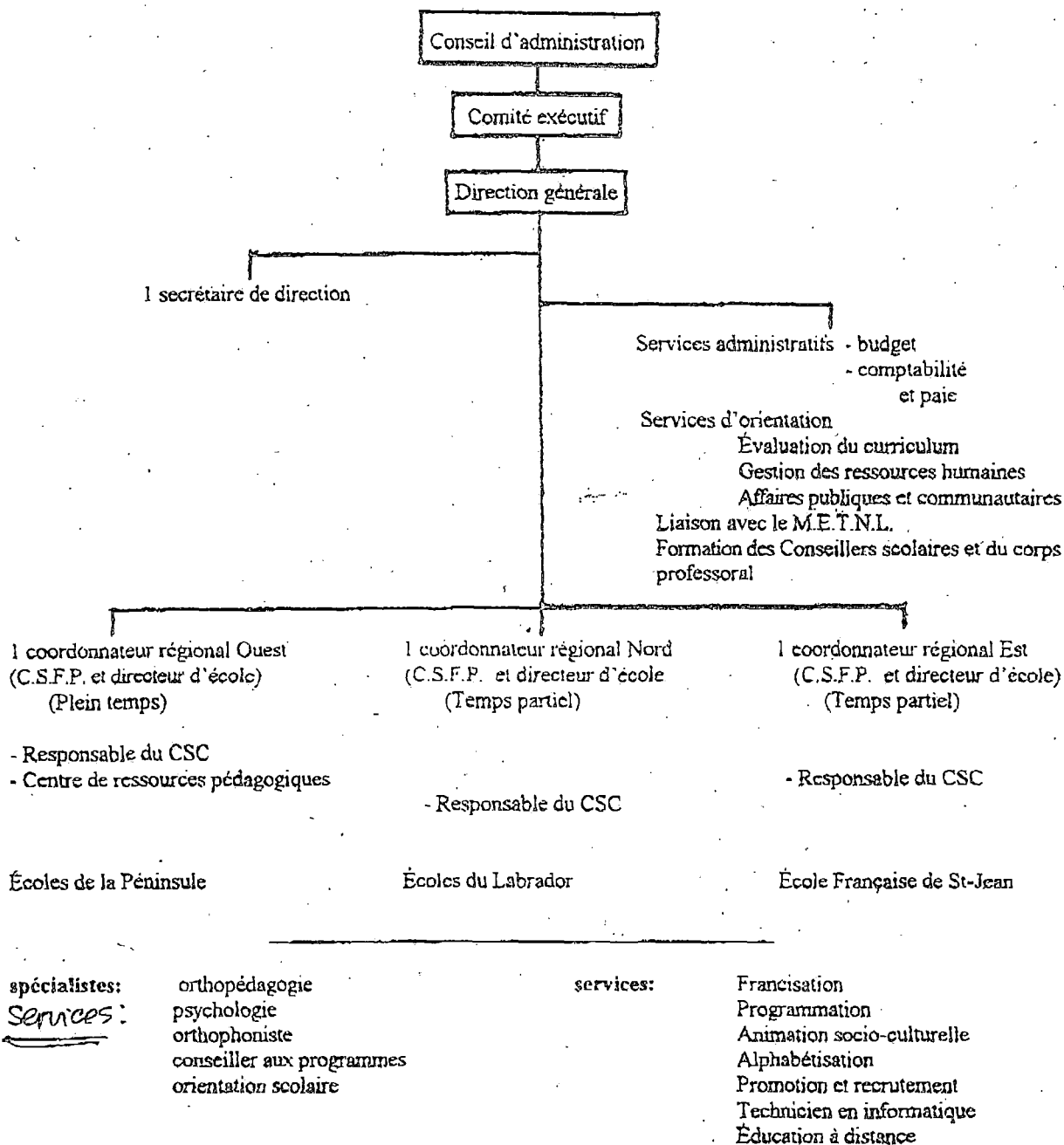
²Le METNL entend conserver le personnel présentement impliqué dans le domaine de l'enseignement en FL1. Ils seront notamment au service du Conseil scolaire pour toute question reliée à l'application des programmes d'enseignement. Selon la relation qui s'établira entre le Conseil scolaire et le Ministère, cette collaboration pourra sans doute s'étendre à d'autres champs d'activités.

- La C.S.F.P. entend fonctionner essentiellement en français tout en s'assurant d'entretenir de bonnes relations avec les intervenants anglophones, incluant les parents d'enfants étant dans l'incapacité de faire valoir leurs opinions dans cette langue;
- La C.S.F.P. entend, dans chaque région où cela s'avérera pertinent, entretenir des liens étroits avec le mouvement associatif francophone et participer pleinement à l'effort communautaire permettant à la francophonie Terre-Neuvienne et Labradorienne de s'épanouir pleinement;
- La C.S.F.P. entend prendre ses décisions pour l'intérêt commun, à base de consensus, en privilégiant la participation des conseils d'écoles;
- La C.S.F.P. entend assurer un dialogue constant entre les régions en mettant l'accent sur la transparence et une approche de gestion mettant à profit l'expertise de l'ensemble de son personnel;
- La C.S.F.P. privilégiera l'usage de la haute technologie de façon à offrir un service de grande qualité tant d'un point de vue administratif que pédagogique. Il établira des systèmes de communication destinés à assurer la cohésion de l'organisation;
- La C.S.F.P. entend assurer au personnel des conditions de travail conformes aux normes de la province dans le respect des acquis des conventions actuelles.

BEST AVAILABLE COPY

11

d) Organigramme



g) Conclusion

En guise de conclusion, rappelons ce que le rapport "Norman" stipulait sur les questions de financement³:

"Pour déterminer les mécanismes de financement d'un organisme provincial de gestion de l'éducation en français langue première, il faut absolument tenir compte des lignes directrices suivantes:

- *Les mécanismes de financement adoptés doivent prévoir un niveau de financement égal à celui qui est prévu pour la majorité, et suffisant pour permettre la gestion efficace et le bon fonctionnement scolaire français.*
- *Étant donné que le Conseil scolaire français jouera un rôle primordial dans le maintien et la promotion du français, et que cela occasionnera des dépenses supplémentaires, il est recommandé que la province tienne compte de ces coûts dans ses structures de subvention.*
- *Les nouveaux coûts spéciaux doivent être couverts avec les ressources disponibles, aux termes de nouvelles politiques provinciales, et/ou d'ententes fédérales/provinciales.*

En ce qui concerne la gestion comme telle, l'application de ces principes représentera des dépenses supplémentaires pour la création d'un poste de directeur général de district, ainsi que les réunions de l'organisme de gestion. La mise en oeuvre des programmes à l'échelle provinciale occasionnera également des coûts supplémentaires."

³ Rapport Norman, page 28.

BEST AVAILABLE COPY

13

Chapitre III

La mise en oeuvre

Pour parrainer le processus de transition vers la gestion scolaire, nous proposons la nomination par le Ministre d'un Conseil provisoire provincial.

a) Le conseil provisoire

Le Conseil provisoire aura donc la responsabilité de combler le poste de la direction générale et d'amorcer le processus de transition vers le contrôle du système d'enseignement en français langue première.

Ainsi, sur recommandation des comités de parents, la FPFTNL devra présenter une liste de candidatures qui servira au Ministre de l'éducation pour nommer les membres du conseil d'administration provisoire du nouveau Conseil scolaire francophone. Ceci se fera selon le modèle proposé au gouvernement par la Fédération des Parents Francophones de Terre-Neuve et du Labrador.

Ce conseil aura les responsabilités suivantes:

- procéder à l'embauche d'une direction générale qui à son tour, recrutera une équipe de mise en oeuvre;
- finaliser le transfert de l'ensemble des budgets (les ressources matérielles et pédagogiques);
- négocier les ententes reliées tant aux ressources humaines, aux services administratifs que techniques;
- doter le conseil des équipements adéquats;
- procéder à l'embauche du personnel
- déterminer la procédure des élections scolaires selon les exigences du Ministre;
- le conseil provisoire aura, à partir de la date de sa création, un mandat de 6 mois;
- par la suite, le conseil élu mis en place devra assumer l'ensemble des pouvoirs dévolus par la Loi;
- négocier les ententes pour le transfert des propriétés;
- négocier l'achat et/ou la rénovation des établissements;

b) Le personnel enseignant et de soutien

Ce conseil devra porter une attention particulière aux transferts des ressources humaines. Cette question, délicate, mérite que nous y consacrons quelques instants de la réflexion qu'elle a suscitée lors de la consultation provinciale.

Il nous semble, dans un premier temps, qu'un mécanisme devra être établi pour clarifier les conditions de travail du personnel. Ce mécanisme devrait comporter les étapes suivantes:

- définir les conditions de travail au sein du nouveau Conseil scolaire: rencontre des représentants du personnel avec le conseil provisoire et les représentants de la "NLTA".
- sessions d'information à l'intention de l'ensemble du personnel;
- décision du personnel à savoir si ils optent pour demeurer au sein du Conseil scolaire existant (donc ne plus oeuvrer dans les écoles de la minorité) ou pour poursuivre au sien du nouveau Conseil provincial.

Le conseil provisoire devra de plus, faciliter la concertation entre les intervenants du milieu, surtout les enseignants, de façon à régulariser rapidement la situation du personnel de ces écoles.

c) Principes à reconnaître en notions de ressources humaines

- le Conseil scolaire devra reconnaître l'ensemble des acquis reconnus dans les conventions actuelles;
- le Conseil scolaire devra tenter de négocier une clause "grand-père" notamment pour ce qui a trait à la supplantation de façon à éviter que les enseignants ou employés de soutien actuellement à l'embauche des conseils scolaires anglophones n'aient éventuellement à déménager à l'extérieur de leur région d'origine.

d) Le transfert des équipements et des immobilisations

Encore une fois, au risque de se répéter, soulignons que le Conseil scolaire francophone devra recevoir l'ensemble des budgets de fonctionnement actuellement gérés par des conseils scolaires anglophones. Les transferts d'immobilisations et des équipements pourraient être problématiques. Voici un résumé des commentaires des parents su ces questions:

Matériel et équipements

Le conseil devrait recevoir l'ensemble des équipements et du matériel présentement utilisé en FL1⁴.

Nous savons toutefois que certains équipements, en certains endroits, sont présentement partagés avec les classes de la majorité. Nous constatons aussi que certaines classes sont sous-équipées, notamment en terme de bibliothèque et d'informatique.

Un budget de mise en oeuvre devrait donc être prévu à cette fin.

⁴Incluant tout le matériel: bureaux, chaises, étagères, livres, audio-visuel, etc...

NOV 27 '96 12:16

FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE .018

15

Immobilisations

À maintes reprises, nous avons constaté que plusieurs élèves sont éduqués dans des locaux inadéquats. C'est le cas notamment à St-Jean et à Labrador City.

Une entente devra être conclue entre les divers paliers de gouvernement pour permettre le transfert ou l'achat de bâtiments adéquats. Ces budgets devraient tenir compte des rénovations à y effectuer et devront être gérées par la C.S.F.P.

Il est enfin convenu que le conseil provisoire aura comme responsabilité d'aller chercher les immobilisations requises pour mener à bien ce projet éducatif et maximiser les chances de réussite du nouveau système scolaire.

D) Échéanciers

Étapes de la mise en oeuvre	Intervenants	Échéanciers
Présentation des recommandations de la FPFTNL au Ministère	représentants de la FPFTNL	Novembre 1996
Rédaction du texte de loi en consultations avec le conseiller juridique de la FPFTNL	Avocats: du Ministère de la Justice et de la FPFTNL	Novembre et décembre 1996
Négociation financière dans le cadre des ententes fédérales/provinciales	METNL - Comité de négociations FPFTNL	Janvier 1997
Négociations financières dans le cadre des ententes fédérales/provinciales	METNL, comité de négociations FPFTNL, Patrimoine Canada	Mars 1997
Liste pour mises en candidature au METNL	Comité de négociations FPFTNL	Mars 1997
Nomination du conseil provisoire	METNL	Avril 1997
Rencontre du conseil provisoire et affichage du poste de direction générale	Conseil provisoire	Mai 1997
Entrevue	Comité du conseil provisoire	Juin 1997
Entrée en fonction de la direction générale	Direction générale	Août/Sept. 1997
Embauche du groupe de mise en oeuvre	Conseil provisoire et direction générale	Automne 1997
Élection du Conseil scolaire	METNL, Conseil provisoire et direction générale	Décembre 1997
Transfert des responsabilités	Conseil scolaire	Janvier 1998

g) En guise de conclusion

Pour conclure sur la mise en oeuvre et mettre en perspective les délais possibles de sa réalisation, permettez-nous de citer un dernier extrait du rapport "Norman"⁵:

Les élections des conseils scolaires, qui devaient avoir lieu en novembre 1993, ont été reportées à au moins six mois, ce qui laisse présumer que les nouveaux conseillers entreranno probablement en fonction le 1er juillet 1994. Vu ce report, l'élection des membres du Conseil scolaire français pourra coïncider avec les élections des conseils scolaires en général, et la nouvelle structure de gestion pourra donc être en place à compter du 1er juillet 1994.

Le gouvernement devra annoncer sa décision d'établir un Conseil scolaire provincial francophone dans les plus brefs délais, et, le plus rapidement possible après, procéder à la préparation et à l'adoption des modifications qui doivent être apportées à la législation en vigueur.

Le ministère de l'éducation devra mettre sur pied une équipe de soutien à l'établissement du conseil, composée d'enseignants et de représentants des associations francophones de parents, du ministère de l'éducation et des conseils scolaires confessionnels, et dont le mandat sera de conseiller sur les dossiers suivants:

- programmes d'information;
- consultations avec les communautés francophones;
- dispositions pour trouver des installations;
- établissement des bureaux et des systèmes nécessaires;
- ressources humaines;
- dispositions concernant les programmes, les classes d'accueil, etc...;
- préparation du budget.

Toutes les écoles dispensant un enseignement en français langue première devraient relever de la compétence du Conseil scolaire français à compter de septembre 1994.

⁵ Version française, pages 28 et 29.

Conclusion

Et le financement...

En ces temps de compressions budgétaires, la question la plus controversée dans la mise en oeuvre des droits de l'article 23, celle qui pourrait ralentir le processus, est sans aucun doute reliée aux coûts associés à la création d'un Conseil scolaire provincial francophone.

Il faut toutefois nuancer cette problématique des coûts d'un pareil système, en tenant compte tout autant des questions relatives aux droits prévus à l'article 23 que du contexte particulier dans lequel évoluent les communautés francophones de la province.

Il faut aussi tenir compte des diverses sources de financement disponibles et se rappeler que le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador assurent son fonctionnement, en grande partie, grâce à l'aide d'un financement important en provenance d'Ottawa.

Le droit

Les décisions de la Cour Suprême du Canada sont sur ce point très claires. La minorité doit être en mesure de compter sur un système qui produira des résultats à tout le moins comparables à ceux constatés chez la population en général. Le Ministère de l'Éducation doit donc offrir une solution viable. Cela veut dire, dans certains cas, que les coûts devront sans aucun doute être supérieurs à ceux constatés dans le système de la majorité anglophone.

La jurisprudence sur l'article 23 est donc sans équivoque.

Soulignons de plus qu'un nombre croissant d'organismes considèrent avoir recours à l'article 24 de la Charte où il est possible de demander la réparation des torts causés par l'inaction des Gouvernements.

Le contexte franco-Terre-Neuvien

La dispersion est sans doute la première considération dont il faut tenir compte. Les distances entre les différentes communautés sont réelles et font en sorte que les frais de coordination et de déplacements sont importants.

NOV 27 '96 12:18 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

BEST AVAILABLE COPY

19

Le peu de ressources francophones du milieu de l'éducation en est une autre. Le nouveau Conseil scolaire ne pourra pas tirer profit d'achats de services des autres commissions scolaires. La très grande majorité de ces ressources ne sont pas disponibles en français. Il lui faudrait faire affaires avec des conseils scolaires des provinces maritimes.

Le peu de financement disponible à l'extérieur de celui du gouvernement fédéral entre aussi en ligne de compte. Il est en effet pratiquement impossible que ce soit par don, activités de prélèvement de fonds ou en frappant aux portes des autres ministères de financer toutes activités sortant de l'ordinaire scolaire.

La collaboration et la concertation des associations

Quelques activités proposées au budget du Conseil scolaire pourraient sans doute faire l'objet d'un financement communautaire. Il nous semble en effet qu'un effort sérieux devrait être fait pour mieux coordonner les actions des différents groupes francophones et du Ministère de l'Éducation pour maximiser les effets du système scolaire en FL1.

Nous croyons en effet que les organismes francophones devraient prioriser le dossier scolaire dans leurs activités d'animation socio-culturelles et de développement communautaire.

Nous avons fait allusion à la discordance qui existe entre les besoins des parents francophones et les activités organisées par certains organismes.

? || Nous croyons que l'entente Canada-Communauté devrait tenter de corriger cette situation et envisager un processus d'évaluation destiné à recentrer les priorités sur l'école française.

Ceci aurait pour effet par exemple d'octroyer le financement aux activités d'animation socio-culturelles dans les écoles. Ceci aurait aussi pour effet de prioriser la mise sur pied d'écoles communautaires ou de centres communautaires et scolaires où l'activité communautaire serait intégrée aux projets scolaires.

Ceci aurait enfin pour effet de conserver une voie aux parents qui, par l'entremise d'un organisme provincial, pourraient collaborer à l'implantation de structures d'accueil et de francisation préscolaire. Ceci permettrait donc à la Fédération des parents de recevoir les fonds nécessaires pour faire la promotion et le recrutement de cette jeunesse qui obligatoirement devra passer par un réseau d'écoles françaises avant de devenir les leaders de la francophonie de demain.

|| Il existe présentement trop de duplication pour que les subventions reçues de Patrimoine Canada répondent en totalité aux besoins réels de la francophonie. Il existe d'ailleurs un comité bipartite responsable de ce dossier.

En ce sens, les subventions octroyées aux associations francophones devront l'être d'une façon telle que le projet scolaire puisse compter sur tous les appuis nécessaires pour lutter contre l'assimilation.

Et nous faisons référence à tous les appuis, tant en préscolaire, en francisation, en alphabétisation, en animation qu'en financement d'espaces communautaires au sein d'écoles françaises.

L'entente fédérale/provinciale sur les langues officielles en enseignement.

Mais malgré ce long aparté, rappelons que la majorité du financement proviendra de l'entente sur les langues officielles en enseignement entre le Ministère de l'Éducation et le Ministère du Patrimoine Canadien.

À notre avis, le Ministère de l'Éducation devra éventuellement absorber les coûts de ce projet à même son propre budget. Il s'agit d'un des prix à payer pour faire partie de la confédération canadienne.

Le ministère ne pourra toutefois le faire à partir des formules de financement actuelles. Celles-ci, plus que jamais, sont conçues pour de grosses entités de gestion scolaire.

Le ministère devra aussi faire éventuellement preuve d'introspection et évaluer la pertinence de gérer au sein de son ministère, une unité sur les programmes bilingues, en grande partie financés par des revenus d'Ottawa, destinés au français langue première.

Toutes les évaluations qu'en fait la francophonie tendent à démontrer que les services du ministère, jugés excellents, ne sont pas d'une ampleur correspondant à l'extrant que les professionnels de l'éducation sont en mesure d'apprécier.

Quoiqu'il en soit, le budget de ce système scolaire semble à première vue important. Au fil des ans, à l'usage, il y aura probablement des réaménagements qui s'imposeront.

En phase d'implantation et de consolidation, il ne nous semble pas exagéré d'y investir le temps et l'argent qui garantiront le succès de l'entreprise.

Ceci nous semble d'autant plus réaliste qu'antérieurement les gouvernements ont financé des Commissions scolaires aux minorités religieuses où le coût par étudiant se rapprochait sensiblement de ceux prévus pour la francophonie.

Ceci enfin, nous semble d'autant plus acceptable que les deux niveaux de gouvernement concernés ont déjà une juste appréciation des budgets qu'il sera possible de négocier entre les paliers fédéral et provincial pour répondre aux exigences de l'article 23 et de sa jurisprudence.

Les ententes fédérale - provinciale pourraient être de cinq ans. Cinq ans dans la vie d'un jeune conseil, c'est tellement court que les gouvernements provincial et fédéral devraient s'entendre rapidement et signer un tel pacte.

Si, en plus, le Ministère de l'Éducation acceptait immédiatement d'y inclure sa quote part et que le fédéral proposait de verser à l'avance les montants prévus à cette éventuelle entente, l'espoir de vie du conseil proposé aujourd'hui serait allongé d'autant...

NOV 27 '96 12:19 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

21

Le groupe de personnes consultées a recommandé la création d'un comité de négociation qui aura comme mandat d'en venir à une entente avec le gouvernement provincial pour débattre des budgets. Les communautés ont toutes exprimé le souhait que ces négociations soient cordiales et rapides. Il faut espérer, après les tergiversations des dernières années, qu'une entente viendra sereinement clore le dossier le plus important qu'ait eu à traiter la francophonie Terre-Neuvienne et Labradorienne.

À notre avis, si en bout de ligne le Gouvernement provincial ne répond pas à l'ensemble des besoins exprimés par les parents, ces derniers n'auront d'autre choix que de réaligner leur tir.

NOV 27 '96 12:19 FROM LANGUAGE-PROGRAMS



November 25th 1996

La Fédération des Parents Francophones de Terre-Neuve et du Labrador

265, rue Duckworth, St. Jean (Terre-Neuve) A1C 1G9
Bureau: (709) 722-7669 Télécopieur: (709) 722-7696

CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL

Dr Wayne Oakley
Assistant Deputy Minister
Primary, Elementary and Secondary Education
Department of Education
Confederation Building
C.P. 8700
St. John's
A1B 4J6

Dear Dr Oakley,

Please find enclosed a summary budget and a "start-up" budget for the proposed *Commission scolaire francophone provinciale* as developed by Mr. Paul Charbonneau in his recent capacity as consultant to the Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador. We present them to you exactly as they were presented to us without modification given the time constraints expressed by you at our last meeting (on the 21 of November). Not being experts in matters of public financing of educational systems, we have not had opportunity to evaluate appropriateness of this budget. Such an exercise will have to be conducted at some point for which we expect your full assistance.

There are items, such as salaries, travel expenses, and materials, which you can readily evaluate. Others are more difficult: for instance the pedagogical resources center, publicity campaign and so on. Also, as mentioned at our meeting of Thursday past, we believe that serious consideration should be given to the remuneration of Trustees. They are matters that will require further reflection.

We reiterate that the following elements must be incorporated in the School Act itself.

- Full compliance with Article 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms;
- The *Commission scolaire* has provincial jurisdiction;
- The *Commission scolaire* has exclusive jurisdiction over all French First Language programs (K-12) in the province;
- The defining elements for the Conseils d'écoles;
- Roles and responsibilities of the *Commission scolaire* along with those of the *Conseils d'écoles*;
- Electoral procedures: defining who can run for office, who can vote, frequency of

NOV 27 '96 12:20 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

- elections, procedures for selection of the Trustees of the *Commission scolaire*;
- We view our *Commission scolaire* on linguistic terms rather than religious ones. We would greatly appreciate the School Act permitting a school board to identify itself as such. With the unfortunate options before us now, the *Commission scolaire* should be identified as non-denominational.
 - French shall be the working language.

There are other matters which we have already discussed generally at our several meetings. To the extent possible the new legislation should contain provisions respecting:

- All current and proposed activities regarding pre-schools, family resource centres integrated in schools, francisation, animation soci-culturelle, and adult education. The *Commission scolaire* must have at its disposal the means to either finance or else to seek financing of these programs at all appropriate governmental agencies.
- The *Commission scolaire* must have the means to obtain specialty services (e.g. psychologist, speech pathologist, etc) or else that well-defined procedures are in place so the services can be obtained as soon as the need arises.
- The transfer and ownership of all property that has been acquired in the name of French First Language programmes must be clarified quickly. As far as we are concerned, the property should be transferred to the *Commission scolaire* at no additional cost.
- Re our current teaching staff, we must ensure full respect of their gains under the collective agreement. A "grand-father" clause will have to be negotiated. We would like for this to take place quickly so as to remove all uncertainties in this regard.
- Re continuing education of both teaching and administrative staff and for Trustees of the *Commission scolaire*, we would like to exceed (4 to 5 fold) current practices as we understand them. The budget for the *Commission scolaire* should be flexible enough to permit this.

Our objective is to make all existing French schools thriving ones and to put in place French First Language programmes in all localities where a need is clearly identified with sufficient numbers. We envision schools and a *Commission scolaire* that will grow, that will provide quality education to a community proud to be at home in Newfoundland and Labrador.

We would ask that you contact our office if you have any further questions with respect to the above. We are aware of the critical importance of clarifying these matters without delay for inclusion in the new School Act.

NOV 27 '96 12:20 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

We thank you for your attention to this matter.



for

Michel Cayouette
Président

c.c: Dr. Glenn Loveless

Budget

Salaires:

1 directeur général	70,000.00 \$
1 secrétaire de direction	28,000.00
1/5 coordonnateur régional ⁽¹⁾ (Saint-Jean)	13,300.00
1/5 coordonnateur régional (Labrador City)	13,300.00
3/5 coordonnateur régions ⁽²⁾ (Péninsule de Port-au-port)	39,900.00
3 X 1/4 secrétariat (3X7,000)	21,000.00
1 conseiller aux programmes ⁽³⁾	<u>55,900.00</u>
Total:	<u>241,400.00</u>
20% avantages sociaux et bénéfices marginaux	<u>48,280.00</u>
<u>Grand total - salaires administration:</u>	<u>289,680.00 \$</u>

- (1) Calculé selon charge d'enseignant: de directeur d'école et responsabilités de coordonnateur administratif pour l'équivalent de 1 jour / semaine.
(sommet de l'échelle salariale 53,445 \$ plus prime d'assistant surintendant de 13,324 \$ X .20)
- (2) Calculé selon 3/5 temps coordonnateur administratif:
(sommet l'échelle salariale 53,445 \$ plus prime d'assistant surintendant de 13,324 \$ X .60)
- (3) Basé sur le salaire maximum plus prime spécialiste.

NOV 27 '96 12:21 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE.029

2

Sous-traitance ou contractuels

SCOLAIRE

Orthopédagogue/psychologue scolaire ⁽¹⁾	55,900 \$
Orientation (guidance)	6,000
Orthophoniste	10,000
Promotion/recrutement ⁽²⁾	25,000
Évaluation de programmes	8,000
Animation socio-culturelle ⁽³⁾	48,000
Services informatique (techniques et formation) ⁽⁴⁾	15,000
Supervision du programme Goose Bay ⁽⁵⁾	<u>2,000</u>
Total:	<u>169,900</u>

ADMINISTRATION

Tenue de livres et paie (informatique)	24,000 \$
Gestion du personnel - griefs, arbitrages	
Frais légaux; bureau de santé, etc...	12,000
Formation et perfectionnement (personnel et conseil)	25,000
Traduction	15,000
Honoraires professionnels	<u>20,000</u>
Total:	<u>96,000</u>

Grand total: sous-traitance ou contractuels 265,900 \$

- (1) L'équivalent d'un poste à temps plein.
(2) Publicité, rencontre d'information, sous-traitance possible à la FPFTNL.
(3) Animateurs à temps partiel pourraient être sous la responsabilité de Franco-jeunes.
(4) Services techniques.
(5) Achat de services à l'école anglaise ou prime à un des enseignants.

Rencontres et déplacements

2 rencontres du conseil (Côte Ouest)

Transport aérien:

7 X 700\$ X 2

9,800.00 \$

Transport terrestre:

Location de voitures

500 \$

Kilométrage et taxis

200

700.00

Hébergement:

85 \$ X 7 X 2 nuits

1,190.00

Per Diem:

35\$ X 11 personnes X 2.5

962.50

Matériel et équipement:

400.00Total: 13,052.50X 2 rencontres: Grand Total: 26,105.00 \$

Rencontre du comité exécutif:

1 rencontre

6,526.00 \$

Conférences téléphoniques 200 \$ X 5

1,000.00Total: 7,526.00

Déplacements - Direction générale:

Transport aérien:

1,300 \$ X 6 tournées provinciales

7,800.00 \$

NOV 27 '96 12:21 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

4

Transport terrestre:

200 \$ X 6

1,200.00

Hébergement:

85\$ X 3 nuits X 6

1,530.00

Per Diem:

35\$ X 3.5 X 6

735.00

Total:

11,265.00 \$

Déplacements de la présidence

1 tournée provinciale

1,900.00 \$

Déplacement du personnel⁽⁶⁾

6 X orthopédagogue

11,265.00 \$

3 X coordonnateur administratif

5,700.00

6 X conseiller aux programmes

11,265.00

Déplacements de Labrador City à Goose Bay

5,000.00

Total des déplacements:

75,026.00 \$

(6) Basé sur le calcul de la direction générale.

NOV 27 '96 12:22 FROM LANGUAGE-PROGRAMS
11/25/1996 16:47 (03/22/000)

PAGE .032

5

Frais d'administration

Loyer⁽¹⁾

20\$ X 2,000 pi²

40,000 \$

Communications

Téléphone, télécopies, internet, etc...

1,200 \$ X 12 mois

14,400

Poste (courrier et colis, etc...)

500 \$ X 12 mois

6,000

Équipement et matériel

30,000

Papeterie et impression

30,000

Vérification et comptabilité

6,000

Total:

126,400 \$

(1) Tarif moyen de location à St-Jean.

NOV 27 '96 12:22 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE . 033

6

TOTAL DES DÉPENSES

Salaires . 289,680.00 \$

Sous-traitance ou contractuels 265,900.00

Rencontres et déplacements 75,026.00

Frais administratifs 126,400.00

Total:

757,006.00 \$

Budget de mise en oeuvre (6 mois)**Fonctionnement et dotation d'équipement¹**

Rencontres du conseil provisoire (3)	39,157.50 \$
Rencontres du comité(3)*	19,578.75
Frais de déplacements (8 tournées) directeur général	15,200.00
Frais de déplacements (4 tournées) coordination	<u>7,600.00</u>
	81,536.25
Équipe de mise en oeuvre:	
salaires et avantages sociaux:	
1 directeur général	35,000.00
1 secrétaire administrative	14,000.00
1 coordonnateur régional	33,000.00
bénéfices et avantages sociaux	<u>16,400.00</u>
Total: équipe de mise en oeuvre:	98,400.00
	179,936.25 \$

Équipement:	
Réseau informatique**	50,000.00 \$
Centre de ressources pédagogiques***	<u>200,000.00</u>
Total équipements:	250,000.00 \$

¹Ces montants ne tiennent pas compte des budgets nécessaires aux coûts d'immobilisation et d'équipements reliés à l'enseignement comme par exemple, les bibliothèques et matériel de classes, ou encore la mise de fonds pour l'achat d'écoles, etc...

NOV 27 '96 12:22 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE .035

8

Loyer 20,000.00

Frais d'administration:

Achat d'équipement: Photocopies, télécopies,
téléphones, informatique, bureaux, etc... 150,000.00

Promotion information: rédaction, impression
et publicité, etc... 40,000.00

Frais de bureau (1/2 budget annuel) 63,200.00

Affichage des postes et coûts de participation
aux entrevues 60,000.00

Total / mise en oeuvre:

763,136.25 \$

- ° Comité d'embauche et de l'exécutif.
- ** Bientôt l'image de l'internet pourra être maximisée.
- *** Matériel et équipement (étagères, bureaux, etc...) système de classification, matériel pédagogique, etc...

NOV 27 '96 12:23 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE.036

5:96 13:27 0709 722 7321

CURTIS. DAVE

0003 012

BEST AVAILABLE COPY

1.

translation

Budget

Salaries:

1 superintendent	70,000.00
1 administrative secretary	28,000.00
1/5 regional coordinator ¹ (St. John's)	13,300.00.
1/5 regional coordinator (Labrador City)	13,300.00
3/5 regional coordinator ² (Port-au-Port Peninsula)	39,900.00
3 x 1/4 secretariat (3 x 7,000)	21,000.00
1 programs advisor ³	55,900.00
Total:	241,400.00
20% cost of employee benefits	48,280.00
<u>Grand total - administrative salaries:</u>	<u>289,680.00</u>

- ¹ Calculated according to teaching duties; as school principal and responsibilities of administrative coordinator for the equivalent of one day per week. (Top of salary scale \$53,445.00 plus assistant superintendent bonus of \$13,324.00 x .20)
- ² Calculated according to 3/5 of time as administrative coordinator; (top of salary scale \$53,445.00 plus assistant superintendent bonus of \$13,324.00 x .60)
- ³ Based on the maximum salary plus specialist bonus.

NOV 27 '96 12:23 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

11/25/96 13:27 0709 722 7521

CURTIS. DAVE

2.

Contractual or sub-contractual

PEDAGOGICAL

Orthopedagogue/school psychologist ¹	55,900
Guidance counsellor	6,000
Speech therapist	10,000
Promotion/recruiting ²	25,000
Program evaluation	8,000
Socio-cultural animation ³	48,000
Information services (technical & training) ⁴	15,000
Program supervisor for Goose Bay ⁵	<u>2,000</u>
Total:	<u>169,900</u>

ADMINISTRATION

Bookkeeping and payroll (information)	24,000
Personnel management - grievances, arbitration, legal fees; health, etc...	12,000
Training and follow-up (personnel and counsellor)	25,000
Translation	15,000
Professional honoraria	<u>20,000</u>
Total:	<u>\$ 96,000</u>

Grand total: contractual or sub-contractual \$ 265,900

¹ The equivalent of a full time position.

² Publicity, information meeting, possible sub-contract to EPRTEL.

³ Part-time animators could be the responsibility of Franco-Jeunes.

⁴ Technical services.

⁵ Cost of services from English language school or bonus to one of the teaching staff.

NOV 27 '96 12:23 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE.038

11/23/98 13:29 709 722 7521

CURTIS, DAVE

3.

Meetings and travel

2 meetings of the Commission (West Coast)

Airfare		
7 x \$700 x 2		\$ 9,800.00
Ground transportation		
Car rental	500	
Mileage & taxis	<u>200</u>	700.00
Hotel		
\$85 x 7 x 2		1,190.00
Per day:		
\$89 x 11 persons x 2.5		962.50
Material and equipment:		<u>400.00</u>
	Total:	<u>13,052.50</u>
x 2 meetings: Grand Total:		<u>\$26,105.00</u>

Meeting of Executive Committee:

1 meeting		\$ 6,526.00
Teleconferences \$200 x 5		<u>\$ 1,000.00</u>
	Total:	<u>7,526.00</u>

Travel - Superintendent:

Airfare:		
\$1,300 x 6 province-wide trips		\$ 7,800.00

NOV 27 '96 12:24 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE. 039

Ground transportation:
\$200 x 6 1,200.00

Hotel:
\$85 x 3 nights x 6 1,530.00

Per Day:
\$39 x 3.5 x 6 735.00

Total: \$11,265.00

Chairperson's travel

1 provincial trip \$ 1,900.00

Employees travel⁶

6 x orthopedagogue 11,265.00

3 x administrative coordinator 5,700.00

6 x programs advisor 11,265.00

Travel from Labrador City to Goose Bay 5,000.00

Total travel: \$75,026.00

⁶ Based on the Superintendent's calculations.

NOV 27 '96 12:24 FROM LANGUAGE-PROGRAMS
11/27/1996

PAGE.040

11-25-96 13:25 05709 722 7321

CURTIS, DAVE

01

5.

Administrative expenses

Rent' \$20 x 2,000 sq. ft.	\$40,000
Communications Telephone, telecopies, internet, etc.. \$1,200 x 12 months	14,400
Postage (courier & parcels etc...) \$500 x 12 months	6,000
Equipment & material	30,000
Paper & printing	30,000
Accounting & auditing	<u>6,000</u>
Total:	<u>\$126,400</u>

Average rental rate n St. John's

000441

NOV 27 '96 12:24 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

11-25-96 13:29 709 722 7521

CURTIS, DANE

6.

TOTAL EXPENSES

Salaries	\$289,680.00
Contractual or subcontractual	265,900.00
Meetings & travel	75,026.00
Administrative costs	<u>126,400.00</u>
Total:	\$757,006.00

NOV 27 '96 12:24 FROM LANGUAGE-PROGRAMS
11/25/1996 16:47 7097227696

PAGE. 042

23-00

13:23

709 722 7521

CURTIS, DAVE

011.012

7.

Start-up Budget (6 months)

Functioning and supply of equipment²

Meetings of the Provisory Commission (3)	\$39,157.50
Committee meetings (3)*	19,578.75
Travel costs (8 trips) superintendent	15,200.00
Travel costs (4 trips) coordinators	<u>7,600.00</u> \$81,536.25

Start-up team:

Salaries & benefits:	
1 superintendent	35,000.00
1 administrative secretary	14,000.00
1 regional coordinator	33,000.00
employee benefits	<u>16,400.00</u>
Total: start-up team:	98,400.00

\$179,936.25

² These amounts do not take into account necessary budgeting with respect to buildings and equipment costs related to programs of instruction for example, libraries, class materials, or again the establishment of funds for the purchase of schools, etc..

NOV 27 '96 12:25 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE. 043

11:25:08 13:28 3708 722 7521

CURTIS, DAVE

201

BEST AVAILABLE COPY

B.

Equipment:

Information communication**	\$ 50,000.00
Pedagogical resource centre***	<u>200,000.00</u>
Total equipment:	\$250,000.00

Rent	20,000.00
------	-----------

Administrative costs:

Purchase of equipment: photocopies, telecopier, telephones, information, offices, etc..	150,000.00
---	------------

Promotion information: editing, printing and publicity, etc...	40,000.00
--	-----------

Office costs (1/2 annual budget)	63,200.00
----------------------------------	-----------

Advertising of positions and costs of conducting interviews	<u>\$ 60,000.00</u>
---	---------------------

Total: start-up:	<u>\$763,135.25</u>
------------------	---------------------

- * Hiring committee/executive committee
- ** Soon internet use can be maximized.
- *** Material and equipment (offices, branches, etc...) classification system, pedagogical material, etc...

FORECASTED BUDGET FOR NEWFOUNDLAND'S FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE IMPLEMENTATION

EXPENSES	1997-98		1998-99		1999-2000		2000-01		2001-02		2002-03		Total	
School Governance Categories														
One-time Implementation costs	200,000		350,000										550,000	
School Board Operations	604,000		504,000		424,000		409,000		364,000		349,000		2,654,000	
Services	217,000		197,000		152,000		122,000		102,000		42,000		832,000	
Programs	168,000		168,000		130,000		130,000		92,000		92,000		780,000	
Capital - Major costs	-----		-----		-----		-----		-----		-----		-----	
Total Costs	100%	1,189,000	100%	1,219,000	100%	706,000	100%	661,000	100%	558,000	100%	483,000	100%	4,816,000

REVENUES	1997-98		1998-99		1999-2000		2000-01		2001-02		2002-03		Total	
Federal Contribution														
Special measures	950,000		1,050,000		0		0		0		0		2,000,000	
Minimum Guarantee - FFL	64,000		20,000		227,000		196,000		92,000		0		599,000	
Supplementary Funds - FFL	75,000		24,000		275,000		240,000		216,000		183,000		1,013,000	
Total Federal Contribution	92%	1,089,000	90%	1,094,000	71%	502,000	66%	436,000	55%	308,000	38%	183,000	75%	3,612,000
Provincial contribution	8%	100,000	10%	125,000	29%	204,000	34%	225,000	45%	250,000	62%	300,000	25%	1,204,000
Total Contributions	100%	1,189,000	100%	1,219,000	100%	706,000	100%	661,000	100%	558,000	100%	483,000	100%	4,816,000

8110-3-1-96

BEST AVAILABLE COPY



200-170, rue Marion • Saint-Basile (Manitoba) R2H 0T4
tél: (204) 231-1371 • 1-800-665-5148 télécopieur: (204) 233-0358

la commission nationale des parents francophones*Envoi par télécopieur: (204) 233-0358*

Date: le 3 mars 1997
Pour: M. M. Hilaire Lemoine André
Ratelle, Paul-Emile Leblond
De: Armand Bédard

- ☒ Pour votre information
☐ Tel que demandé
☐ Tel qu'entendu
☐ Vos commentaires, s.v.p.

NOTE:

NOMBRE DE PAGES (incluant page FAX) 2



la commission nationale des parents francophones

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 28 février 1997
Pour diffusion immédiate

Signature de l'Entente Canada/Terre-Neuve pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire dans cette province

Saint-Boniface (Manitoba) - À Saint-Jean, Terre-Neuve, ce 28 février 1997, la ministre du Patrimoine canadien, l'Honorable Sheila Copps, et le Premier ministre de Terre-Neuve, l'honorable Brian Tobin, ont apposé leur signature à une entente fédérale-provinciale qui s'avérera l'avant-dernier pas d'un long processus menant à la gestion scolaire par et pour les Franco-Terre-neuviens.

"Nous félicitons les parents de Terre-Neuve et du Labrador pour leur courage et leur persistance tout au long des années de lutte qui durent depuis au moins 1989. Maintenant, ils et elles sont en mesure de se prendre en main et aller de l'avant avec leur projet éducatif" a déclaré Mme Dolorèse Nolette, présidente de la Commission nationale des parents francophones. L'entente est pour une durée de six ans et comprend une somme totale de 4 816 000 \$ dont 25 % est assuré par le gouvernement provincial et 75 % par Patrimoine Canada.

"Nous nous devons de féliciter les instances gouvernementales et les parents pour leur travail dans leur domaine respectif - travail qui assurera que dorénavant, cette province se portera garante des droits de la minorité et respectueuse de la Charte canadienne des droits et libertés" a ajouté Mme Nolette.

Fondée en 1979, la CNPF regroupe neuf associations provinciales et deux associations territoriales de parents francophones. Sa mission est d'assurer l'épanouissement de l'école de langue française partout au Canada.

- 30 -

Renseignements :

Armand Bédard
Directeur général, CNPF
(204) 231-1371

Danielle Savard
Directrice générale, FPFTNL
(709) 722-7669

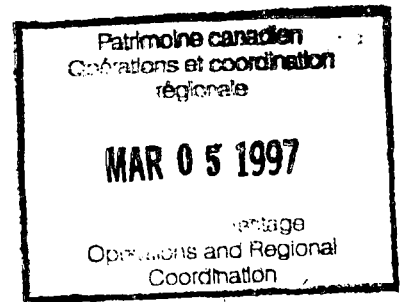
200a-170, rue Marion • Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0T4
bur: (204) 231-1371 • 1-800-665-5148 télécopieur: (204) 233-0358

Classer 8122-7-2-96



GOVERNMENT OF
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

Department of Education & Training



February 25, 1997

Mr. Paul-Emile Leblanc, Director
Operations and Regional Coordination
Canadian Heritage
7th Floor, Jules Léger Building
15 Eddy Street
Hull, PQ
K1A 0M5

Dear Mr. Leblanc:

We are submitting for your consideration comments on the revised draft text of the *Canada-Newfoundland and Labrador Special Agreement for the Implementation of Francophone School Governance*, dated February 20, 1997. These are further to discussions between Élise Hockman and Patrick Balsom on February 21 and arise from a careful study of the February 20 text by officials of the Department of Justice and the Intergovernmental Affairs Secretariat.

The items which are, in our view, in need of further consideration follow:

Page 2 **"Whereas the Supreme Court of Canada has ruled..."**

While we appreciate the significance of judgements of the Supreme Court of Canada in the area of minority-language education, we are of the view that Supreme Court rulings may vary in application from province to province. We are therefore requesting the deletion of this recital from the text of the agreement.

Page 2 **Whereas the House of Assembly..."**

This recital must be deleted as currently worded, as it is not possible to fetter the discretion of the Legislature. We would suggest new wording for the second half of the recital as follows "... and Government will introduce amendments to the new Act in the House of Assembly to give effect to Newfoundland's decision on implementing the governance of Francophone schools."

.../2

Page 6

3. Calculation of Amount of Contribution

We have carefully analysed the clauses of this section and have identified specific concerns relating to the acknowledgment of Newfoundland's contribution to the funding of Francophone governance and to the overall requirement of a 75/25 cost-share over the six-year term. Patrick Balsom shared a proposed new Clause 3.4 with Élise Hockman on February 24. After further review, we would like to propose the following:

- (I) that the Table of School Governance Implementation Funding of February 11 be appended to the Special Agreement as Schedule 1. This schedule would include the explanatory notes as to the sources of funding i.e. special agreement, Official Languages in Education, Newfoundland.
- (ii) that the following be inserted at the end of both Clauses 3.1 and 3.2: "in accordance with Schedule 1."
- (iii) that the following be inserted at the beginning of Clause 3.3: "Subject to the maximum annual contributions as set out in Schedule 1."
- (iv) that the following be inserted as a new clause 3.4: "Canada acknowledges expenditures by Newfoundland for Francophone school governance in the amount of \$1,204,000 over the six-year period."

Page 7

Clause 5.1b

We would like to have this clause amended to include the following: "and Canada acknowledges that this funding may be applied to Newfoundland's contribution under this Special Agreement." This modification would seem to address any possible confusion regarding the amount and nature of Newfoundland's contribution to Francophone school governance.

We would like to take this opportunity to thank you and your staff for the support and cooperation which has been demonstrated during this process. We look forward to your response on these matters and to finalizing the text of the proposed agreement.

Sincerely,



Wayne F. Oakley, Ph.D.

Assistant Deputy Minister

Primary, Elementary, Secondary Programs

WFO/jeb

cc

Patrick Balsom

Élise Hockman

Bruce Hollett

Glenn Loveless

Sylvie Rochette



Canadian Heritage Patrimoine canadien

20 Sylvie

March 5, 1997

Your file Votre référence

Our file Notre référence

Dr. Wayne Oakley
Assistant Deputy Minister
Department of Education
Government of Newfoundland and Labrador
P.O. Box 8700
St. John's, Newfoundland
A1B 4J6

Wayne
Dear Dr. Oakley:

Just a few words following the signing in St. John's, on February 28, of the Canada - Newfoundland and Labrador Special Agreement for the Implementation of Francophone School Governance. Further to our meeting in Hull last January, I particularly wanted to express my appreciation for your continued cooperation throughout the negotiations on the conclusion of the Special Agreement.

Please also extend my thanks to Dr. Glenn Loveless and Mr. Patrick Balsom for their close cooperation in this important area of the Official Languages in Education. I understand that the signing ceremony was very successful and am pleased that we were able to be associated with this event.

I look forward to continuing to work together with you in the future on these questions of mutual importance.

Yours sincerely,

Hilaire Lemoine

Hilaire Lemoine
Director General
Official Languages Support Programs



BEST AVAILABLE COPY



200a-170, rue Marion • Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0T4
tél: (204) 231-1371 • 1-800-665-5148 télécopieur: (204) 233-0358

la commission nationale des parents francophones*Envoi par télécopieur: (204) 233-0358**Date: le 3 mars 1997**Pour: Mm. Hilaire Lemoine André
Ratelle, Paul-Émile Leblanc.**De: Armand Bédard*☒ *Pour votre information*☐ *Tel que demandé*☐ *Tel qu'entendu*☐ *Vos commentaires, s.v.p.***NOTE:**

NOMBRE DE PAGES (incluant page FAX) 2



la commission nationale des parents francophones

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 28 février 1997

Pour diffusion immédiate

Signature de l'Entente Canada/Terre-Neuve pour la mise en œuvre de la gestion scolaire dans cette province

Saint-Boniface (Manitoba) - À Saint-Jean, Terre-Neuve, ce 28 février 1997, la ministre du Patrimoine canadien, l'Honorable Sheila Copps, et le Premier ministre de Terre-Neuve, l'honorable Brian Tobin, ont apposé leur signature à une entente fédérale-provinciale qui s'avérera l'avant-dernier pas d'un long processus menant à la gestion scolaire par et pour les Franco-Terre-neuviens.

"Nous félicitons les parents de Terre-Neuve et du Labrador pour leur courage et leur persistance tout au long des années de lutte qui durent depuis au moins 1989. Maintenant, ils et elles sont en mesure de se prendre en main et aller de l'avant avec leur projet éducatif" a déclaré Mme Dolorèse Nolette, présidente de la Commission nationale des parents francophones. L'entente est pour une durée de six ans et comprend une somme totale de 4 816 000 \$ dont 25 % est assuré par le gouvernement provincial et 75 % par Patrimoine Canada.

"Nous nous devons de féliciter les instances gouvernementales et les parents pour leur travail dans leur domaine respectif - travail qui assurera que dorénavant, cette province se portera garante des droits de la minorité et respectueuse de la Charte canadienne des droits et libertés" a ajouté Mme Nolette.

Fondée en 1979, la CNPF regroupe neuf associations provinciales et deux associations territoriales de parents francophones. Sa mission est d'assurer l'épanouissement de l'école de langue française partout au Canada.

- 30 -

Renseignements :

Armand Bédard
Directeur général, CNPF
(204) 231-1371

Danielle Savard
Directrice générale, FPFTNL
(709) 722-7669

200a-170, rue Marion • Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0T4
bur: (204) 231-1371 • 1-800-665-5148 télécopieur: (204) 233-0358



Canadian Heritage
Patrimoine canadien

MEMORANDUM NOTE DE SERVICE

To
À

Edna Hall
Director, Provincial Office
St. John's, Newfoundland

From
De

Director General
Official Languages Support Programs
Hull, Quebec

Security Classification - Classification de sécurité

Our File - Notre référence

Your File - Votre référence

Date

MAR - 3 1997

Subject Conclusion of Newfoundland and Labrador Francophone School Governance
Objet Agreement

I wanted to express my thanks for your assistance in bringing to a successful conclusion several weeks of intense negotiations with our counterparts in the Department of Education of Newfoundland and Labrador. The time and effort invested by you undoubtedly contributed to ensuring excellent cooperation between the provincial government and the Francophone community of Newfoundland and Labrador in a delicate area, that of the development of the community as it relates to French-language education and Section 23 of the Charter.

Please also convey my appreciation to your staff for their work on this initiative. I understand that all who participated in the signing ceremony, whether federal, provincial or from the Francophone community, were very pleased with the event.

In conclusion, I think we can all be justifiably proud of this achievement. Thank you again, Edna, for your valuable contribution.

Hilaire Lemoine

c.c. Jean-Bernard Lafontaine



LE GOUVERNEMENT
DE TERRE-NEUVE ET
DU LABRADOR

Communiqué News Release

P-02/97-239

CC961081

ENTENTE FÉDÉRALE-PROVINCIALE POUR LE FINANCEMENT DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES À TERRE-NEUVE ET AU LABRADOR

ST. JOHN'S, le 28 février 1997 — La vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, et le Premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador, Brian Tobin, ont annoncé aujourd'hui la conclusion d'une entente de six ans en vue de financer la création d'une commission scolaire provinciale francophone à Terre-Neuve.

«Cette contribution permettra l'instauration pleine et entière de la gestion scolaire par la communauté francophone à Terre-Neuve et au Labrador. Pour les communautés francophones de ce pays, la gestion scolaire, c'est non seulement une question de droit, mais la pierre angulaire d'un avenir prospère», a affirmé la ministre Copps.

Le gouvernement fédéral et la province ont signé l'*Entente spéciale Canada-Terre-Neuve et Labrador relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*, dans le cadre de laquelle ils engagent une somme de 4 816 000 \$. Ce montant englobe une contribution fédérale de 2 000 000 \$ étalée sur les deux prochaines années (1997-1998 et 1998-1999).

Le gouvernement fédéral et la province financeront les frais de démarrage et de fonctionnement de la commission scolaire et de la structure de gestion des écoles françaises à l'échelle de la province.

En outre, une aide fédérale supplémentaire totalisant 1 612 000 \$ ainsi qu'une contribution provinciale de 1 204 000 \$ seront étalées de 1997 à 2003.

«Le gouvernement provincial s'était engagé en juillet 1996 d'aller de l'avant avec la mise en oeuvre d'un système de gestion scolaire à l'intention des parents et des enfants de langue française. La signature, aujourd'hui, de cette entente spéciale est une étape importante dans l'atteinte de cet objectif. Ceci est un autre exemple de l'excellente coopération entre les gouvernements fédéral et provincial dans le domaine des langues officielles», a observé le Premier ministre Tobin.

.../2

L'annonce faite aujourd'hui par la ministre Copps et le Premier ministre Tobin démontre l'engagement des deux paliers gouvernementaux à appuyer la communauté francophone de Terre-Neuve et du Labrador.

Le ministre de l'Éducation, Roger Grimes, a pour sa part ajouté : «C'est là une réalisation dont la communauté francophone peut être fière à juste titre. Le ministère de l'Éducation veillera à ce que les enfants de langue française de Terre-Neuve et du Labrador obtiennent une éducation de qualité.»

La *Schools Act* 1996 confère au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'instituer la Commission scolaire provinciale francophone. L'assemblée législative devrait adopter une loi plus détaillée à la session du printemps.

Le financement de ce projet est prévu dans le budget fédéral déposé en février 1997 et s'inscrit dans le cadre financier déjà en place. Ce projet montre comment ce gouvernement établit ses priorités pour mieux servir les Canadiens et les Canadiennes et faire une utilisation rationnelle des fonds publics.

- 30 -

Renseignements :

Julia Arnsby
Attachée de presse
Cabinet de la vice-première ministre et
ministre du Patrimoine canadien
(819) 997-7788

Cathy Dornan
Directrice des communications
Cabinet du Premier ministre
de Terre-Neuve et du Labrador
(709) 682-9370

(Disponible sur Internet à l'adresse <http://www.pch.gc.ca> sous la rubrique Communiqués.)

FICHE D'INFORMATION

Entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises à Terre-Neuve et au Labrador

- Le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador a entrepris une réforme en profondeur de son système d'éducation. En juillet 1996, il a annoncé son engagement à mettre en place la Commission scolaire provinciale francophone, conformément à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*. Le 19 décembre 1996, la province a adopté la nouvelle loi scolaire, *Schools Act*, afin d'entamer la réforme et, au printemps 1997, elle modifiera la Loi pour donner suite à sa décision visant la mise en oeuvre d'un système de gestion des écoles françaises.
- La gestion des écoles françaises s'inscrit dans la restructuration générale des commissions scolaires de la province. La création d'une Commission scolaire provinciale francophone ainsi que l'adoption d'autres mesures s'appuient sur le rapport Charbonneau intitulé *Du rêve à la réalité*, document issu du projet de consultation dirigé par la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL), et présenté au ministère de l'Éducation en novembre 1996. L'établissement d'une commission scolaire de langue française complètera le processus de restructuration.
- L'aide financière que les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve ont convenu de fournir pendant six ans reflète également, dans une large mesure, la proposition budgétaire soumise par la Fédération des parents.
- La province demande une contribution financière au ministère du Patrimoine canadien dans le cadre du programme Mesures spéciales sur la gestion des écoles et l'enseignement postsecondaire. Ce programme représente une enveloppe de 112 millions de dollars approuvée par le Cabinet en 1993, afin d'aider les provinces et les territoires à permettre aux parents francophones de gérer leurs écoles, conformément à la *Charte canadienne*. Terre-Neuve et le Labrador constituent la cinquième province à signer une entente spéciale, après la Saskatchewan, l'Alberta, le Manitoba et la Nouvelle-Écosse.
- L'aide fédérale, qui provient de l'enveloppe des Mesures spéciales, totalise 2 millions de dollars en deux ans, soit jusqu'en 1999, et vise des activités telles que l'établissement de la Commission scolaire provinciale francophone et de programmes d'alphabétisation et de re francisation, l'élaboration de ressources pédagogiques, l'animation socio-culturelle, etc.
- De plus, afin d'aider la province tout au long de la période de mise en oeuvre, la ministre du Patrimoine canadien a accepté de verser une contribution complémentaire de 1 612 000 \$ répartis sur six ans, de 1997-1998 à 2002-2003. Ces fonds proviendront du Programme des langues officielles dans l'enseignement.
- Au cours de la même période, la province contribuera 1 204 000 \$.
- L'enseignement en français à Terre-Neuve et au Labrador, qui remonte au début des années soixante, a commencé à Labrador City. À la suite de la modification de la *Constitution canadienne* en 1982, qui assure les droits à l'instruction dans la langue officielle de la minorité, le programme d'immersion française entrepris à Cap St. George (Cape St. George), dans la péninsule Port-au-Port, est devenu un programme scolaire de langue française. Par la suite, en 1985, à La Grand'Terre (Mainland), on a mis en place un programme d'enseignement en français. En 1990, l'école St-Patrick, à St. John's, a commencé à offrir des cours en français afin que les parents puissent envoyer leurs enfants à l'école française, conformément aux droits prévus à l'article 23 de la *Charte canadienne*. Les premiers cours donnés en français à Happy Valley - Goose Bay ont débuté en 1994 à l'école St. Michael's, accueillant 22 enfants, de la maternelle à la troisième année. En 1996-1997, la province compte cinq écoles françaises fréquentées par environ 300 élèves.
- L'article 23 de la *Charte canadienne* donne le droit aux parents francophones, résidents de Terre-Neuve et du Labrador, d'envoyer leurs enfants à l'école française. Dans la décision rendue par la Cour suprême du Canada dans l'affaire Mahé c. Alberta (1990), ce droit a été interprété comme englobant la gestion et le contrôle des écoles fréquentées par leurs enfants.



GOVERNMENT OF
NEWFOUNDLAND
AND LABRADOR

News Release Communiqué

P-02/97-239

CC961081

FEDERAL AND PROVINCIAL AGREEMENT TO FUND SCHOOL GOVERNANCE FOR FRANCOPHONES OF NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

ST. JOHN'S, February 28, 1997 — Deputy Prime Minister and Minister of Canadian Heritage Sheila Copps and the Premier of Newfoundland and Labrador Brian Tobin announced today a six-year agreement to support the establishment of a Francophone school board for the Province of Newfoundland.

"This contribution will allow the completion of French-language school governance in Newfoundland and Labrador. Having their own school governance is not simply a right for Francophones in Canada: it is the cornerstone of a bright future," said Minister Copps.

The federal and provincial governments signed the *Canada-Newfoundland and Labrador Special Agreement for the Implementation of Francophone School Governance*, committing a total of \$4,816,000. This includes a federal contribution of \$2,000,000 over the next two years (1997-98 and 1998-99).

The federal-provincial agreement provides for a contribution to finance the start-up and operation of the school board and governance structure for French-language schools throughout the Province.

An additional federal assistance of \$1,612,000 as well as a provincial contribution of \$1,204,000 will be allocated between 1997 and 2003.

"The Province announced its commitment in July 1996 to move forward with the implementation of a system of school governance for Francophone parents and children. The signing of this special agreement today is a critical step towards that goal. It's a further demonstration of the excellent cooperation between the federal and provincial governments in the area of official languages," commented Premier Tobin.

.../2

- 2 -

The announcement made today by Minister Copps and Premier Tobin demonstrates the commitment of both levels of government to support the Francophone community of Newfoundland and Labrador.

Minister of Education Roger Grimes added, "This is an achievement of which the Francophone community should be justly proud. The Department of Education will strive to ensure that Francophone children of Newfoundland and Labrador obtain an excellent education."

The *Schools Act 1996* gives the Lieutenant Governor in Council the authority to establish the *Commission scolaire provinciale francophone*. It is anticipated that more comprehensive legislation will be passed by the House of Assembly in the Spring Session.

Funding for this project was provided for in the February 1997 federal budget and is therefore built into the existing fiscal framework. This initiative is an example of how this government is prioritizing its spending so that it can better serve Canadians by making efficient use of their tax dollars.

- 30 -

Information:

Julia Arnsby
Press Secretary
Office of the Deputy Prime Minister and
Minister of Canadian Heritage
(819) 997-7788

Cathy Dornan
Director of Communications
Newfoundland and Labrador
Premier's Office
(709) 682-9370

(Available on the Internet at: <http://www.pch.gc.ca> under News Releases.)

BACKGROUND

Special Agreement for the Implementation of Francophone School Governance in Newfoundland and Labrador

- The Government of Newfoundland and Labrador has undertaken a complete reform of its education system. It announced its commitment in July 1996 to move forward to implement a *Commission scolaire provinciale francophone* in conformity with Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*. On December 19, 1996, the Province passed a new *Schools Act* to proceed with its reform and will amend the new Act in the spring of 1997 to give effect to its decision on implementing the governance of Francophone schools.
- The issue of Francophone school governance is part of the overall restructuring of school boards in the Province. The creation of a *Commission scolaire provinciale francophone* as well as other measures are based on the Charbonneau report, "From Dream to Reality", a document resulting from a consultation project led by the *Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador* (FPFTNL) and presented to the Department of Education in November 1996. With the establishment of the Francophone school board, the job of reorganizing the school boards will be complete.
- The six-year financial assistance agreed to by the Government of Canada and the Government of Newfoundland also reflects, to a large degree, the budgetary proposal submitted by the Francophone Parents Federation.
- The Province requests funding from the Department of Canadian Heritage under the Special Measures for School Governance and Postsecondary Education, an envelope of \$112 million approved by Cabinet in 1993 to encourage provinces and territories to provide Francophone parents with governance of their own schools according to the *Canadian Charter*. Newfoundland and Labrador is the fifth province to sign a Special Agreement after Saskatchewan, Alberta, Manitoba and Nova Scotia.
- The federal contribution, coming from the Special Measures envelope, totals \$2 million over two years until 1999 for activities such as the establishment of a *Commission scolaire provinciale francophone*, literacy and re francization programs, development of pedagogical resources, socio-cultural animation, etc.
- Moreover, to help the Province throughout the implementation period, the Minister of Canadian Heritage has agreed to provide, from the funds of the Official Languages in Education Program, a complementary contribution of \$1,612,000 over six years, from 1997-98 to 2002-03.
- The Province will contribute \$1,204,000 over the same period.
- French language education in Newfoundland Labrador dates from the early 1960's when a school program was started in Labrador City. With the amending of the *Canadian Constitution* in 1982 to provide for minority language rights in both official languages, a French immersion program in Cap St. George (Cape St. George) on the Port au Port Peninsula began the transition to become a French language program. This was followed in 1985 with the establishment of a French language program in La Grand'Terre (Mainland). In 1990, French language classes were started at *Ecole St-Patrick* in St. John's to provide parents, with rights under Section 23 of the *Canadian Charter*, with the opportunity to have their children attend a French language school. The first French language classes in Happy Valley-Goose Bay opened in 1994 at St. Michael's school with 22 children in Kindergarten - Grade 3. In 1996-1997, there is a total of five French language schools across the Province accommodating approximately 300 students.
- Section 23 of the *Canadian Charter* confers on Francophone parents, residents in this province, the right to schooling for their children in their own language. In the Supreme Court of Canada ruling in the case of *Mahé V. Alberta* (1990), this right was interpreted to include the right to manage and control those schools in which their children are enrolled.

**CANADA - NEWFOUNDLAND AND
LABRADOR SPECIAL AGREEMENT FOR
THE IMPLEMENTATION OF
FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE**

THIS SPECIAL AGREEMENT was made this
28th day of February 1997.

BETWEEN:

THE GOVERNMENT OF CANADA, hereinafter referred to as "Canada", represented by the Deputy Prime Minister and Minister of Canadian Heritage,

AND:

THE GOVERNMENT OF NEWFOUNDLAND AND LABRADOR, hereinafter referred to as "Newfoundland", represented by the Minister of Education and the Premier as Minister Responsible for Intergovernmental Affairs of Newfoundland and Labrador.

WHEREAS the Canadian Constitution and in particular the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* as well as the *Official Languages Act* recognize English and French as the official languages of Canada, and that the Government of Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

WHEREAS education is a provincial jurisdiction, Newfoundland determines the objectives, outlines the contents and identifies the priorities of its programs in French minority-language education as well as evaluates them;

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-
TERRE-NEUVE ET LABRADOR
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA
GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE**

LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE a été conclue en ce 28^e jour de février 1997.

ENTRE :

LE GOUVERNEMENT DU CANADA, ci-après appelé «le Canada», représenté par la vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien»,

ET :

LE GOUVERNEMENT DE TERRE-NEUVE ET DU LABRADOR, ci-après appelé «Terre-Neuve», représenté par le ministre de l'Éducation et le Premier ministre en sa qualité de ministre responsable des Affaires intergouvernementales de Terre-Neuve et du Labrador.

ATTENDU QUE la Constitution du Canada, et plus particulièrement la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que la *Loi sur les langues officielles*, reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le gouvernement du Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

ATTENDU QUE l'éducation, étant du ressort de la province, Terre-Neuve doit déterminer les objectifs, définir les contenus et fixer les priorités de ses programmes de français dans la langue de la minorité, et en faire l'évaluation;

- 2 -

WHEREAS Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* recognizes the right of Canadian citizens belonging to the English or French-language minority in a province to have their children educated in their own language, where numbers warrant;

WHEREAS the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

WHEREAS the House of Assembly of Newfoundland has passed a new Schools Act on December 19, 1996 and Government will introduce amendments to the new Act in the House of Assembly to give effect to Newfoundland's decision on implementing the governance of Francophone schools;

WHEREAS the Minister of Canadian Heritage, to whom were transferred the responsibilities of the Secretary of State, has the mandate, in accordance with the *Official Languages Act*, to encourage and assist provincial governments to offer to members of the official language minority communities education in their own language;

WHEREAS Canada has approved a series of special measures aimed at enhancing the official language minorities' access to school governance and post-secondary education for the French-speaking minorities in this country;

ATTENDU QUE l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* reconnaît le droit des Canadiens appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

ATTENDU QUE la Cour suprême du Canada a statué que l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

ATTENDU QUE l'Assemblée législative de Terre-Neuve a adopté une nouvelle loi scolaire (Schools Act) le 19 décembre 1996 et que le gouvernement déposera des amendements à la nouvelle loi à l'Assemblée législative afin de mettre en oeuvre la décision d'établir la gestion scolaire francophone à Terre-Neuve;

ATTENDU QUE la ministre du Patrimoine canadien, qui s'est vu attribuer les responsabilités du Secrétaire d'État, est chargée, conformément à la *Loi sur les langues officielles*, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux à offrir aux communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

ATTENDU QUE le Canada a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer l'accès des minorités de langue officielle à la gestion scolaire et à l'enseignement postsecondaire en français;

AND WHEREAS Canada has contributed under these Special Measures, two million dollars to the Sainte-Anne School-Community Centre in Mainland (in 1994-1995 and 1995-1996) for the second phase of its construction to facilitate French First Language programs on the Port-au-Port Peninsula;

NOW THEREFORE, this Special Agreement witnesses that the parties hereto agree as follows:

1. OBJECTIVE

1.1 The objective of this Special Agreement is to establish a framework for cooperation between Canada and Newfoundland, including the provision of financial assistance by Canada to Newfoundland, for the implementation of Francophone school governance in accordance with Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

2. INTERPRETATION

2.1 In this Special Agreement, "eligible expenses" means any additional expenses incurred by Newfoundland, during a fiscal year for :

- Francophone education,
- the establishment and operation of Francophone schools, and
- the establishment and operation of a Francophone Provincial School Board and a Francophone school governance structure,

where the expenditure is related to one or more of the following categories:

ET ATTENDU QUE le Canada a contribué, au titre de ces Mesures spéciales une somme de deux millions de dollars au Centre scolaire et communautaire Sainte-Anne à La Grand'Terre (en 1994-1995 et 1995-1996) pour la deuxième phase de sa construction afin d'améliorer les programmes de français langue première dans la péninsule de Port-au-Port;

EN CONSÉQUENCE, la présente entente spéciale atteste que les parties conviennent de ce qui suit :

1. BUT

1.1 Le but de la présente entente spéciale est d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et Terre-Neuve, y compris les modalités de prestation d'une aide financière du Canada à Terre-Neuve, en vue de la mise en oeuvre d'un système de gestion scolaire francophone conformément à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

2. INTERPRÉTATION

2.1 Dans cette entente spéciale, «dépenses admissibles» désigne toute dépense additionnelle engagée par Terre-Neuve pendant un exercice donné à l'égard :

- de l'éducation des francophones;
- de l'établissement et du fonctionnement d'écoles françaises; et
- de l'établissement et du fonctionnement d'une Commission scolaire provinciale francophone et d'une structure de gestion scolaire en français;

lorsque les dépenses en question appartiennent à une ou plusieurs des catégories suivantes :

- 4 -

a) One-time governance implementation costs, which include, but are not limited to the following:

- i) Community consultations and meetings;
- ii) Communications, including promotion, information, advertising and recruitment;
- iii) Information technology, including office equipment;
- iv) Establishment of a Pedagogical Resource Centre;
- v) Travel;

b) Costs associated with the operation of the Francophone Provincial School Board and Francophone schools, which include, but are not limited to the following:

- i) Administration costs of the School Board;
- ii) Board meetings and travel;
- iii) Costs associated with support to the School Board and Schools;
- iv) Minor capital costs, including acquisition of furniture and equipment.

c) Services, which include, but are not limited to the following:

- i) Student Transportation;
- ii) Translation Services;
- iii) Professional and Student Support Services.

a) Les frais non récurrents de mise en oeuvre de la gestion, lesquels englobent entre autres:

- i) les consultations et les rencontres avec la communauté;
- ii) les communications, y compris la promotion, l'information, la publicité et le recrutement;
- iii) les technologies de l'information, y compris l'équipement de bureau;
- iv) l'établissement d'un centre de ressources pédagogiques;
- v) les déplacements.

b) Les coûts associés au fonctionnement de la Commission scolaire provinciale francophone et des écoles françaises, ce qui comprend entre autres :

- i) les frais d'administration de la Commission scolaire;
- ii) rencontres de la Commission scolaire et déplacements;
- iii) les frais associés à l'appui à la Commission scolaire et aux écoles;
- iv) les frais d'immobilisations mineurs, y compris l'achat de meubles et d'équipement.

c) Les services, lesquels comprennent entre autres :

- i) le transport des élèves;
- ii) les services de traduction;
- iii) les services professionnels et de soutien des élèves.

- 5 -

- d) Programs, which include, but are not limited to the following:
- i) Literacy;
 - ii) Refrancization;
 - iii) Socio-cultural Animation;
- e) Capital costs associated with the operation of the Francophone Provincial School Board, other than minor capital costs, and which include:
- i) Costs related to the acquisition of assets of a permanent or semi-permanent nature;
 - ii) Costs related to acquiring and developing sites for school purposes or for use in connection with the schools;
 - iii) Costs related to purchasing, constructing, reconstructing and making major alterations to buildings for school purposes or for use in connection with the schools;

“The Francophone Provincial School Board” means a «Commission scolaire provinciale francophone» established pursuant to the Schools Act, 1996;

“Francophone school” means an education institution that is operated for the purpose of providing an educational program to children whose parents have rights under Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedom*;

“fiscal year” means a period commencing on April 1st and ending on the following March 31st;

- d) Les programmes, lesquels comprennent entre autres :
- i) l’alphabétisation;
 - ii) la refrancisation;
 - iii) l’animation socio-culturelle;
- e) Les frais d’immobilisation associés au fonctionnement de la Commission scolaire provinciale francophone, outre les frais d’immobilisations mineures, soit entre autres :
- i) les frais d’acquisition d’actifs de nature permanente ou semi-permanente;
 - ii) les frais d’acquisition et de développement de sites à des fins scolaires ou pour des utilisations connexes;
 - iii) les frais liés à l’achat, à la construction, à la reconstruction et à l’exécution de travaux de transformation majeure d’immeubles devant être utilisés à des fins scolaires ou connexes;

«La Commission scolaire provinciale francophone» désigne une commission scolaire provinciale francophone établie conformément au Schools Act, 1996;

«école française» désigne un établissement d’enseignement ayant pour but de dispenser un programme d’éducation aux enfants dont les parents ont des droits en vertu de l’article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*;

«exercice» désigne une période commençant le 1^{er} avril et prenant fin le 31 mars;

- 6 -

"term" means the period described in Clause 18.1.

«durée» désigne la période décrite à la clause 18.1.

3. CALCULATION OF AMOUNT OF CONTRIBUTION

3. CALCUL DU MONTANT DE LA CONTRIBUTION

3.1 Subject to Clause 4.1, Canada agrees to provide a financial contribution of two million dollars (\$2 000 000) to Newfoundland under this Special Agreement over a period of two years.

3.1 Sous réserve de la clause 4.1, le Canada convient de fournir à Terre-Neuve une aide financière de deux millions de dollars (2 000 000 \$) sur une période de deux ans en vertu de la présente entente spéciale.

3.2 Canada agrees to provide financial assistance at the times and in the manner set out in this Special Agreement for the purpose of supporting Newfoundland in paying eligible expenses.

3.2 Le Canada s'engage à fournir une aide financière à Terre-Neuve aux dates et de la manière précisés dans cette entente spéciale, afin de l'aider à assumer des dépenses admissibles.

3.3 Canada is also committed to providing a complementary contribution of one million six hundred and twelve thousand dollars (\$1 612 000) for school governance over a period of six years from the regular funding of the Official Languages in Education Program, subject to the maintenance of the current and forecasted budgetary levels until March 31, 1998 and to the renewal of the program as of April 1, 1998.

3.3 Le Canada s'engage également à offrir une contribution complémentaire d'un million six cent douze mille dollars (1 612 000 \$) pour la gestion scolaire sur une période de six ans à même les fonds réguliers du Programme des langues officielles dans l'enseignement, en fonction du maintien des niveaux budgétaires actuels et prévus jusqu'au 31 mars 1998 et au renouvellement du programme à compter du 1^{er} avril 1998.

3.4 Canada's overall financial assistance for school governance shall be comprised of the contribution approved under this Special Agreement and of the complementary contribution under the Official Languages in Education Program as described above. Therefore, Canada's overall financial assistance shall equal the lesser amount of \$3 612 000 or 75% of the eligible expenses incurred by Newfoundland over the six-year period.

3.4 La contribution globale du Canada pour la gestion scolaire comprendra la contribution approuvée dans le cadre de la présente entente spéciale et la contribution complémentaire du Programme des langues officielles dans l'enseignement, comme il est indiqué ci-dessus. Par conséquent, la contribution globale du Canada correspondra à la moins élevée des sommes suivantes : 3 612 000 \$ ou 75 % des dépenses admissibles faites par Terre-Neuve au cours des six années.

- 7 -

3.5 Subject to the appropriation of funds by the Legislature and the maintenance of current and forecasted budget levels of the Department of Education, Newfoundland agrees to provide a financial contribution not to exceed \$1,204,000 towards eligible expenses over the six-year period under this Special Agreement and the Official Languages in Education Program. This contribution will be subject to the provisions of the Special Agreement and to the maintenance of current and forecasted budget levels of the Official Languages in Education Program until March 31, 1998 and to its renewal as from April 1, 1998.

4. MAXIMUM AMOUNT OF THE CONTRIBUTION

4.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, to the maintenance of current and forecasted budget levels of the Official Languages in Education Program and the provisions of this Special Agreement, Canada agrees to contribute an amount not to exceed two million dollars (\$2,000,000) over a two-year period, from fiscal year 1997-98 to fiscal year 1998-99, toward the eligible expenses incurred by Newfoundland. The maximum contribution shall be as follows:

Fiscal year 1997-98	\$ 950,000
Fiscal year 1998-99	\$1,050,000

3.5 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, Terre-Neuve convient de fournir une contribution financière ne dépassant pas 1 204 000 \$ des dépenses admissibles sur une période de six ans en vertu de la présente entente spéciale et du Programme des langues officielles dans l'enseignement. Cette contribution sera versée selon les modalités de l'entente spéciale et sous réserve du maintien des niveaux budgétaires actuels et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement jusqu'au 31 mars 1998 et du renouvellement du Programme à compter du 1^{er} avril 1998.

4. MONTANT MAXIMUM DE LA CONTRIBUTION

4.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités de la présente entente spéciale, le Canada s'engage à contribuer un montant ne devant pas excéder deux millions de dollars (2 000 000 \$), sur une période de deux ans allant de l'année 1997-1998 à l'année 1998-1999, envers les dépenses admissibles de Terre-Neuve. La contribution maximale sera répartie comme suit:

Exercice 1997-1998	950 000 \$
Exercice 1998-1999	1 050 000 \$

- 8 -

4.2 Reimbursement of the costs incurred by Newfoundland is subject to Newfoundland's adopting amendments to the Schools Act necessary to facilitate the implementation of Francophone school governance in accordance with Section 23 of the Canadian *Charter of Rights and Freedom* and related court decisions.

4.3 The terms and conditions governing Canada's contribution concerning, among others, the eligible expenditures and the schedule of payments for the capital costs relating to the initiative described in clause 2.1 (e) shall be part of an auxiliary agreement between Canada and Newfoundland and shall follow prescribed procedures regarding capital facilities in Newfoundland.

5. NEWFOUNDLAND AND LABRADOR'S OBLIGATIONS

5.1 Newfoundland agrees:

- a) to ensure that the financial assistance received by Newfoundland under this Special Agreement shall be applied only for eligible expenses;
- b) that Newfoundland shall fund the Francophone Provincial School Board in a manner similar to the funding allocations established for public schools by Newfoundland.

4.2 Le remboursement des coûts encourus par Terre-Neuve se fera sous réserve de l'adoption par Terre-Neuve d'amendements à la loi scolaire (Schools Act) nécessaires pour faciliter la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone conformément à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et aux décisions des tribunaux à cet égard.

4.3 Les modalités de la contribution du Canada en ce qui concerne, notamment, les dépenses admissibles et le calendrier des versements pour les projets d'immobilisation relatifs à l'initiative décrite à la clause 2.1 e) feront l'objet d'une entente auxiliaire entre le Canada et Terre-Neuve et suivront les procédures établies concernant les immobilisations à Terre-Neuve.

5. OBLIGATIONS DE TERRE-NEUVE ET DU LABRADOR

5.1 Terre-Neuve s'engage à :

- a) faire en sorte que l'aide financière qu'elle recevra en vertu de cette entente spéciale soit affectée uniquement aux dépenses admissibles;
- b) verser à la Commission scolaire provinciale francophone pour son financement des allocations similaires à celles dont il a été convenu pour les écoles publiques de la province.

6. TRANSFERS BETWEEN EXPENDITURE CATEGORIES

- 6.1** Newfoundland may transfer funds between expenditure categories mentioned in Clause 2.1 with Canada's written consent. Newfoundland must submit any such request to Canada before March 1st of the fiscal year in question.

7. PAYMENTS

- 7.1** With regards to Canada's contributions to Newfoundland for each of the two fiscal years of this Special Agreement, payments shall be made to Newfoundland as follows:

- a) a first payment representing 50% of Canada's contribution approved for the current fiscal year, shall be made within sixty days following receipt and acceptance of Newfoundland's annual budget and submission by the Minister;
- b) a second and final payment not exceeding the balance of Canada's contribution approved for the current fiscal year shall be made on or about March 31st of the current fiscal year upon receipt and acceptance by the Minister of :
 - i) certified interim statement of expenditures for the current year providing details of actual expenditures incurred by Newfoundland for the period ending January 31st of the current fiscal year as well as forecasts of anticipated expenditures for the period ending March 31st of the current fiscal year; and

6. TRANSFERTS ENTRE CATÉGORIES DE DÉPENSES

- 6.1** Terre-Neuve pourra transférer des fonds entre les différentes catégories de dépenses prévues à la clause 2.1 avec l'autorisation écrite du Canada. Terre-Neuve devra présenter une demande en ce sens au Canada avant le 1^{er} mars de l'exercice financier visé.

7. PAIEMENTS

- 7.1** En ce qui concerne les contributions du Canada à Terre-Neuve pour chacun des deux exercices visés par la présente entente spéciale, les fonds seront versés à Terre-Neuve de la façon suivante :

- a) un premier versement, représentant la moitié (50 %) de la contribution du Canada approuvée pour l'exercice en cours, sera effectué dans les soixante jours suivant la réception et l'acceptation par la ministre de la soumission et du budget annuel de Terre-Neuve;
- b) un deuxième et dernier versement ne devant pas excéder le solde de la contribution du Canada approuvée pour l'exercice en cours sera effectué le ou vers le 31 mars de l'exercice en cours, suite à la réception et l'acceptation par la ministre :
 - i) des états financiers provisoires certifiés pour l'exercice en cours présentant le détail des dépenses réelles engagées par Terre-Neuve pour la période se terminant le 31 janvier de l'exercice en cours ainsi qu'une prévision des dépenses pour la période se terminant le 31 mars de l'exercice en cours; et

- 10 -

- ii) certified final statements of expenditures for the fiscal year ending March 31st of the previous fiscal year, when applicable.

7.2 Payments to be made by Canada to Newfoundland pursuant to this Special Agreement shall be made within 30 working days after the receipt and acceptance of the documents mentioned in Clause 7.1 provided that the data in the said documents is consistent with the terms and conditions of this Special Agreement and that Newfoundland has addressed any questions raised by the Minister.

8. ANNUAL BUDGET

8.1 Canada and Newfoundland agree that there shall be an annual budget to this Special Agreement, which will present, for each of the categories mentioned in Clause 2 of this Special Agreement, Newfoundland's forecasted costs and Canada's approved contributions towards these costs within the expenditure categories mentioned in Clause 2.1.

8.2 Each annual budget attached to this Special Agreement is an integral part of this Special Agreement as if set out at length in the body of this Special Agreement.

- ii) des états financiers finaux certifiés des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars de l'année précédente, s'il y a lieu.

7.2 Les versements prévus dans cette entente spéciale doivent être faits par le Canada dans les trente jours ouvrables suivant la réception et l'acceptation des documents mentionnés à la clause 7.1, à la condition que les données fournies dans les documents en question soient conformes aux modalités de l'entente spéciale et que Terre-Neuve ait répondu à toute question soulevée par la ministre.

8. BUDGET ANNUEL

8.1 Le Canada et Terre-Neuve conviennent que cette entente spéciale sera assortie de budgets annuels qui préciseront, pour chacune des catégories mentionnées à la clause 2, les coûts prévus par Terre-Neuve et les contributions que le Canada a accepté de faire envers ces coûts dans le cadre des catégories de dépenses mentionnées à la clause 2.1.

8.2 Chaque budget annuel joint à cette entente spéciale fait partie intégrante de celle-ci, de la même manière que s'il était exposé en détail dans le corps de l'entente.

9. SURPLUS

9.1 In the event that payments made to Newfoundland under this Special Agreement exceed the amounts to which Newfoundland is entitled in accordance with this Special Agreement, any such surplus is payable forthwith to Canada. Where any surplus payable has not been repaid, an amount equal to the surplus may be retained by Canada from such contribution payments subsequently payable to Newfoundland.

10. MANAGEMENT

10.1 Canada and Newfoundland shall designate lead officials for purposes of management of this Special Agreement.

11. INFORMATION ON COSTS

11.1 Canada and Newfoundland agree that they must be in a position to assure Parliament, the Provincial Legislature and the general public that the financial assistance from Canada to Newfoundland is used in accordance with this Special Agreement. To this end, Newfoundland agrees to provide annually to Canada, sufficient information to show that Canada's contribution has been utilized for the purpose specified in this Special Agreement.

9. EXCÉDENT

9.1 Si les montants versés à Terre-Neuve en vertu de la présente entente spéciale dépassent les montants auxquels Terre-Neuve a droit en vertu de ladite entente, l'excédent devra être remis au Canada, à défaut de quoi le Canada pourra déduire un montant équivalent de ses contributions ultérieures à Terre-Neuve.

10. ADMINISTRATION

10.1 Le Canada et Terre-Neuve désigneront des représentants officiels pour administrer la présente entente spéciale.

11. RENSEIGNEMENTS SUR LES COÛTS

11.1 Le Canada et Terre-Neuve conviennent qu'ils doivent pouvoir garantir au Parlement et à la législature de la province et au grand public que l'aide financière offerte à Terre-Neuve par le Canada est bien utilisée conformément à la présente entente spéciale. À cette fin, Terre-Neuve accepte de fournir chaque année au Canada des renseignements qui démontreront que la contribution du Canada a servi aux fins précisées dans la présente entente spéciale.

12. ACCOUNTS AND FINANCIAL STATEMENTS

12.1 Canada reserves the right to undertake, or cause to have undertaken, a financial audit of the accounts and records of Newfoundland concerning the provisions of this Special Agreement to ensure compliance with the provisions of this Special Agreement, and Newfoundland shall make available to such auditors any records, documents and information including all invoices, receipts and vouchers that the auditors may require. For the purposes of this Special Agreement, Newfoundland shall keep all financial accounts and vouchers and other records for a period of at least three years after the expiry of the Special Agreement. The scope, coverage and timing of such financial audits shall be as determined by Canada and, if conducted, may be carried out by officials of the Department of Canadian Heritage or their agent(s).

12.2 Canada agrees to inform Newfoundland of the results of any financial audit, and to pay to Newfoundland as soon as possible after the completion of the audit, any moneys which the audit may show to be then due and owing to Newfoundland. Newfoundland agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies which the audit may show to be then due and owing to Canada.

12.3 In addition to the financial statements mentioned in Clause 7.1, Newfoundland shall submit to Canada a final certified statement for 1998-99 within six months of the end of that fiscal year.

12. COMPTES ET ÉTATS FINANCIERS

12.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres de Terre-Neuve relatifs aux dispositions de la présente entente spéciale afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et Terre-Neuve accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement, y compris les factures, reçus et pièces justificatives dont ceux-ci pourraient avoir besoin. Aux fins de cette entente spéciale, Terre-Neuve conservera tous les comptes financiers, les pièces justificatives et les autres registres pendant au moins trois ans après l'expiration de la présente entente spéciale. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leur(s) agent(s).

12.2 Le Canada accepte d'informer Terre-Neuve des résultats de toute vérification financière et de verser à la province, le plus tôt possible après la vérification, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir. Terre-Neuve accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qu'elle pourrait lui devoir.

12.3 Outre les états financiers mentionnés à la clause 7.1, Terre-Neuve devra soumettre au Canada un état financier final certifié pour l'exercice 1998-1999 dans les six mois suivant la fin de cet exercice.

- 13 -

12.4 For the purposes of this Special Agreement, the financial statements mentioned in Clause 7.1 refer to statements of expenditures incurred by Newfoundland presenting detailed expenditures by expenditure category in the annual budget of that fiscal year.

12.5 For the purpose of this Special Agreement, the financial statements provided to Canada by Newfoundland shall be certified by a senior program officer and by a senior financial officer, both of whom shall be duly authorized by Newfoundland and accepted by Canada.

13. CONSULTATIONS

13.1 Newfoundland has undertaken consultations leading to the adoption of the new Schools Act. Newfoundland agrees that consultation will be ongoing with respect to the implementation of the Act and the amendments to the Act necessary to facilitate the implementation of Francophone school governance. Canada, within its area of jurisdiction, undertakes to consult with interested associations and groups on the programs provided for in this Special Agreement.

12.4 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers mentionnés à la clause 7.1 sont les états des dépenses engagées par Terre-Neuve présentant le détail des dépenses par catégorie dans le budget annuel de cet exercice.

12.5 Aux fins de la présente entente spéciale, les états financiers fournis par Terre-Neuve au Canada seront certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances, lesquels auront été dûment autorisés par Terre-Neuve et agréés par le Canada.

13. CONSULTATIONS

13.1 Terre-Neuve a entrepris des consultations qui ont mené à l'adoption d'une nouvelle loi scolaire (Schools Act). Terre-Neuve convient de poursuivre ce processus de consultation quant à l'application de la Loi et des amendements nécessaires pour faciliter la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone. Le Canada, dans son champ de compétences, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux programmes mis en place en vertu de la présente entente spéciale.

14. PUBLIC ACKNOWLEDGEMENT

- 14.1** Newfoundland agrees to acknowledge Canada's contributions in all of its publicity pertaining to Francophone school governance programs and activities benefiting from Canada's support. For the purposes of this Special Agreement, examples of such publicity include but need not be limited to: official openings, press releases, reports of government departments or agencies; correspondence with educational institutions.
- 14.2** Newfoundland also agrees to take all reasonable measures to have all recipients of Canada's support (e.g. Francophone schools and the Francophone Provincial School Board) agree to acknowledge, where appropriate, Canada's contribution in publicity pertaining to Francophone school governance programs and activities benefiting from Canada's support.
- 14.3** Canada and Newfoundland agree that the text of this Special Agreement, including its Annual Budgets, shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.

14. MENTION DU CONCOURS DU CANADA

- 14.1** Terre-Neuve s'engage à mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité relative aux programmes et aux activités ayant bénéficié de ces contributions dans le cadre de la présente entente spéciale sur la gestion des écoles françaises. Aux fins de la présente entente spéciale, la publicité comprend les exemples suivants sans toutefois s'y limiter nécessairement : ouvertures officielles, communiqués, rapports de ministères ou d'organismes, correspondance adressée à des établissements d'enseignement.
- 14.2** Terre-Neuve s'engage également à prendre toutes les mesures raisonnables pour que les bénéficiaires de l'aide financière du Canada (par exemple, les écoles françaises et la Commission scolaire provinciale francophone) conviennent de mentionner les contributions du Canada, là où c'est approprié, dans leur publicité relative aux programmes et aux activités ayant bénéficié de ces contributions dans le cadre de l'entente spéciale sur la gestion des écoles françaises.
- 14.3** Le Canada et Terre-Neuve conviennent que le texte de la présente entente spéciale, budgets annuels compris, sera mis à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.

- 15 -

15. LIMITATIONS OF THE SPECIAL AGREEMENT

15.1 The parties acknowledge that this Special Agreement does not constitute an association for the purpose of establishing a partnership or joint venture and does not create an agency relationship between the Minister and Newfoundland.

16. ENVIRONMENTAL ASSESSMENT AND PROTECTION

16.1 The capital projects referred to in Clause 2.1 (d) which are to be part of an auxiliary agreement shall be subject to the *Canadian Environmental Assessment Act*.

16.2 The terms and conditions of the assessment referred to in Clause 16.1 shall be specified in the auxiliary agreement referred to in Clause 4.3 governing Canada's participation in each capital project.

16.3 Newfoundland agrees to comply with all local, regional, provincial and federal rules and regulations related to environmental protection.

15. LIMITES DE L'ENTENTE SPÉCIALE

15.1 Les parties reconnaissent que la présente entente spéciale ne constitue pas une association en vue de former un partenariat ou une co-entreprise, et qu'elle ne crée pas non plus de relation de mandataires entre la ministre et Terre-Neuve.

16. ÉVALUATION ET PROTECTION ENVIRONNEMENTALES

16.1 Les projets d'immobilisation mentionnés à la clause 2.1 (d) et qui feront l'objet d'une entente auxiliaire seront soumis à la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.

16.2 Les modalités de l'évaluation mentionnée à la clause 16.1 seront précisées dans l'entente auxiliaire mentionnée à la clause 4.3 régissant la participation du Canada à chaque projet d'immobilisation.

16.3 Terre-Neuve s'engage à respecter tous les statuts et règlements locaux, régionaux, provinciaux et fédéraux relatifs à la protection de l'environnement.

- 16 -

17. DURATION

17.1 The term of this Special Agreement will, notwithstanding the actual date of execution and delivery of this Special Agreement, be deemed to commence on April 1, 1997 and to end on March 31, 1999. Six months before the expiration of the Special Agreement, Canada and Newfoundland shall meet to discuss their future cooperation pursuant to an Official Languages in Education Bilateral Agreement or any other similar agreement between Canada and Newfoundland for French-language education to ensure the viability of the education system of the minority in accordance with the terms and conditions of Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

18. METHOD OF AMENDMENT

18.1 This Special Agreement may be amended with the written consent of both parties or any persons duly authorized to act on their behalf.

19. DELAY

19.1 No failure or delay on the part of either party to complain of an act or failure of the other party or to declare such other party in default, irrespective of how long such act or failure to act shall continue will constitute a waiver by such party of its rights hereunder.

17. DURÉE

17.1 Nonobstant sa date effective d'exécution, cette entente spéciale est réputée en vigueur du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999. Six mois avant l'expiration de l'entente spéciale, le Canada et Terre-Neuve se rencontreront pour discuter de leur future collaboration en vertu d'une Entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement ou de toute autre entente semblable conclue entre le Canada et la Terre-Neuve au titre de l'enseignement en français pour assurer la viabilité du système d'enseignement pour la minorité conformément à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

18. MODALITÉS DE MODIFICATION

18.1 Cette entente spéciale peut être modifiée moyennant le consentement écrit des deux parties ou de leurs représentants autorisés.

19. RETARD

19.1 L'absence de plainte ou le retard de l'une ou l'autre partie à se plaindre d'un manquement ou d'une omission de la part de l'autre partie à ses obligations ne constitue pas une renonciation de cette partie à ses droits en vertu de la présente.

20. NOTICE

20.1 Any notice, document, statement, report, request or payment desired or required to be given or made pursuant to this Special Agreement shall be in writing and may be given or made if delivered personally to the party to who it is to be given or made, or if mailed in Canada with postage prepaid addressed,

If to the Province:

Minister of Education
Government of Newfoundland and Labrador
P.O. Box 8700
St. John's, Newfoundland
A1B 4J6

Attention: Wayne Oakley

And if to Canada

Minister of Canadian Heritage
Hull, Canada
K1A 0M5

Attention: Hilaire Lemoine

21. RECEIPT

21.1 Any such notice, document, statement, report, request or payment mailed shall be deemed to be given to and received by the addressee on the fifth business day after the mailing of the same except in the event of disruption of postal services in Canada in which case any such notice, document, statement, report, demand or payment will be deemed to be given to and received by the addressee when actually delivered to the particular address set out above.

20. AVIS

20.1 Tout avis, document, état, rapport, paiement ou demande dont la présentation ou la production est souhaitée ou requise dans le cadre de cette entente spéciale doit être fourni par écrit et peut être, soit remis en personne à la partie à laquelle il est destiné, soit adressé comme suit s'il est posté au Canada dans une enveloppe affranchie :

Dans le cas de la province :

Ministre de l'Éducation
Gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador
Case postale 8700
St. John's (Terre-Neuve)
A1B 4J6

À l'attention de : Wayne Oakley

Dans le cas du Canada

Ministre du Patrimoine canadien
Hull, Canada
K1A 0M5

À l'attention de : Hilaire Lemoine

21. RÉCEPTION

21.1 S'ils sont envoyés par la poste, lesdits avis, documents, états, rapports, paiements ou demandes seront réputés fournis à leur destinataire et reçus par celui-ci le cinquième jour ouvrable après leur envoi, sauf en cas d'interruption du service postal au Canada, auquel cas les avis, documents, états, rapports, paiements ou demandes susmentionnés seront réputés fournis à leur destinataire et reçus par ce dernier à la date de leur livraison à l'adresse donnée ci-dessus.

22. CHANGE OF ADDRESSES

22.1 Either party may, from time to time, advise the other by notice in writing of any change of address of the party giving such notice and from and after the giving of such notice the address therein specified will, for purposes of this paragraph, be deemed to be the address of the party giving such notice.

23. TIME

23.1 Time is of the essence for this Special Agreement.

24. GENDER

24.1 In this Special Agreement "person" includes a corporation, firm or association and wherever the singular or masculine is used it will be construed as if the plural or the feminine or the neuter, as the case may be, had been used where the context or the parties so require.

25. MEANING OF SPECIAL AGREEMENT

25.1 Unless the context otherwise indicates any reference to "this Special Agreement" means this instrument and all of the Annual Budgets attached to it and any reference to any paragraph or subparagraph by number is a reference to the appropriate paragraph or subparagraph in this Special Agreement.

22. CHANGEMENT D'ADRESSE

22.1 L'une ou l'autre partie peut, à l'occasion, informer l'autre partie par écrit de tout changement d'adresse, et à compter de la date à laquelle l'avis aura été donné, l'adresse précisée dans cet avis sera réputée être l'adresse de la partie l'ayant donné.

23. DÉLAI

23.1 Le délai est une condition essentielle du contrat.

24. GENRE

24.1 Dans cette entente spéciale, le terme «personne» englobe les sociétés ou corporations, les firmes et les associations, et chaque fois que le masculin ou le singulier est utilisé, il doit être interprété comme désignant le féminin ou le pluriel, selon le cas, chaque fois que le contexte l'exige.

25. SIGNIFICATION D'«ENTENTE SPÉCIALE»

25.1 Sauf incompatibilité avec le contexte, l'expression «entente spéciale» désigne cet instrument et tous les budgets annuels qui y sont joints, et tout numéro d'alinéa ou de sous-alinéa renvoie à l'alinéa ou au sous-alinéa correspondant de cette entente spéciale.

26. DELEGATION OF EXERCISE OF DISCRETION

26.1 Wherever in this Special Agreement any option or discretion is conferred upon the Government of Newfoundland or Newfoundland is authorized or empowered to do, perform or consent to any act, matter or thing, such option or discretion may be exercised or such act, matter or thing may be done, performed or consented to on behalf of Newfoundland by the Minister of Education or any person designated or authorized by the Minister for this purpose.

27. READINGS

27.1 The headings or captions in this Special Agreement are inserted for convenience only and in no way define, limit, alter or enlarge the scope or meaning of any provision of this Special Agreement.

28. SEVERABILITY

28.1 If any provision of this Special Agreement or the application thereof to any person or circumstance is invalid or unenforceable to any extent, the remainder of this Special Agreement and the application of such provision to any other person or circumstance will not be affected or impaired thereby and will be enforceable to the extent permitted by law.

26. DÉLÉGATION DE L'EXERCICE DU POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE

26.1 Lorsque, en vertu de cette entente spéciale, le Gouvernement de Terre-Neuve dispose d'un choix ou d'un pouvoir discrétionnaire ou qu'il est autorisé ou habilité à faire ou à approuver quelque chose, ce choix ou ce pouvoir peut être exercé et cette chose peut être faite ou approuvée en son nom par le ministre de l'Éducation ou par toute personne désignée ou autorisée à cette fin par le Ministre.

27. LECTURE

27.1 Les titres ou sous-titres figurant dans cette entente spéciale y ont été insérés par souci de commodité et ne définissent, ne limitent, ne modifient ou n'étendent en aucune façon la portée ou la signification des dispositions de l'entente.

28. DIVISIBILITÉ

28.1 Le fait que l'une ou l'autre des dispositions de cette entente spéciale soit nulle ou inapplicable dans une certaine mesure à quelque personne ou circonstance que ce soit, n'affecte en rien les autres dispositions de l'entente spéciale, qui peuvent être appliquées à toute autre personne ou circonstance dans la mesure permise par la loi.

- 20 -

29. CURRENCY

29.1 All dollar amounts expressed in this Special Agreement refer to lawful currency of Canada.

30. WAIVER

30.1 No consent or waiver, expressed or implied by either party to or of any breach or default by the other party in the performance by the other party of its obligations hereunder shall be deemed or construed to be a consent or waiver to or of any other breach or default in the performance by such party hereunder.

29. DEVISE

29.1 Toutes les sommes exprimées en dollars dans cette entente spéciale le sont dans la devise ayant cours légal au Canada.

30. RENONCIATION

30.1 Le fait que l'une des parties consente explicitement ou implicitement à un manquement de l'autre partie à ses obligations aux termes de la présente entente ou qu'elle renonce explicitement ou implicitement à ses recours en de tels cas ne doit en aucun cas être interprété ou considéré comme un consentement de ladite partie à tout autre manquement à l'exécution de l'entente ou comme une renonciation de cette partie à ses recours en cas d'un tel manquement.

- 21 -

IN WITNESS WHEREOF the parties have executed
this Special Agreement on the day and year first
above written.

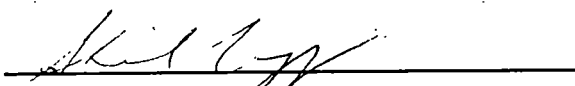
EN FOI DE QUOI, les parties ont validé la présente
entente spéciale à la date figurant en première page.

IN THE PRESENCE OF:

EN PRÉSENCE DE :

**GOVERNMENT OF CANADA/
GOUVERNEMENT DU CANADA**

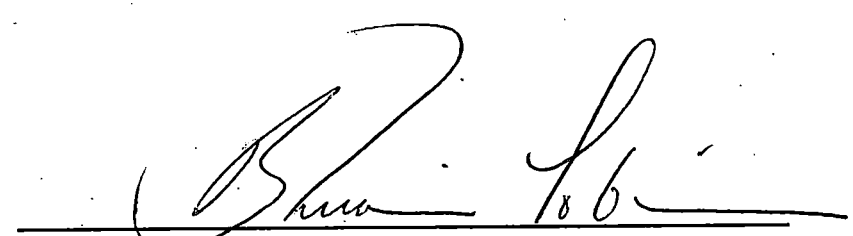
**GOVERNMENT OF NEWFOUNDLAND AND
LABRADOR/
GOUVERNEMENT DE TERRE-NEUVE ET
LABRADOR**

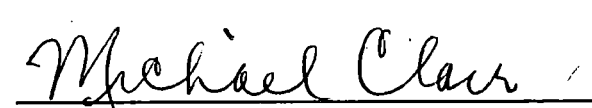

**Deputy Prime Minister and
Minister of Canadian Heritage/
Vice-première ministre et
ministre du Patrimoine canadien**


**Minister of Education/
Ministre de l'Éducation**


Witness/Témoin


Witness/Témoin


**Approved Pursuant to the Intergovernmental Affairs Act by the Premier
as Minister Responsible for Intergovernmental Affairs or
the Secretary to Cabinet for Intergovernmental Affairs/
Approuvé selon l'Intergovernmental Affairs Act par le Premier ministre
en sa qualité de ministre responsable des Affaires intergouvernementales
ou par le Secrétaire du Cabinet pour les Affaires intergouvernementales**


Witness/Témoin

Version finale
February 28, 1997
sc961080.bil

Notes pour une allocution

prononcée par

**l'honorable Sheila Copps,
vice-première ministre et
ministre du Patrimoine canadien,**

**à l'occasion de la signature d'une entente spéciale sur la
gestion scolaire avec la province de Terre-Neuve et du
Labrador**

(Terre-Neuve)

Le 28 février 1997

À VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION

Version finale
February 28, 1997
sc961080.bil

Monsieur le Premier ministre. Monsieur le ministre de l'Éducation. Mesdames et messieurs. Membres et amis des communautés francophones de Terre-Neuve et du Labrador.

Nous vivons aujourd'hui un moment historique. L'entente que nous venons de signer est l'aboutissement de plusieurs années d'efforts.

Les communautés francophones de Terre-Neuve et du Labrador sont des modèles de défense du fait français au Canada. Nous retrouvons des exemples de leur vitalité d'un bout à l'autre de la province, de St. John's à Labrador City, en passant par Goose Bay/Happy Valley et la péninsule de Port-au-Port.

Ces communautés ont fait face à leur destin. Elles ont pris les mesures qui s'imposaient pour assurer leur développement. Les francophones de la province sont source d'inspiration pour toutes les minorités linguistiques au Canada et dans le monde.

Il est clair aujourd'hui que votre développement passe par un enseignement de qualité en langue française. Mais il faut aussi que vous puissiez gérer les écoles qui dispensent cet enseignement à vos enfants. C'est la seule manière pour la communauté de s'assurer que l'école transmet ses valeurs et reflète sa réalité.

Pour les communautés francophones de ce pays, la gestion scolaire, c'est non seulement une question de droit, mais la pierre angulaire de leur avenir prospère.

Pour le Canada, c'est aussi une question d'avenir. Car la réussite de notre pays est intimement liée à celle des huit millions de francophones qui participent à son évolution.

Version finale
February 28, 1997
sc961080.bil

Les francophones ont été de ceux et de celles qui ont donné naissance au Canada. Et aujourd'hui, les francophones sont de ceux et de celles qui travaillent activement à son essor et à sa prospérité. La francophonie fait partie de notre histoire, de notre culture et de notre identité. Elle s'enracine dans le coeur et l'âme de ce pays.

Mon ancien collègue, aujourd'hui Premier ministre de Terre-Neuve, a posé un geste qui démontre son esprit d'ouverture à l'égard de cette francophonie et son engagement en faveur de l'identité canadienne. Merci, M. Tobin, d'avoir permis la concrétisation de cette entente.

And Premier, many times when you were Canada's Minister of Fisheries and Oceans, you distinguished yourself by taking a stand. And here again today, you have proven your willingness to help our country move ahead on important, national issues -- issues that go to the very core of Canada's identity.

On behalf of the Government of Canada, all Canadians and all Francophones in Newfoundland and Labrador, I congratulate you and I thank you for your leadership and your never ending passion for Canada.

Nous avons un bel exemple aujourd'hui de collaboration fédérale-provinciale. Nous avons la preuve que la Fédération peut fonctionner, dans le respect des compétences de chacun. J'aimerais en profiter pour remercier chaleureusement le ministre de l'Éducation, M. Roger Grimes, qui a également accompli un travail remarquable dans ce dossier.

Nous avons aussi un bel exemple de communautés qui savent prendre leur avenir en main. Les francophones de Terre-Neuve et du Labrador ont travaillé avec le gouvernement provincial en vue de proposer un modèle de gestion scolaire.

Version finale
February 28, 1997
sc961080.bil

Vous êtes un vibrant témoignage de la persévérance, de la vitalité et de l'originalité du Canada. Forts de vos acquis, de l'appui de votre province et de celui de mon gouvernement, vous pouvez vous tourner vers l'avenir avec confiance. Je vous remercie.

-30-

Deputy Prime Minister and
Minister of Canadian Heritage



Vice-première ministre et
ministre du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

The Honourable Roger Grimes, M.H.A.
Minister of Education
Government of Newfoundland and Labrador
Post Office Box 8700
St. John's, Newfoundland
A1B 4J6

FEB 27 1997

Dear Mr. Grimes:

I am very pleased that our two levels of government have agreed to sign a *Canada-Newfoundland and Labrador Special Agreement for the Implementation of Francophone School Governance*. Under this Special Agreement, Canada's contribution will amount to \$2 000 000 over the next two years.

This is the second Special Agreement to be signed with Newfoundland and Labrador under the Special Measures on School Governance and Post-Secondary Education. The first was the *Special Agreement on the Second Phase of Construction at the Sainte-Anne School-Community Centre in Mainland* under which Canada contributed \$2 000 000.

Over and above these Special Agreements, Canada is committed to providing a complementary contribution of \$1 612 000 for school governance, for the period 1997-98 to 2002-03, under the Minimum Guarantee and Supplementary Funds categories of the Official Languages in Education Program. This is subject to maintenance of the current and forecasted budgetary levels until March 31, 1998 and to renewal of the program or a program of a similar nature as of April 1, 1998. This contribution of \$1 612 000 will be in addition to Canada's support to your province in the Infrastructure category under the Official Languages in Education Program.

.../2

Canada

- 2 -

Canada recognizes that financial assistance to Newfoundland and Labrador under the Official Languages in Education Program is used to support both French first language and French second language programs. Canada also recognizes that Newfoundland and Labrador will continue to have considerable development needs in these areas. Therefore, as in the past, we will continue to support the province's development programs and activities in the context of our budgetary capabilities. The Special Agreement will considerably lessen your requirements in French first language programs and activities.

Therefore, Canada's overall financial assistance will amount to \$3 612 000 and will represent 75 percent of the expenses incurred by Newfoundland over a period of six years. This contribution is to assist your province with the additional costs associated with the start-up and implementation of Newfoundland's Francophone governance structure, as provided for by Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*. It is based on the understanding that the Government of Newfoundland and Labrador will introduce amendments to the Schools Act to facilitate the implementation of Francophone school governance. I understand that consultations with the Francophone community have been held on this subject and will continue throughout the implementation period.

You will find appended the table setting out the federal and provincial contributions under the Special Agreement and the Official Languages in Education Program over the six-year period (from 1997-98 to 2002-03).

I thank you for your close co-operation in this matter and look forward to working with you in the important area of the official languages in education and school management.

Yours sincerely,



Sheila Copps

Enclosure

c.c.: The Honourable Brian Tobin, M.H.A.

FORECASTED BUDGET FOR NEWFOUNDLAND'S FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE IMPLEMENTATION

EXPENSES	1997-98		1998-99		1999-2000		2000-01		2001-02		2002-03		Total	
School Governance Categories														
One-time Implementation costs		200,000		350,000										550,000
School Board Operations		604,000		504,000		424,000		409,000		364,000		349,000		2,654,000
Services		217,000		197,000		152,000		122,000		102,000		42,000		832,000
Programs		168,000		168,000		130,000		130,000		92,000		92,000		780,000
Capital - Major costs		-----		-----		-----		-----		-----		-----		-----
Total Costs	100%	1,189,000	100%	1,219,000	100%	706,000	100%	661,000	100%	558,000	100%	483,000	100%	4,816,000

REVENUES	1997-98		1998-99		1999-2000		2000-01		2001-02		2002-03		Total	
Federal Contribution														
Special measures		950,000		1,050,000		0		0		0		0		2,000,000
Minimum Guarantee - FFL		64,000		20,000		227,000		196,000		92,000		0		599,000
Supplementary Funds - FFL		75,000		24,000		275,000		240,000		216,000		183,000		1,013,000
Total Federal Contribution	92%	1,089,000	90%	1,094,000	71%	502,000	66%	436,000	55%	308,000	38%	183,000	75%	3,612,000
Provincial contribution	8%	100,000	10%	125,000	29%	204,000	34%	225,000	45%	250,000	62%	300,000	25%	1,204,000
Total Contributions	100%	1,189,000	100%	1,219,000	100%	706,000	100%	661,000	100%	558,000	100%	483,000	100%	4,816,000

**ADVICE / RECOMMENDATION TO THE MINISTER
AVIS / RECOMMANDATION POUR LA MINISTRE**

SUBJECT - OBJET	DATE: February 27, 1997
AVAILABILITY OF FUNDING FOR CAPITAL PROJECTS IN THE CONTEXT OF FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE IN NEWFOUNDLAND AND LABRADOR	
NEW	

SUGGESTED REPLY - RÉPONSE PROPOSÉE

- The Special Agreement signed today is intended to support the costs related to the implementation of Francophone School Governance in Newfoundland and Labrador.
- This agreement makes provision for the consideration of capital projects within the resources provided for in the agreement.
- In the future, it will be up to the new school board and the province to decide if capital projects are required. If so, we would certainly be open to discussions within the existing resources of Canadian Heritage.

SOURCE

BACKGROUND - RENSEIGNEMENTS

- The Francophone community may be concerned to realize that there are no specific amounts identified in the Special Agreement for capital projects.
- Capital projects, including the construction or establishment of school-community centres, are anticipated in the context of Francophone School Governance implementation. Such capital projects have been supported through Federal-Provincial agreements with Canadian Heritage.
- The Centre scolaire et communautaire Sainte-Anne in Mainland on the Port-au-Port Peninsula has been created in Newfoundland through support from a special agreement signed in October 1993 under the Special Measures on School Governance and Postsecondary Education.
- The Francophone parents in other areas of the province are considering the creation of similar centres in two other areas of the province.
- While we have not received any proposals from the province for the establishment of school-community centres, we will be willing to discuss these projects when submitted.

PREPARED BY / PRÉPARÉ PAR	DIRECTOR / DIRECTEUR	D.G. / DIR. GÉN.	ADM OR REXD/SMA OU DER
Sylvie Rochette	Paul-Émile Leblanc	Hilaire Lemoine	Norman Moyer
OLSPB	OLSPB	OLSPB	ADMCPIC
Tel./Tél. 994-2222	Tel./Tél. 994-2222	Tel./Tél. 994-0943	Tel./Tél. 994-2164

gestion.tn8/96-97/q&a/ciol

ADVICE / RECOMMENDATION TO THE MINISTER
AVIS / RECOMMANDATION POUR LA MINISTRE

SUBJECT - OBJET

DATE: February 24, 1997

SCHOOL GOVERNANCE IN CANADA

SUGGESTED REPLY - RÉPONSE PROPOSÉE

- Significant progress has been accomplished since 1995 with respect to school governance implementation with the assistance of federal measures.
- I am aware that certain deficiencies still exist and I will continue to do everything possible to encourage the provinces and territories to comply with section 23 of the Charter.

SOURCE

BACKGROUND - RENSEIGNEMENTS

- School governance structures have been created in ten provinces and territories: British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, New Brunswick, Nova Scotia, Prince Edward Island, Yukon and the Northwest Territories. These structures and the degree of governance vary from one province or territory to another.
- In the context of a reform of its education system, **New Brunswick** has replaced school boards throughout the province by a 3 level parents' structure. A bill proposing a new Education Act was introduced in the Legislative Assembly on February 18, 1997. It remains to be seen if the new governance structure and education reforms comply with the Charter.
- A federal-provincial Special Agreement for funding of costs incurred by **Newfoundland** in the implementation of Francophone school governance is to be signed on February 28, subject to the province amending its new Schools Act this spring to facilitate implementation.
- In **British Columbia**, the August 20, 1996 decision by the Supreme Court of the province is favourable to the parents. The School Act will be amended to comply with section 23 of the Charter. In the context of the Special Measures for School Governance, we anticipate signing an agreement with British Columbia shortly.
- In the context of the education reform announced on January 13, 1997 by **Ontario** to be implemented by January 1998, the government is creating 7 new Francophone school boards and extending the territory of the 4 existing school boards. In addition, the funding will be based on a new provincial grants model taking into account the special needs of Francophone students. Preliminary discussions with the province to provide federal funding for implementation costs have been undertaken.
- **Québec** has indicated it intends to establish linguistic school boards.

PREPARED BY / PRÉPARÉ PAR	DIRECTOR / DIRECTEUR	D.G. / DIR. GÉN.	ADM OR REXD/SMA OU DER
Elise Hockman OLSPB	Paul-Émile Leblanc OLSPB	Hilaire Lemoine OLSPB	Norman Moyer ADMCPIC
Tel./Tél. 994-2222	Tel./Tél. 994-2222	Tel./Tél. 994-0943	Tel./Tél. 994-2164

gestion.003

**ADVICE / RECOMMENDATION TO THE MINISTER
AVIS / RECOMMANDATION POUR LA MINISTRE**

SUBJECT - OBJET	DATE: February 24, 1997
SPECIAL AGREEMENT ON IMPLEMENTATION OF SCHOOL GOVERNANCE IN NEWFOUNDLAND AND LABRADOR	

SUGGESTED REPLY - RÉPONSE PROPOSÉE

- I am very pleased to have signed this Special Agreement providing for management of French language schools by the Francophones of Newfoundland and Labrador.
- School governance will enable the establishment of a structure belonging to the communities in the essential sector of education.
- The conclusion of this agreement brings us closer to full compliance by all provinces and territories with section 23 of the Charter.

SOURCE

BACKGROUND - RENSEIGNEMENTS

- In the context of a comprehensive school reform, the Government of Newfoundland and Labrador passed its new Schools Act on December 19, 1996. The province intends to amend the Schools Act this spring to facilitate implementation of Francophone school governance.
- The Francophone school governance measures to be funded under the Special Agreement are based on the implementation proposals contained in the Charbonneau report presented to the Department of Education by the Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL).
- Newfoundland is the fifth province to sign a Special Agreement under the Special Measures for school governance and postsecondary education approved by the Cabinet in 1993 to encourage provinces and territories to provide Francophone parents with governance of their own schools according to the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.
- Under the Special Agreement, the Department will provide financial assistance of 2 million dollars over two years, until 1999, for activities including the establishment of a provincial Francophone school board, literacy and refrancization programs, development of pedagogical resources and socio-cultural animation. The Special Agreement also provides for the possibility of capital construction projects.
- The Department has also agreed, via a commitment letter, to provide through the Official Languages in Education regular funding envelope a complementary contribution of \$ 1 612 000 over six years, from 1997-98 to 2002-2003 to assist the province throughout the implementation period.

PREPARED BY / PRÉPARÉ PAR	DIRECTOR / DIRECTEUR	D.G. / DIR. GÉN.	ADM OR REXD/SMA OU DER
Elise Hockman	Paul-Émile Leblanc	Hilaire Lemoine	Norman Moyer
OLSPB	OLSPB	OLSPB	ADMCPCI
Tel./Tél. 994-2222	Tel./Tél. 994-2222	Tel./Tél. 994-0943	Tel./Tél. 994-2164

gestion.tn7/96-97/q&a/ciol

8122-7-2-96

FEB 10 '97 16:47 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE.001

Facsimile Transmission/Télécopie



Department of Education
Language Programs Section
P.O. Box 8700
St. John's, NF A1B 4J6
Telephone: (709) 729-2741
Fax: (709) 729-4845

Ministère de l'Éducation
Elaboration des programmes
C.P. 8700
St. John's, Terre-Neuve A1B 4J6
Téléphone: (709) 729-2741
Télécopieur: (709) 729-4845

Date: February 10/97

To/Destinataire:

Paul-Emile Leblanc

Fax #/N° de télécopieur:

819-953-9353

From/De:

Glenn Hareless

Original to follow: yes ☐

no ☒

Envoi de l'original: oui ☐

non ☐

 Comments/Commentaires:

This transmission contains 20 sheet(s), including this page.

Cet envoi contient _____ page(s), incluant cette page.



GOVERNMENT OF
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

Department of Education & Training

February 10, 1997

Mr. Paul-Emile Leblanc, Director
Operations and Regional Coordination
Canadian Heritage
7th Floor, Jules Léger Building
15 Eddy Street
Hull, PQ
K1A 0M5

Dear Mr. Leblanc:

We are submitting for your consideration, and for discussion in our teleconference of Wednesday, February 12 a revised six-year budget for the proposed governance structure for francophone schools in Newfoundland and Labrador.

We would like to take this opportunity to briefly review the questions raised during our teleconference of February 5.

①
6205 or
You will recall that we raised the possibility of the financial assistance for governance extending to 2002 instead of 2001, to coincide with the anticipated expiration of the next Official Languages in Education Protocol.

②
Nouveaux
mécanismes
&
le TIR
The other primary point discussed was, of course, the funding arrangements, particularly as they impact on the Official Languages in Education agreement. You may appreciate the difficulty of discussing funding arrangements in terms of the current expenditure categories (Infrastructure Support, Minimum Guarantee and Supplementary) when, in a new Protocol, it appears that such categories may no longer exist. We would like clarification as to whether or not these are likely to continue as expenditure categories in the 1998-99 to 2001-2002 period, and whether or not you anticipate the maintenance of a given jurisdiction's historical share of the overall Official Languages in Education budget.

With respect to the latter, please confirm our understanding that under the anticipated business plan approach, a province would not, before the approval of its business plan, have any guarantee as to the levels of funding it could expect to receive for the period covered by that business

P.O. Box 8700, St. John's, Newfoundland, Canada, A1B 4J6, Telephone (709) 729-2741, Facsimile (709) 729-6619

plan. It seems, in effect, there would be a single envelope which would be administered very much like the current Supplementary category is now administered, in which projects and activities would be approved on their merit in relation to the strategic priorities of the Protocol, and in relation to proposals submitted by other jurisdictions.

You will recall our point regarding the use of the Minimum Guarantee contribution to support the implementation of governance. The very nature of the Minimum Guarantee, the fact that these levels of support are guaranteed, enables the Province to exercise some latitude and discretion in administering the Bilateral Agreement. We have been very hesitant to exercise similar latitude as regards the Supplementary category because we do not have the same degree of certainty about the approval of projects or even the levels of financial assistance under this category. For example, teacher retraining and Level II bursary programs operate early in the fiscal year, before official approvals are received. In fact, almost all of the Teacher Training and Student Support funds must be approved well before official approvals are received from Canadian Heritage. We are generally able to proceed with these activities because they are included in the Minimum Guarantee portion of our submission. Those projects presented under the Supplementary Category do not generally receive approval from the Department of Education until there is written notification of approval from your Department. As indicated in the teleconference, we would like to retain the latitude described above in the administration of the Bilateral Agreement; hence, we proposed that the portion of financial assistance for governance which is to be provided through the Official Languages in Education agreement be solely from the Supplementary category. To do otherwise might jeopardize the continuation of the above programs. (3)

In the absence of a clear indication of the overall levels of financial assistance under a new Bilateral Agreement, we are concerned about the amounts to come from the Official Languages in Education agreement for governance, as set out in your draft budget. This concern is heightened by the wording of paragraph four of the draft ministerial letter. The combination of the levels of funding committed to governance and the statement of impact on funding levels for other programs and activities which may be proposed by the Province, suggests major difficulties in continuing the many valuable initiatives in both French second language and French first language. You indicated in our discussions that you would be willing to rework this paragraph. We would thus like to suggest that the first sentence of paragraph four become the last sentence of paragraph three, and that the following become paragraph four:

[Canada recognizes that financial assistance to Newfoundland and Labrador under the Official Languages in Education agreement is used to support both French first language and French second language programs. We remain committed to continuing such assistance and to respecting Newfoundland and Labrador's need to continue to support French second language programs and activities with the help of Official Languages in Education funding.] We will thus strive to maintain the historical balance between contributions to these funding areas in Newfoundland and Labrador. (4) nwn

As regards the current text of the draft special agreement, there are several points that we would like to highlight.

It may be reasonable to insert the wording of paragraph four above into the text of the agreement on page 2, to be introduced by "whereas" and with the possibility of minor modifications in wording. (5) NOW

As regards 4.2, the linkage to 4.1 and the flow of the text is improved by deleting the first sentence of 4.2: "Newfoundland has adopted... across the province." Otherwise, this clause seems inappropriate in the context of this special agreement. It would seem reasonable to cover this aspect in clause 18. Would it not be possible in 18 to indicate that the special agreement would come into effect only upon adoption of an amendment to the Schools Act 1996. (2) September 2000 April 1 would not be eligible

The discussion of 4.3 relating to capital construction during the teleconference suggests that this matter needs clarification. We would like to see a clear statement that funding for capital projects would have to come from the financial assistance set out in the special agreement or it would otherwise not be available. We anticipate requests for school/community centres and consequently, it would have to be clear that, if such centres are to be funded, it would be at the expense of other activities also covered by this agreement. (2)

There is reference under 7.1a to "acceptance of Newfoundland's annual budget and submission by the Minister." Is it correct to interpret "submission" to mean exactly what it does in the Official Languages in Education program? We would like clarification as to the anticipated process, including such considerations as the need for approval of such a submission on a yearly basis. (8) 4/60 ✓

There is a similar concern about the wording of 11.1 where it reads: "Newfoundland agrees to provide annually to Canada, sufficient information..." What is meant by "sufficient information"? (9)

As regards 13 concerning consultations, we do not see the need for such a clause, as we anticipate regular meetings with the school board. The elected trustees of the school board and its officials would represent the concerns of the community and the parents in discussions with the Department of Education. This is a fundamental component of a school governance structure; parents elect trustees to serve on their behalf and to represent their interests. (2) 2000 2e phase

In closing, it seems reasonable to consider the question of the funding provided for under this special agreement in the event that, for some unforeseen reason, the school board is delayed in start-up and is therefore only able to function for part of 1997-98. There will be a need for planning and time to evolve a vision for the French language system. Such matters may affect the school board's ability to move forward with plans on the schedule set out in this agreement and hence affect the school board's financial requirements for a given fiscal year. (11)

FEB 10 '97 16:49 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

We trust that the matters contained in this letter will help in our discussions during the teleconference scheduled for Wednesday, February 12. We thank you in anticipation of your consideration of these points and look forward to further discussions.

Sincerely,

Glenn Loveless, Ph.D.
Director
Division of Program Development

GL/jeb
attachment

cc Dr. Wayne F. Oakley
Mr. Patrick Balsom
Ms. Renée Keough
Mr. Bruce Hollett

DRAFT FOR DISCUSSION PURPOSES ONLY

**Federal-Provincial Special Agreement on Francophone School Governance
Six Year Budget Forecast**

One-Time Implementation Costs

Information Technology \$ 50,000.00
(acquire equipment and set up computer network between schools and district office and provide training)

Pedagogical Resource Centre \$200,000.00
(acquire and classify learning resources)

Capital \$250,000.00
(renovate facilities to appropriate standards)

Promotion/Information/Advertising/Recruitment \$ 50,000.00
(promote French language education to "right holders" through a variety of approaches including printed materials, media and community consultations and meetings; and advertise employment and recruit personnel)

Total \$550,000.00

	97/98	98/99	99/2000	2000/01	2001/02	2002/03
Personnel						
Director General	\$ 75,000	\$75,000	\$75,000	\$75,000	\$75,000	\$75,000
Program Coordinator	62,000	62,000	62,000	62,000	62,000	62,000
Administrative Sec.	28,000	28,000	28,000	28,000	28,000	28,000
Learning Resources						
Distribution Tech.	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000
Pedagogical Resource						
Centre Unit/Tech.	50,000	50,000	25,000	25,000	-----	-----
Student/Teacher Asst.	75,000	75,000	45,000	30,000	15,000	-----
School Board Operations						
Rent	\$ 30,000	\$30,000	\$30,000	\$30,000	\$30,000	\$30,000
Communications	14,000	14,000	14,000	14,000	14,000	14,000
Board Meetings	50,000	50,000	30,000	30,000	30,000	30,000
Travel	30,000	30,000	25,000	25,000	20,000	20,000
Administration Costs	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000
Office Equipment	100,000	-----	-----	-----	-----	-----
Services						
Student Transport	\$80,000	\$80,000	\$60,000	\$40,000	\$20,000	\$20,000
Translation svcs.	30,000	20,000	10,000	5,000	5,000	-----
Professional svcs.	20,000	10,000	10,000	5,000	5,000	-----
Student Support svcs.	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	-----
Financial Admin.	22,000	22,000	22,000	22,000	22,000	22,000
Honoraria Special						
Duties	15,000	15,000	-----	-----	-----	-----
Programs						
Literacy/						
Refrancization	\$120,000	\$120,000	\$90,000	\$90,000	\$60,000	\$60,000
Socio-cultural						
Animation	48,000	48,000	40,000	40,000	32,000	32,000
Yearly Totals	\$989,000	\$869,000	\$706,000	\$661,000	\$558,000	\$483,000
Grand Total	\$4,266,000					
	550					
	4,816,000					

FEB 10 '97 16:50 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

DRAFT FOR DISCUSSION PURPOSES ONLY

**Federal-Provincial Special Agreement on Francophone School Governance
Budget Proposal Year One**

Personnel

Director general (chief executive officer)	\$ 75,000.00
Program Coordinator unit non-designated (may serve to coordinate student support services on a contractual basis)	\$ 62,000.00
Administrative Secretary	\$ 28,000.00
Learning Resources Distribution Technician (provide services in French to the Commission scolaire provinciale francophone by the Depart- ment's Learning Resources Distribution Centre)	\$ 40,000.00
Pedagogical Resource Centre Unit (set up and provide administrative services for an initial term at a resource centre)	\$ 50,000.00
5 Student/Teacher Assistants (provide instructional support to teachers and students)	\$ 75,000.00

Total **\$330,000.00**

School Board Operations

Rent (lease office space)	\$ 30,000.00
Communications	\$ 14,000.00
Board Meetings	\$ 50,000.00
Travel (director general and staff)	\$ 30,000.00
Administration Costs	\$ 50,000.00
Office Equipment (furniture, photocopiers, facsimile machines, and telephones for schools and school board office)	\$100,000.00

Total **\$274,000.00**

330
274
604

DRAFT FOR DISCUSSION PURPOSES ONLY**Federal-Provincial Special Agreement on Francophone School Governance**

One-Time Implementation Costs

Information Technology \$ 50,000.00

(acquire equipment and set up computer
network between schools and district
office and provide training)

Pedagogical Resource Centre \$200,000.00
(acquire and classify learning resources)

Capital \$250,000.00
(renovate facilities to appropriate standards)

Promotion/Information/Advertising/Recruitment \$ 50,000.00
(promote French language education to "right
holders" through a variety of approaches including
printed materials, media and community
consultations and meetings; and advertise employment
and recruit personnel)

Total \$550,000.00

DRAFT FOR DISCUSSION PURPOSES ONLY

**Federal-Provincial Special Agreement on Francophone School Governance
Budget Proposal
Summary**

One-Time Implementation Costs	\$ 550,000.00
Budget Year One	\$ 989,000.00
Budget Year Two	\$ 869,000.00
Budget Year Three	\$ 706,000.00
Budget Year Four	\$ 661,000.00
Budget Year Five	\$ 558,000.00
Budget Year Six	\$ 483,000.00

Grand Total	\$4,266,000.00
	<u>550,000</u>
	4,216,000

FEB 10 '97 16:51 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

Services

Student Transportation (access to Mainland from Black Duck Brook and Cape St. George, and to St. John's from areas outside the urban transportation service and access from areas usually served by school transportation in Labrador City-Wabush and Happy Valley - Goose Bay)	\$ 80,000.00
Translation Services	\$ 30,000.00
Professional Services (purchase professional and legal services)	\$ 20,000.00
Student Support Services (purchase on a contractual basis to address school-based needs)	\$ 50,000.00
Financial Administration (purchase on a contractual basis financial management services, bookkeeping and payroll)	\$ 22,000.00
Honoraria Special Duties (remuneration to school principals for special duties related to the enhanced role of the school in the minority-language community)	\$ 15,000.00
Total	\$217,000.00

Programs

Literacy/Refrancization (provide language development experiences to prepare children for French- language schooling and to help learners re-acquire proficiency in French)	\$120,000.00
Socio-cultural Animation (provide support for cultural activities which enhance and reinforce French language education and promote cultural identity)	\$ 48,000.00
Total	\$168,000.00
Total Budget Year One	\$989,000.00

FEB 10 '97 16:51 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

DRAFT FOR DISCUSSION PURPOSES ONLY

**Federal-Provincial Special Agreement on Francophone School Governance
Budget Proposal Year Two**

Personnel

Director general
(chief executive officer) \$ 75,000.00

Program Coordinator unit
non-designated (may serve to coordinate
student support services on a contractual basis) \$ 62,000.00

Administrative Secretary \$ 28,000.00

Learning Resources Distribution Technician
(provide services in French to the Commission
scolaire provinciale francophone by the Depart-
ment's Learning Resources Distribution Centre) \$ 40,000.00

Pedagogical Resource Centre Unit
(set up and provide administrative services for
an initial term at a resource centre) \$ 50,000.00

5 Student/Teacher Assistants
(provide instructional support to teachers and
students) \$ 75,000.00

Total \$330,000.00

School Board Operations

Rent
(lease office space) \$ 30,000.00

Communications \$ 14,000.00

Board Meetings \$ 50,000.00

Travel
(director general and staff) \$ 30,000.00

Administration Costs \$ 50,000.00

Total \$174,000.00

1
230
144
—
504

Services

Student Transportation \$ 80,000.00
(access to Mainland from Black Duck Brook and Cape St. George, and to St. John's from areas outside the urban transportation service and access from areas usually served by school transportation in Labrador City-Wabush and Happy Valley - Goose Bay)

Translation Services \$ 20,000.00

Professional Services \$ 10,000.00
(purchase professional and legal services)

Student Support Services \$ 50,000.00
(purchase on a contractual basis to address school-based needs)

Financial Administration \$ 22,000.00
(purchase on a contractual basis financial management services, bookkeeping and payroll)

Honoraria Special Duties \$ 15,000.00
(remuneration to school principals for special duties related to the enhanced role of the school in the minority-language community)

Total \$197,000.00

Programs

Literacy/Refrancization \$120,000.00
(provide language development experiences to prepare children for French-language schooling and to help learners re-acquire proficiency in French)

Socio-cultural Animation \$ 48,000.00
(provide support for cultural activities which enhance and reinforce French language education and promote cultural identity)

Total \$168,000.00

Total Budget Year Two \$869,000.00

FEB 10 '97 16:52 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

DRAFT FOR DISCUSSION PURPOSES ONLY

**Federal-Provincial Special Agreement on Francophone School Governance
Budget Proposal Year Three**

Personnel

Director general
(chief executive officer) \$ 75,000.00

Program Coordinator unit
non-designated (may serve to coordinate
student support services on a contractual basis) \$ 62,000.00

Administrative Secretary \$ 28,000.00

Learning Resources Distribution Technician
(provide services in French to the Commission
scolaire provinciale francophone by the Depart-
ment's Learning Resources Distribution Centre) \$ 40,000.00

Pedagogical Resource Centre Technician
(provide administrative support and
operate lending service) \$ 25,000.00

4 Student/Teacher Assistants
(provide instructional support to teachers and
students) \$ 45,000.00

Total \$275,000.00

School Board Operations

Rent
(lease office space) \$ 30,000.00

Communications \$ 14,000.00

Board Meetings \$ 30,000.00

Travel
(director general and staff) \$ 25,000.00

Administration Costs \$ 50,000.00

Total \$149,000.00

11
275
149
424

FEB 10 '97 16:52 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

Services

Student Transportation \$ 60,000.00
(access to Mainland from Black Duck Brook and Cape St. George, and to St. John's from areas outside the urban transportation service and access from areas usually served by school transportation in Labrador City-Wabush and Happy Valley - Goose Bay)

Translation Services \$ 10,000.00

Professional Services \$ 10,000.00
(purchase professional and legal services)

Student Support Services \$ 50,000.00
(purchase on a contractual basis to address school-based needs)

Financial Administration \$ 22,000.00
(purchase on a contractual basis financial management services, bookkeeping and payroll)

Total \$152,000.00

Programs

Literacy/Refrancization \$ 90,000.00
(provide language development experiences to prepare children for French-language schooling and to help learners re-acquire proficiency in French)

Socio-cultural Animation \$ 40,000.00
(provide support for cultural activities which enhance and reinforce French language education and promote cultural identity)

Total \$130,000.00

Total Budget Year Three \$706,000.00

DRAFT FOR DISCUSSION PURPOSES ONLY**Federal-Provincial Special Agreement on Francophone School Governance
Budget Proposal Year Four****Personnel**

Director general (chief executive officer)	\$ 75,000.00
Program Coordinator unit non-designated (may serve to coordinate student support services on a contractual basis)	\$ 62,000.00
Administrative Secretary	\$ 28,000.00
Learning Resources Distribution Technician (provide services in French to the Commission scolaire provinciale francophone by the Depart- ment's Learning Resources Distribution Centre)	\$ 40,000.00
Pedagogical Resource Centre Technician (provide administrative support and operate lending service)	\$ 25,000.00
3 Student/Teacher Assistants (provide instructional support to teachers and students)	\$ 30,000.00

Total **\$260,000.00**

School Board Operations

Rent (lease office space)	\$ 30,000.00
Communications	\$ 14,000.00
Board Meetings	\$ 30,000.00
Travel (director general and staff)	\$ 25,000.00
Administration Costs	\$ 50,000.00

Total **\$149,000.00**

1
260
149
409

FEB 10 '97 16:53 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

Services

Student Transportation \$ 40,000.00
(access to Mainland from Black Duck Brook
and Cape St. George, and to St. John's from
areas outside the urban transportation service
and access from areas usually served by school
transportation in Labrador City-Wabush
and Happy Valley - Goose Bay)

Translation Services \$ 5,000.00

Professional Services \$ 5,000.00
(purchase professional and legal services)

Student Support Services \$ 50,000.00
(purchase on a contractual basis to address
school-based needs)

Financial Administration \$ 22,000.00
(purchase on a contractual basis financial
management services, bookkeeping and payroll)

Total \$122,000.00

Programs

Literacy/Refrancization \$ 90,000.00
(provide language development
experiences to prepare children for French-
language schooling and to help learners
re-acquire proficiency in French)

Socio-cultural Animation \$ 40,000.00
(provide support for cultural activities which
enhance and reinforce French language
education and promote cultural identity)

Total \$130,000.00

Total Budget Year Four \$661,000.00

DRAFT FOR DISCUSSION PURPOSES ONLY**Federal-Provincial Special Agreement on Francophone School Governance
Budget Proposal Year Five****Personnel**

Director general (chief executive officer)	\$ 75,000.00
Program Coordinator unit non-designated (may serve to coordinate student support services on a contractual basis)	\$ 62,000.00
Administrative Secretary	\$ 28,000.00
Learning Resources Distribution Technician (provide services in French to the Commission scolaire provinciale francophone by the Depart- ment's Learning Resources Distribution Centre)	\$ 40,000.00
2 Student/Teacher Assistants (provide instructional support to teachers and students)	\$ 15,000.00
Total	\$220,000.00

School Board Operations

Rent (lease office space)	\$ 30,000.00
Communications	\$ 14,000.00
Board Meetings	\$ 30,000.00
Travel (director general and staff)	\$ 20,000.00
Administration Costs	\$ 50,000.00
Total	\$144,000.00

220
144
364

FEB 10 '97 16:53 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

Services

Student Transportation \$ 20,000.00
(access to Mainland from Black Duck Brook
and Cape St. George, and to St. John's from
areas outside the urban transportaion service
and access from areas usually served by school
transportation in Labrador City-Wabush
and Happy Valley - Goose Bay)

Translation Services \$ 5,000.00

Professional Services \$ 5,000.00
(purchase professional and legal services)

Student Support Services \$ 50,000.00
(purchase on a contractual basis to address
school-based needs)

Financial Administration \$ 22,000.00
(purchase on a contractual basis of financial
management services, bookkeeping and payroll)

Total \$102,000.00

Programs

Literacy/Refrancization \$ 60,000.00
(provide language development
experiences to prepare children for French-
language schooling and to help learners
re-acquire proficiency in French)

Socio-cultural Animation \$ 32,000.00
(provide support for cultural activities which
enhance and reinforce French language
education and promote cultural identity)

Total \$ 92,000.00

Total Budget Year Five \$558,000.00

FEB 10 '97 16:54 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

DRAFT FOR DISCUSSION PURPOSES ONLY

**Federal-Provincial Special Agreement on Francophone School Governance
Budget Proposal Year Six**

Personnel

Director general (chief executive officer)	\$ 75,000.00
Program Coordinator unit non-designated (may serve to coordinate student support services on a contractual basis)	\$ 62,000.00
Administrative Secretary	\$ 28,000.00
Learning Resources Distribution Technician (provide services in French to the Commission scolaire provinciale francophone by the Depart- ment's Learning Resources Distribution Centre)	\$ 40,000.00

Total **\$205,000.00**

School Board Operations

Rent (lease office space)	\$ 30,000.00
Communications	\$ 14,000.00
Board Meetings	\$ 30,000.00
Travel (director general and staff)	\$ 20,000.00
Administration Costs	\$ 50,000.00

Total **\$144,000.00**

205
144
349

*FEB 10 '97 16:54 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

Services

Student Transportation (access to Mainland from Black Duck Brook and Cape St. George, and to St. John's from areas outside the urban transportation service and access from areas usually served by school transportation in Labrador City-Wabush and Happy Valley - Goose Bay)	\$ 20,000.00
Financial Administration (purchase on a contractual basis of financial management services, bookkeeping and payroll)	\$ 22,000.00
Total	\$ 42,000.00

Programs

Literacy/Refrancization (provide language development experiences to prepare children for French- language schooling and to help learners re-acquire proficiency in French)	\$ 60,000.00
Socio-cultural Animation (provide support for cultural activities which enhance and reinforce French language education and promote cultural identity)	\$ 32,000.00
Total	\$ 92,000.00

Total Budget Year Six	\$483,000.00
------------------------------	---------------------

MEMORANDUM TO THE HONOURABLE SHEILA COPPS

**FUNDING STRATEGY AND SPECIAL AGREEMENT FOR THE
IMPLEMENTATION OF FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE IN
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR**

(Decision Sought)

SUMMARY

- Approval of the funding strategy for Francophone school governance in Newfoundland and Labrador.
- Your participation in February 28 ceremony for signing of the Canada-Newfoundland and Labrador Special Agreement on the implementation of Francophone school governance.
- Signing of the commitment letter to the Honourable Roger Grimes, Minister of Education.

Background

- In 1993, Cabinet approved a \$112 million envelope for the implementation of school governance and postsecondary education special measures in order to encourage provinces and territories to provide the Francophone parents with the governance of their own schools according to Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedom*.
- To date, under the Special Measures, Alberta, Saskatchewan, Manitoba and Nova Scotia have signed special agreements on Francophone school governance.

Newfoundland and Labrador

- Newfoundland and Labrador has undertaken a complete reform of its education system. On December 19, 1996, the province passed a new Schools Act to proceed with its reform and will amend the new Act in the spring of 1997 to give effect to its decision on implementing the governance of Francophone schools.
- The Francophone school governance measures anticipated by the province, including the creation of a "Commission scolaire provinciale Francophone", are based on the Charbonneau report, a document resulting from a consultation project led by the Fédération des parents francophone de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL).
- Following negotiations with the Department of Education of Newfoundland and Labrador, we are in a position to recommend a total federal contribution of \$3 612 000 over a period of six years, which will represent 75 per cent of the total budget. Newfoundland and Labrador will contribute \$1 204 000 or 25 per cent. At the beginning of the negotiations, the province had requested a federal share of 90 per cent.
- The federal contribution over six years will be provided as follows:
 1. **Canada-Newfoundland and Labrador Special Agreement for the Implementation of Francophone School Governance**

This Special Agreement falls under the Special Measures for School Governance and Postsecondary Education and amounts to two million dollars (\$2 000 000) over two years until 1999.
 2. **Official Languages in Education Program**

Under this Program, a complementary contribution of \$1 612 000 will be provided under the Minimum Guarantee and Supplementary Funds categories from 1997-98 to 2002-03. This contribution will be provided from the regular funds of the Program, which will be reserved for that purpose.

Considerations

- The province accepts the approach taken by Canadian Heritage regarding allocation of funds over the six-year period: the Special Agreement which will provide \$2 million over two years and a commitment letter which establishes the basis of multiyear funding under the Official Languages in Education Program. The letter is intended to assure Newfoundland and Labrador that Canadian Heritage will support the province throughout the implementation period and does not commit the department over and above the regular funds of the OLE Program. It is understood that the funding remains subject to maintenance of the current and forecasted budgetary levels until March 31, 1998 and to the renewal of the Program as of April 1, 1998.
- The implementation plan submitted by the province does not include possible capital projects. It is understood, however, that the "Commission scolaire Francophone provinciale" will deal with the issue once it is set up.
- The province has consulted the parents organization prior to signing the Special Agreement and has informed us that the community's reaction to the draft agreement was positive.
- The signing ceremony is planned for February 28, 1997. The Sequence of Events was forwarded to you separately.
- A joint press release, which will be issued on the signing of the Special Agreement, will be submitted to you for your approval separately.

Recommendations

- If you agree with the proposed funding strategy for the implementation of the Francophone school governance in Newfoundland and Labrador, we recommend:
 - that you sign this note;
 - that you sign the enclosed commitment letter which will be presented to Mr. Grimes at the signing ceremony;
 - that you approve the agreement text; and

- 4 -

- ° that you participate in a ceremony for the signing of the *Canada-Newfoundland Special Agreement for the Implementation of the Francophone School Governance* on February 28, 1997.

Suzanne Hurtubise

Attachments

Canada-Newfoundland Special Agreement for the Implementation of the Francophone School Governance

Commitment letter and table

Questions and Answers

I approve funding strategy: _____
Sheila Copps

Prepared by:

Sylvie Rochette, Official Languages Support Programs Branch, (819) 997-7580

Norman Moyer, Citizenship and Canadian Identity Programs, (819) 994-2164

Facsimile Transmission/Télécopie

8122-7-²~~4~~-96

Department of Education
Language Programs Section
P.O. Box 8700
St. John's, NF A1B 4J6
Telephone: (709) 729-2741
Fax: (709) 729-4845

Ministère de l'Éducation
Elaboration des programmes
C.P. 8700
St. John's, Terre-Neuve A1B 4J6
Téléphone: (709) 729-2741
Télécopieur: (709) 729-4845

Date: Nov 27 1996To/Destinataire: Elise HockmanFax #/N° de télécopieur: 019 953-6580From/De: Patrick BuissonOriginal to follow: yes ☐ no ☒Envoi de l'original: oui ☐ non ☐

Comments/Commentaires:

Elise,
As discussed yesterday with budget which was received in
the morning.
Best wishes.

Patrick

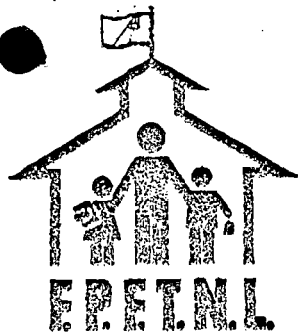
This transmission contains 43 sheet(s), including this page.

Cet envoi contient _____ page(s), incluant cette page.



NOV 27 '96 12:10

FROM LANGUAGE-PROGRAMS



La Fédération des Parents Francophones de Terre-Neuve et du Labrador

265, rue Duckworth, St. Jean (Terre-Neuve) A1C 1G9
Bureau: (709) 722-7669 Télécopieur: (709) 722-7696

Du rêve à la réalité:

Une Commission scolaire francophone provinciale
pour Terre-Neuve et le Labrador

Recommandations
au
Ministère de l'éducation de
Terre-Neuve et du Labrador
21 novembre 96

Présentées par:
La Fédération des parents francophones de
Terre-Neuve et du Labrador
(FPFTNL)

Table des matières

Chapitre	Page
Introduction.....	1
I Les Consultations régionales	
a) Les objectifs de la consultation et le compte rendu.....	2
b) La structure démocratique.....	3
c) Le conseil d'école.....	4
d) Le partage des pouvoirs.....	6
e) La mission.....	6
f) En conclusion, quelques principes directeurs.....	7
II. La structure administrative	
a) Le personnel.....	8
b) Le siège social.....	9
c) La philosophie de gestion.....	9
d) L'organigramme.....	11
e) Conclusion.....	12
III. La mise en oeuvre	
a) Le conseil provisoire.....	13
b) Le personnel.....	13
c) Principes / ressources humaines.....	14
d) Le transfert des équipements et des immobilisations.....	14
e) Échéanciers.....	16
f) En guise de conclusion.....	17
V. Conclusion.....	18

BEST AVAILABLE COPY

1

Introduction

Ce rapport présente le modèle de gestion scolaire que la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador propose au gouvernement provincial. Ce document présente et décortique la structure de gestion scolaire francophone homogène et provinciale préconisée par la FPFTNL.

Ces recommandations font suite à une consultation de la population francophone. Cette consultation fut dirigée par notre consultant en gestion scolaire et orchestrée en deux temps: une première eu lieu en août dans toutes les communautés scolaires de la province et la deuxième pris place en septembre. Cette dernière réunissait des parents, enseignants, directeurs, professionnels de l'éducation et représentants d'organismes. Ces personnes ont mis à notre disposition leur bagage académique et professionnel pour ainsi proposer unanimement une structure scolaire fonctionnelle et capable de répondre aux besoins de la francophonie à Terre-Neuve et au Labrador.

Le document qui suit vous propose donc un compte-rendu des Consultations régionales, la structure administrative recherchée et les grandes lignes de la mise en oeuvre de cette gestion scolaire. Ces recommandations proposent les principes de base que nous voulons voir s'inscrire dans la loi scolaire habilitante. Les budgets proposés à cette structure administrative seront présentés dans un deuxième temps aussitôt que les deux parties le jugeront opportun. Cependant, selon l'échéancier suggéré en page 17, nous visons janvier 97.

Nous invitons donc le lecteur à prendre connaissance de ce compte-rendu de consultation, en gardant à l'esprit que l'application de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, au delà des considérations légales et constitutionnelles, doit se faire d'une façon réaliste, en harmonie, pour le mieux être d'enfants aux besoins d'apprentissage particuliers.

Chapitre I

Les consultations régionales

Les consultations régionales devaient permettre d'informer les parents sur les derniers développements dans le dossier de la gestion scolaire tout en leur permettant de faire valoir leurs préoccupations et leurs attentes en ce qui a trait à la mise en place du Conseil scolaire provincial, sa structure, son organigramme et son financement.

Les consultations se sont déroulées entre le 25 et le 29 août 1996. Elles ont pris place à Saint-Jean, à Goose Bay, à Labrador City et, pour les résidents intéressés de la péninsule de Port-au-port, à La Grand'Terre. Une deuxième consultation, réunissant un nombre représentatif des comités de parents et d'intervenants du milieu scolaire, a eu lieu les 19, 20 et 21 septembre dernier. Ce groupe a pris connaissance du consensus dégagé au plan régional et apporté les corrections nécessaires et définitives au modèle proposé.

a.1) Les objectifs de la consultation:

Les participants ont donc pu faire valoir leurs points de vues sur le concept de la gestion scolaire et sur ce que cela représentait pour chacune des communautés. Par la suite, les parents ont exprimé leurs opinions sur les structures démocratiques, administratives et financières qui refléteraient le mieux leur situation particulière et, de cette façon, corriger les imperfections, parfois évidentes du système.

a.2) Compte rendu des consultations:

Dans un premier temps, il importe de souligner la sérénité et l'enthousiasme avec lesquels l'ensemble des participants ont abordé la question de la gestion scolaire. Il nous a semblé évident que l'annonce du Ministre et la modification de la Loi scolaire, adoptée lors de l'été dernier, ont éliminé toute confusion, incertitude ou appréhension que la démarche de lobby intensif entreprise par la FPFTNL aurait pu soulever.

Maintenant confirmé par le gouvernement, il semble en effet que tous les parents concernés, y compris ceux de mariages mixtes ayant moins d'affinité avec la langue française, abordent cette question du Conseil scolaire provincial avec une confiance renouvelée relevant maintenant de l'action légitime. Il ne s'agit plus de confronter les autorités. Le dossier n'est donc plus controversé.

Fait intéressant, plusieurs personnes, qui au fil des années se sont inscrites en faux par rapport à

l'action des parents et qui ont déploré l'intransigeance des organismes francophones, s'affichent maintenant comme des partisans de la reconnaissance des droits de l'article 23. Ce phénomène se retrouve dans toutes les régions visitées. Cette constatation prend d'autant plus d'importance qu'elle met en évidence le consensus que plusieurs ont toujours cru possible et ce, même dans une Province au nombre d'ayants droit relativement modeste et dispersés sur le territoire. Cela confirme en effet qu'en faisant l'offre active aux parents, le succès du projet scolaire est garanti.

Mais au-delà de ce long préambule, il importe de retenir les consensus qui se dégagent en terme de structure démocratique; de partage de pouvoir; d'organigramme; des ressources humaines et matérielles nécessaires pour assurer le succès du projet.

Les pages qui suivent présentent la teneur des recommandations reçues des parents et des autres membres consultés sur la structure démocratique.

b) La structure démocratique:

La Commission scolaire provinciale

Il s'agit du consensus le plus évident et le plus solide de toute la consultation.

Tous désirent une Commission scolaire provinciale fonctionnelle, qui permette à chacune des régions de faire valoir leurs particularités dans la gestion au jour le jour des écoles.

En ce sens, le modèle retenu prévoit la mise en place d'un Conseil d'administration provincial dont la représentation, par école, fait en sorte que l'ensemble des situations particulières de la Province seront tenues en ligne de compte.

Cette Commission scolaire devra se rencontrer au minimum deux fois par année et assumer l'ensemble des pouvoirs normalement dévolus à tout Conseil scolaire Terre-Neuvien et Labradorien.

Parallèlement, un comité exécutif formé d'un président, vice-président et du secrétaire trésorier verra au fonctionnement normal du système.

Cette Commission sera composée de deux représentants bénévoles par école française, nommés par le Comité d'école responsable. Par école, nous entendons: classe ou programme, section ou école où l'enseignement est dispensé en français langue première.

Sa langue de fonctionnement est le français. D'ailleurs, la langue d'usage reconnue par la Loi ou les règlements sera le français. Ce qui ne veut pas dire pour autant que ce système ne permette pas une communication adéquate avec les parents de langue anglaise.

Cette Commission scolaire devra avoir un pouvoir exclusif dans les domaines de gestion suivants: l'élaboration et la négociation du budget; l'établissement des priorités; l'embauche d'une direction générale.

La Commission scolaire sera structurée de façon telle qu'elle devra soutenir l'activité de quatre conseils d'écoles. Il y en aura donc un pour Saint-Jean; un autre pour Happy Valley - Goose Bay; et un à Labrador City - Wabush. Pour la côte Ouest, un Conseil d'écoles représentera les intérêts des communautés francophones de Cap Saint-Georges, de La Grand'Terre et de l'Anse à Canard.

Soulignons enfin que cette Commission scolaire devra être non-confessionnelle. Ce sujet n'a pas véritablement fait l'objet de consultations. Nous constatons toutefois que l'église catholique anglophone pourra difficilement s'arrimer à un système strictement francophone. Tout en s'assurant que les Conseils d'écoles puissent offrir des cours de religion, il y a lieu de créer une commission provinciale sur une base essentiellement linguistique.

c) Le Conseil d'école

Le Conseil d'école est formé de sept bénévoles élus par les parents de la communauté dont les enfants sont inscrits à un programme en français langue première, de la pré-maternelle à la douzième année.

Il s'adjoindra à titre de secrétaire, le coordonnateur régional et un représentant des enseignants.

La Commission scolaire francophone provinciale a l'obligation de le consulter sur toutes questions pouvant influencer le fonctionnement des écoles¹.

Le Commission scolaire provinciale peut aussi, selon le cas, déléguer des responsabilités aux comités d'écoles selon le besoin ou la situation particulière de chacun.

Le conseil d'école formé de personnes élues par les parents ayant des enfants inscrits de la pré-maternelle à la douzième année, a la responsabilité de nommer deux administrateurs par école à la Commission scolaire provinciale. Dans le cas du conseil de la péninsule de Port-au-port, il procédera donc à la nomination de quatre administrateurs à la Commission scolaire provinciale. Les parents auront d'abord procédé à l'élection d'un comité où l'ensemble des parents ayant des enfants à la pré-maternelle française langue première ou dans un programme scolaire en français langue première, auront élu sept membres au conseil représentant les intérêts des deux écoles.

¹Voir tableau 8

NOV 27 '96 12:12 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

BEST AVAILABLE COPY

5

Tableau 8

La Commission Scolaire Francophone Provinciale
La Composition du Conseil
Responsabilité: la responsabilité reconnue par la
Loi à toute Commission scolaire

4 représentants	2 représentants	2 représentants	2 représentants
Conseil d'écoles de La Péninsule (7 membres)	Conseil d'école De Labrador City (7 membres)	Conseil d'école De Goose Bay (7 membres)	Conseil d'école De la Capitale (7 membres)
+ le directeur/ coordonnateur 2 enseignants sans droit de vote	+ le directeur/ coordonnateur 1 enseignant sans droit de vote	+ le directeur/ coordonnateur 1 enseignant sans droit de vote	+ le directeur/ coordonnateur 1 enseignant sans droit de vote
École Notre-Dame du Cap Centre scolaire / communautaire St-Anne	École	École	École

Rôle du conseil d'école: Supervise l'administration immédiate de l'école:

- Participe à la sélection du directeur/coordonnateur et du personnel enseignant de l'école
- Politiques et règlements sur le fonctionnement de l'école
- Communication avec les parents
- Budget local
- Tous autres pouvoirs et responsabilités délégués par le Conseil provincial

Obligation de consulter de la part du Conseil provincial:

- Priorités et budgets
- Curriculum (programme)
- Embauche de la direction générale
- Embauche des administrateurs et du personnel enseignant et de soutien
- La conclusion d'accords pour l'enseignement et les services dispensés aux élèves de la minorité linguistique
- Transport scolaire

d) Le partage des pouvoirs

Tous les comités ont insisté pour que les conseils d'écoles puissent disposer de la plus grande marge de manoeuvre possible. Du même souffle, tous unanimement, ont souligné l'importance d'assurer la cohésion de l'organisme au plan provincial et faire en sorte que le conseil puisse maximiser l'usage de ses ressources pour le mieux être de chacun.

Donc, tous s'entendent sur les pouvoirs qui doivent être dévolus au plan provincial. Les personnes consultées soulignent que ce dernier devrait recherché la participation active des conseils locaux dans la sélection du personnel, dans la gestion des ressources locales et l'application de politiques et des curriculums en régions tout en respectant les consignes de la C.S.F.P.

Les Conseils d'écoles ne peuvent être responsables des budgets. Ils doivent compter sur le Conseil provincial pour agir dans ces questions pour le bien commun des écoles. C'est au niveau du Conseil provincial donc que les priorités de budget et nécessairement d'actions seront entérinées.

Le Conseil provincial devient en quelque sorte le lieu de médiation tout en étant le porte-parole et l'intermédiaire entre les conseils d'écoles et les instances gouvernementales.

e) La mission

L'énoncé de mission adopté par les parents se lit comme suit:

"La Commission scolaire francophone provincial a la responsabilité de gérer un système d'éducation en français langue première desservant les enfants qui se qualifient ou dont les parents se qualifient en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

La C.S.F.P. accorde la plus haute priorité à la livraison d'une éducation de grande qualité destinée à assurer l'épanouissement culturel et linguistique des communautés qu'il dessert.

Pour ce faire, il entend aussi intervenir auprès des jeunes d'âge scolaire et préscolaire et auprès des parents pour exercer ainsi les responsabilités qui lui incombent tant en terme d'animation socio-culturelle qu'en francisation."

f) En conclusion, quelques principes directeurs

De façon à guider les discussions avec le gouvernement, la FPFTNL a convenu des principes directeurs suivants:

- Exclusivité de l'éducation en français langue première de la maternelle à la douzième année pour tout le territoire provincial;
- Reconnaissance des besoins de gestion du préscolaire et des besoins de francisation aux niveaux scolaires (accueil et récupération);
- Reconnaissance de ces principes dans la loi scolaire habilitante;
- Au plan des conseils d'écoles, seuls les parents ayant des enfants de la pré-maternelle à la douzième année ont le droit de vote;
- Ils peuvent élire un parent ou son représentant;
- La langue d'usage (de travail, de communication) est le français;
- En cas d'exception, la Commission scolaire peut transiger avec les parents dans la langue anglaise;
- La Commission scolaire devra disposer du financement équitable et ce à même les fonds publics pour doter les écoles françaises d'équipement et matériel suffisants afin d'assurer le bon fonctionnement du système;
- A moins d'être la propriété de groupes communautaires francophones, les équipements et installations utilisés essentiellement par les francophones devront être la propriété de la C.S.F.P.;
- La Commission scolaire devra être non-confessionnelle et offrir des cours de religions là où il y aura une demande;
- La Commission scolaire devra être adaptée aux caractéristiques et aux besoins spécifiques de la communauté;
- La période de transition de la mise en oeuvre de la C.S.F.P. devra être flexible;
- Les membres du Conseil d'école siégeant à la Commission scolaire oeuvrent à titre d'administrateurs rémunérés, selon une ligne de conduite pré-établie.

Chapitre II

La structure administrative

La Commission scolaire provinciale sera administrée de façon à maximiser l'usage des ressources humaines au profit de chacune des communautés scolaires. On doit tenir compte des exigences particulières d'une clientèle qui a besoin d'être servie en français et qui se retrouve dispersée aux quatre coins de la province. Nous devons de plus garder à l'esprit que le coût de ce nouveau système scolaire sera plus dispendieux que celui offert à la majorité.

Entre-temps, nous constatons que le fonctionnement de cette Commission scolaire sera grandement tributaire du financement qu'il sera possible d'obtenir dans le cadre des ententes fédérale/provinciale sur les langues officielles en enseignement. Par contre, la structure administrative développée devra pouvoir survivre sans le financement du Gouvernement fédéral, advenant le cas que le fédéral se retirerait.

Cette entente permettra au conseil de disposer de la mise de fonds initiale pour faciliter sa création et d'un financement récurrent mais probablement décroissant pour subventionner son fonctionnement.

a) Le personnel

La Commission scolaire devra compter sur les services d'une direction générale et d'une secrétaire administrative.

C'est à ce niveau que sera prise en charge l'administration des questions financières et de ressources humaines, ainsi que les communications et la liaison entre le Conseil provincial, le Conseil d'école, et avec les autres intervenants concernés.

Ce bureau sera supporté par des coordonnateurs régionaux qui, agiront comme directeurs ou directrices d'école et administrateurs au service du Conseil d'école.

Cette équipe sera soutenue par les ressources de soutien administratif, nécessaires à son bon fonctionnement.

Au niveau professionnel, il importe de disposer de ressources humaines adéquates pour offrir de façon soutenue, des services en orthopédagogie, en orthophonie, en psychologie, en préscolaire, en alphabétisation, en animation socio-culturelle, en programmation, en orientation scolaire, en éducation à distance et en informatique.

b) Le siège social

Le siège social de la C.S.F.P. sera à Saint-Jean. De cette façon, il pourra établir la collaboration nécessaire avec les différents intervenants surtout, les représentants du Ministère de l'Éducation, particulièrement les fonctionnaires² appelés à soutenir activement la C.S.F.P. dans ses activités. Il aura accès plus facilement aux ressources administratives, universitaires, ou autres, normalement plus accessibles dans les centres urbains.

Mais en réalité, la C.S.F.P. aura à toute fin pratique un siège social "virtuel".

En effet, comme nous l'avons dit, le but de maximiser l'utilisation des ressources et assurer un encadrement efficace dans toutes les régions, les postes de directeurs d'école à La Grand'Terre, à Labrador City et à Saint-Jean, seront jumelés à des fonctions de coordonnateurs régionaux. Sous la responsabilité immédiate du directeur général, ils auront des champs d'expertises complémentaires tout en étant responsables d'appliquer les décisions des conseils d'écoles.

c) La philosophie de gestion

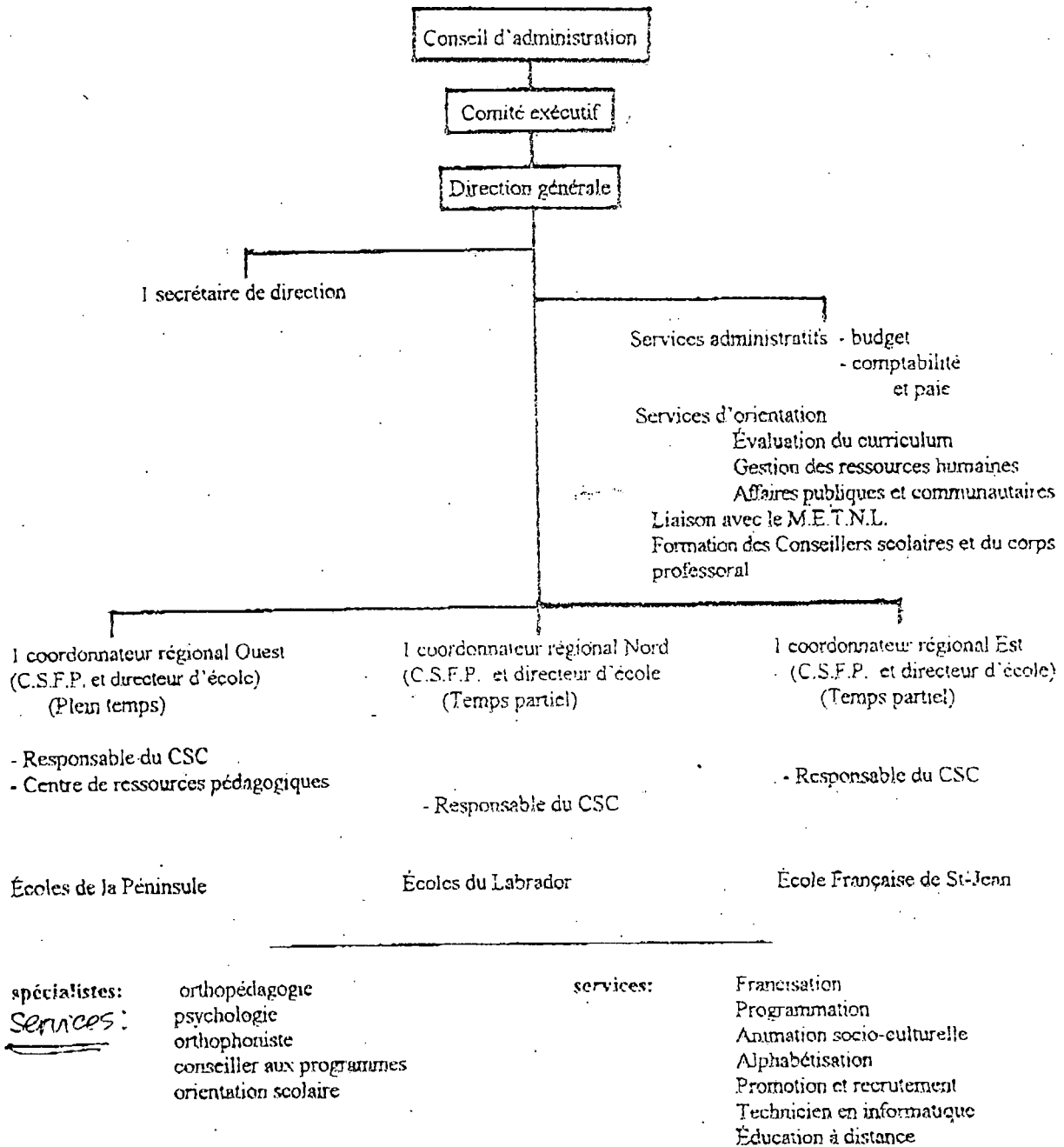
Dans une Commission scolaire dont la clientèle est éparpillée sur un aussi grand territoire, l'administration doit s'entendre sur quelques principes destinés à guider le personnel. Voici la philosophie de gestion que les parents proposent au Conseil d'administration:

- Le C.S.F.P. reconnaît l'importance d'oeuvrer au mieux être de l'ensemble des communautés scolaires de la province, quels que soient leurs nombres, leurs origines ou leurs religions;
- La C.S.F.P. reconnaît l'importance d'assurer la plus grande participation possible des parents et pour ce faire, entend mettre sur place une administration décentralisée et déléguer ainsi autant que faire se peut, ses pouvoirs en régions. Il entend donc rendre obligatoire la consultation des régions dans les domaines suivants:
 - Priorités et budgets;
 - Curriculum (programmes);
 - Embauche de la direction générale;
 - Embauche des administrateurs et du personnel;
 - Transport scolaire.

²Le METNL entend conserver le personnel présentement impliqué dans le domaine de l'enseignement en FL1. Ils seront notamment au service du Conseil scolaire pour toute question reliée à l'application des programmes d'enseignement. Selon la relation qui s'établira entre le Conseil scolaire et le Ministère, cette collaboration pourra sans doute s'étendre à d'autres champs d'activités.

- La C.S.F.P. entend fonctionner essentiellement en français tout en s'assurant d'entretenir de bonnes relations avec les intervenants anglophones, incluant les parents d'enfants étant dans l'incapacité de faire valoir leurs opinions dans cette langue;
- La C.S.F.P. entend, dans chaque région où cela s'avérera pertinent, entretenir des liens étroits avec le mouvement associatif francophone et participer pleinement à l'effort communautaire permettant à la francophonie Terre-Neuvienne et Labradorienne de s'épanouir pleinement;
- La C.S.F.P. entend prendre ses décisions pour l'intérêt commun, à base de consensus, en privilégiant la participation des conseils d'écoles;
- La C.S.F.P. entend assurer un dialogue constant entre les régions en mettant l'accent sur la transparence et une approche de gestion mettant à profit l'expertise de l'ensemble de son personnel;
- La C.S.F.P. privilégiera l'usage de la haute technologie de façon à offrir un service de grande qualité tant d'un point de vue administratif que pédagogique. Il établira des systèmes de communication destinés à assurer la cohésion de l'organisation;
- La C.S.F.P. entend assurer au personnel des conditions de travail conformes aux normes de la province dans le respect des acquis des conventions actuelles.

d) Organigramme



g) Conclusion

En guise de conclusion, rappelons ce que le rapport "Norman" stipulait sur les questions de financement³:

"Pour déterminer les mécanismes de financement d'un organisme provincial de gestion de l'éducation en français langue première, il faut absolument tenir compte des lignes directrices suivantes:

- *Les mécanismes de financement adoptés doivent prévoir un niveau de financement égal à celui qui est prévu pour la majorité, et suffisant pour permettre la gestion efficace et le bon fonctionnement scolaire français.*
- *Étant donné que le Conseil scolaire français jouera un rôle primordial dans le maintien et la promotion du français, et que cela occasionnera des dépenses supplémentaires, il est recommandé que la province tienne compte de ces coûts dans ses structures de subvention.*
- *Les nouveaux coûts spéciaux doivent être couverts avec les ressources disponibles, aux termes de nouvelles politiques provinciales, et/ou d'ententes fédérales/provinciales.*

En ce qui concerne la gestion comme telle, l'application de ces principes représentera des dépenses supplémentaires pour la création d'un poste de directeur général de district, ainsi que les réunions de l'organisme de gestion. La mise en œuvre des programmes à l'échelle provinciale occasionnera également des coûts supplémentaires."

³ Rapport Norman, page 28.

Chapitre III

La mise en oeuvre

Pour parrainer le processus de transition vers la gestion scolaire, nous proposons la nomination par le Ministre d'un Conseil provisoire provincial.

a) Le conseil provisoire

Le Conseil provisoire aura donc la responsabilité de combler le poste de la direction générale et d'amorcer le processus de transition vers le contrôle du système d'enseignement en français langue première.

Ainsi, sur recommandation des comités de parents, la FPFTNL devra présenter une liste de candidatures qui servira au Ministre de l'éducation pour nommer les membres du conseil d'administration provisoire du nouveau Conseil scolaire francophone. Ceci se fera selon le modèle proposé au gouvernement par la Fédération des Parents Francophones de Terre-Neuve et du Labrador.

Ce conseil aura les responsabilités suivantes:

- procéder à l'embauche d'une direction générale qui à son tour, recrutera une équipe de mise en oeuvre;
- finaliser le transfert de l'ensemble des budgets (les ressources matérielles et pédagogiques);
- négocier les ententes reliées tant aux ressources humaines, aux services administratifs que techniques;
- doter le conseil des équipements adéquats;
- procéder à l'embauche du personnel
- déterminer la procédure des élections scolaires selon les exigences du Ministre;
- le conseil provisoire aura, à partir de la date de sa création, un mandat de 6 mois;
- par la suite, le conseil élu mis en place devra assumer l'ensemble des pouvoirs dévolus par la Loi;
- négocier les ententes pour le transfert des propriétés;
- négocier l'achat et/ou la rénovation des établissements;

b) Le personnel enseignant et de soutien

Ce conseil devra porter une attention particulière aux transferts des ressources humaines. Cette question, délicate, mérite que nous y consacrons quelques instants de la réflexion qu'elle a suscitée lors de la consultation provinciale.

Il nous semble, dans un premier temps, qu'un mécanisme devra être établi pour clarifier les conditions de travail du personnel. Ce mécanisme devrait comporter les étapes suivantes:

- définir les conditions de travail au sein du nouveau Conseil scolaire: rencontre des représentants du personnel avec le conseil provisoire et les représentants de la "NLTA".
- sessions d'information à l'intention de l'ensemble du personnel;
- décision du personnel à savoir si ils optent pour demeurer au sein du Conseil scolaire existant (donc ne plus oeuvrer dans les écoles de la minorité) ou pour poursuivre au sein du nouveau Conseil provincial.

Le conseil provisoire devra de plus, faciliter la concertation entre les intervenants du milieu, surtout les enseignants, de façon à régulariser rapidement la situation du personnel de ces écoles.

c) Principes à reconnaître en notions de ressources humaines

- le Conseil scolaire devra reconnaître l'ensemble des acquis reconnus dans les conventions actuelles;
- le Conseil scolaire devra tenter de négocier une clause "grand-père" notamment pour ce qui a trait à la supplantation de façon à éviter que les enseignants ou employés de soutien actuellement à l'embauche des conseils scolaires anglophones n'aient éventuellement à déménager à l'extérieur de leur région d'origine.

d) Le transfert des équipements et des immobilisations

Encore une fois, au risque de se répéter, soulignons que le Conseil scolaire francophone devra recevoir l'ensemble des budgets de fonctionnement actuellement gérés par des conseils scolaires anglophones. Les transferts d'immobilisations et des équipements pourraient être problématiques. Voici un résumé des commentaires des parents su ces questions:

Matériel et équipements

Le conseil devrait recevoir l'ensemble des équipements et du matériel présentement utilisé en FL1⁴.

Nous savons toutefois que certains équipements, en certains endroits, sont présentement partagés avec les classes de la majorité. Nous constatons aussi que certaines classes sont sous-équipées, notamment en terme de bibliothèque et d'informatique.

Un budget de mise en oeuvre devrait donc être prévu à cette fin.

⁴Incluant tout le matériel: bureaux, chaises, étagères, livres, audio-visuel, etc...

Immobilisations

À maintes reprises, nous avons constaté que plusieurs élèves sont éduqués dans des locaux inadéquats. C'est le cas notamment à St-Jean et à Labrador City.

Une entente devra être conclue entre les divers paliers de gouvernement pour permettre le transfert ou l'achat de bâtiments adéquats. Ces budgets devraient tenir compte des rénovations à y effectuer et devront être gérées par la C.S.F.P.

Il est enfin convenu que le conseil provisoire aura comme responsabilité d'aller chercher les immobilisations requises pour mener à bien ce projet éducatif et maximiser les chances de réussite du nouveau système scolaire.

n) Échéanciers

Étapes de la mise en oeuvre	Intervenants	Échéanciers
Présentation des recommandations de la FPFTNL au Ministère	représentants de la FPFTNL	Novembre 1996
Rédaction du texte de loi en consultations avec le conseiller juridique de la FPFTNL	Avocats: du Ministère de la Justice et de la FPFTNL	Novembre et décembre 1996
Négociation financière dans le cadre des ententes fédérales/provinciales	METNL - Comité de négociations FPFTNL	Janvier 1997
Négociations financières dans le cadre des ententes fédérales/provinciales	METNL, comité de négociations FPFTNL, Patrimoine Canada	Mars 1997
Liste pour mises en candidature au METNL	Comité de négociations FPFTNL	Mars 1997
Nomination du conseil provisoire	METNL	Avril 1997
Rencontre du conseil provisoire et affichage du poste de direction générale	Conseil provisoire	Mai 1997
Entrevue	Comité du conseil provisoire	Juin 1997
Entrée en fonction de la direction générale	Direction générale	Août/Sept. 1997
Embauche du groupe de mise en oeuvre	Conseil provisoire et direction générale	Automne 1997
Élection du Conseil scolaire	METNL, Conseil provisoire et direction générale	Décembre 1997
Transfert des responsabilités	Conseil scolaire	Janvier 1998

g) En guise de conclusion

Pour conclure sur la mise en oeuvre et mettre en perspective les délais possibles de sa réalisation, permettez-nous de citer un dernier extrait du rapport "Norman"⁵:

Les élections des conseils scolaires, qui devaient avoir lieu en novembre 1993, ont été reportées à au moins six mois, ce qui laisse présumer que les nouveaux conseillers entreront probablement en fonction le 1er juillet 1994. Vu ce report, l'élection des membres du Conseil scolaire français pourra coïncider avec les élections des conseils scolaires en général, et la nouvelle structure de gestion pourra donc être en place à compter du 1er juillet 1994.

Le gouvernement devra annoncer sa décision d'établir un Conseil scolaire provincial francophone dans les plus brefs délais, et, le plus rapidement possible après, procéder à la préparation et à l'adoption des modifications qui doivent être apportées à la législation en vigueur.

Le ministère de l'éducation devra mettre sur pied une équipe de soutien à l'établissement du conseil, composée d'enseignants et de représentants des associations francophones de parents, du ministère de l'éducation et des conseils scolaires confessionnels, et dont le mandat sera de conseiller sur les dossiers suivants:

- programmes d'information;
- consultations avec les communautés francophones;
- dispositions pour trouver des installations;
- établissement des bureaux et des systèmes nécessaires;
- ressources humaines;
- dispositions concernant les programmes, les classes d'accueil, etc...;
- préparation du budget.

Toutes les écoles dispensant un enseignement en français langue première devraient relever de la compétence du Conseil scolaire français à compter de septembre 1994.

⁵ Version française, pages 28 et 29.

BEST AVAILABLE COPY

Conclusion

Et le financement...

En ces temps de compressions budgétaires, la question la plus controversée dans la mise en oeuvre des droits de l'article 23, celle qui pourrait ralentir le processus, est sans aucun doute reliée aux coûts associés à la création d'un Conseil scolaire provincial francophone.

Il faut toutefois nuancer cette problématique des coûts d'un pareil système, en tenant compte tout autant des questions relatives aux droits prévus à l'article 23 que du contexte particulier dans lequel évoluent les communautés francophones de la province.

Il faut aussi tenir compte des diverses sources de financement disponibles et se rappeler que le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador assurent son fonctionnement, en grande partie, grâce à l'aide d'un financement important en provenance d'Ottawa.

Le droit

Les décisions de la Cour Suprême du Canada sont sur ce point très claires. La minorité doit être en mesure de compter sur un système qui produira des résultats à tout le moins comparables à ceux constatés chez la population en général. Le Ministère de l'Éducation doit donc offrir une solution viable. Cela veut dire, dans certains cas, que les coûts devront sans aucun doute être supérieurs à ceux constatés dans le système de la majorité anglophone.

La jurisprudence sur l'article 23 est donc sans équivoque.

Soulignons de plus qu'un nombre croissant d'organismes considèrent avoir recours à l'article 24 de la Charte où il est possible de demander la réparation des torts causés par l'inaction des Gouvernements.

Le contexte franco-Terre-Neuvien

La dispersion est sans doute la première considération dont il faut tenir compte. Les distances entre les différentes communautés sont réelles et font en sorte que les frais de coordination et de déplacements sont importants.

BEST AVAILABLE COPY

19

Le peu de ressources francophones du milieu de l'éducation en est une autre. Le nouveau Conseil scolaire ne pourra pas tirer profit d'achats de services des autres commissions scolaires. La très grande majorité de ces ressources ne sont pas disponibles en français. Il lui faudrait faire affaires avec des conseils scolaires des provinces maritimes.

Le peu de financement disponible à l'extérieur de celui du gouvernement fédéral entre aussi en ligne de compte. Il est en effet pratiquement impossible que ce soit par don, activités de prélèvement de fonds ou en frappant aux portes des autres ministères de financer toutes activités sortant de l'ordinaire scolaire.

La collaboration et la concertation des associations

Quelques activités proposées au budget du Conseil scolaire pourraient sans doute faire l'objet d'un financement communautaire. Il nous semble en effet qu'un effort sérieux devrait être fait pour mieux coordonner les actions des différents groupes francophones et du Ministère de l'Éducation pour maximiser les effets du système scolaire en FL1.

Nous croyons en effet que les organismes francophones devraient prioriser le dossier scolaire dans leurs activités d'animation socio-culturelles et de développement communautaire.

Nous avons fait allusion à la discordance qui existe entre les besoins des parents francophones et les activités organisées par certains organismes.

? || Nous croyons que l'entente Canada-Communauté devrait tenter de corriger cette situation et envisager un processus d'évaluation destiné à recentrer les priorités sur l'école française.

Ceci aurait pour effet par exemple d'octroyer le financement aux activités d'animation socio-culturelles dans les écoles. Ceci aurait aussi pour effet de prioriser la mise sur pied d'écoles communautaires ou de centres communautaires et scolaires où l'activité communautaire serait intégrée aux projets scolaires.

Ceci aurait enfin pour effet de conserver une voie aux parents qui, par l'entremise d'un organisme provincial, pourraient collaborer à l'implantation de structures d'accueil et de francisation préscolaire. Ceci permettrait donc à la Fédération des parents de recevoir les fonds nécessaires pour faire la promotion et le recrutement de cette jeunesse qui obligatoirement devra passer par un réseau d'écoles françaises avant de devenir les leaders de la francophonie de demain.

|| Il existe présentement trop de duplication pour que les subventions reçues de Patrimoine Canada répondent en totalité aux besoins réels de la francophonie. Il existe d'ailleurs un comité bipartite responsable de ce dossier.

En ce sens, les subventions octroyées aux associations francophones devront l'être d'une façon telle que le projet scolaire puisse compter sur tous les appuis nécessaires pour lutter contre l'assimilation.

BEST AVAILABLE COPY

20

Et nous faisons référence à tous les appuis, tant en préscolaire, en francisation, en alphabétisation, en animation qu'en financement d'espaces communautaires au sein d'écoles françaises.

L'entente fédérale/provinciale sur les langues officielles en enseignement

Mais malgré ce long aparté, rappelons que la majorité du financement proviendra de l'entente sur les langues officielles en enseignement entre le Ministère de l'Éducation et le Ministère du Patrimoine Canadien.

À notre avis, le Ministère de l'Éducation devra éventuellement absorber les coûts de ce projet à même son propre budget. Il s'agit d'un des prix à payer pour faire partie de la confédération canadienne.

Le ministère ne pourra toutefois le faire à partir des formules de financement actuelles. Celles-ci, plus que jamais, sont conçues pour de grosses entités de gestion scolaire.

Le ministère devra aussi faire éventuellement preuve d'introspection et évaluer la pertinence de gérer au sein de son ministère, une unité sur les programmes bilingues, en grande partie financés par des revenus d'Ottawa, destinés au français langue première.

Toutes les évaluations qu'en fait la francophonie tendent à démontrer que les services du ministère, jugés excellents, ne sont pas d'une ampleur correspondant à l'extrant que les professionnels de l'éducation sont en mesure d'apprécier.

Quoiqu'il en soit, le budget de ce système scolaire semble à première vue important. Au fil des ans, à l'usage, il y aura probablement des réaménagements qui s'imposeront.

En phase d'implantation et de consolidation, il ne nous semble pas exagéré d'y investir le temps et l'argent qui garantiront le succès de l'entreprise.

Ceci nous semble d'autant plus réaliste qu'antérieurement les gouvernements ont financé des Commissions scolaires aux minorités religieuses où le coût par étudiant se rapprochait sensiblement de ceux prévus pour la francophonie.

Ceci enfin, nous semble d'autant plus acceptable que les deux niveaux de gouvernement concernés ont déjà une juste appréciation des budgets qu'il sera possible de négocier entre les paliers fédéral et provincial pour répondre aux exigences de l'article 23 et de sa jurisprudence.

Les ententes fédérale - provinciale pourraient être de cinq ans. Cinq ans dans la vie d'un jeune conseil, c'est tellement court que les gouvernements provincial et fédéral devraient s'entendre rapidement et signer un tel pacte

Si, en plus, le Ministère de l'Éducation acceptait immédiatement d'y inclure sa quote part et que le fédéral proposait de verser à l'avance les montants prévus à cette éventuelle entente, l'espoir de vie du conseil proposé aujourd'hui serait allongé d'autant...

NOV 27 '96 12:19 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

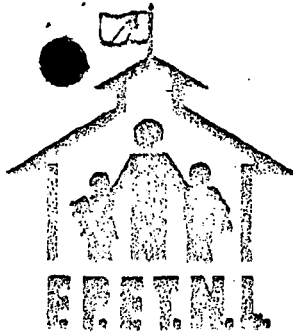
PAGE 024

BEST AVAILABLE COPY

21

Le groupe de personnes consultées a recommandé la création d'un comité de négociation qui aura comme mandat d'en venir à une entente avec le gouvernement provincial pour débattre des budgets. Les communautés ont toutes exprimé le souhait que ces négociations soient cordiales et rapides. Il faut espérer, après les tergiversations des dernières années, qu'une entente viendra sereinement clore le dossier le plus important qu'ait eu à traiter la francophonie Terre-Neuvienne et Labradorienne.

À notre avis, si en bout de ligne le Gouvernement provincial ne répond pas à l'ensemble des besoins exprimés par les parents, ces derniers n'auront d'autre choix que de réaligner leur tir.



November 25th 1996

La Fédération des Parents Francophones de Terre-Neuve et du Labrador

265, rue Dwyer, St. John (Terre-Neuve) A1C 1G9
Bureau: (709) 722-7669 Télécopieur: (709) 722-7696

CONFIDENTIAL
CONFIDENTIAL

Dr Wayne Oakley
Assistant Deputy Minister
Primary, Elementary and Secondary Education
Department of Education
Confederation Building
C.P. 8700
St. John's
A1B 4J6

Dear Dr Oakley,

Please find enclosed a summary budget and a "start-up" budget for the proposed *Commission scolaire francophone provinciale* as developed by Mr. Paul Charbonneau in his recent capacity as consultant to the Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador. We present them to you exactly as they were presented to us without modification given the time constraints expressed by you at our last meeting (on the 21 of November). Not being experts in matters of public financing of educational systems, we have not had opportunity to evaluate appropriateness of this budget. Such an exercise will have to be conducted at some point for which we expect your full assistance.

There are items, such as salaries, travel expenses, and materials, which you can readily evaluate. Others are more difficult: for instance the pedagogical resources center, publicity campaign and so on. Also, as mentioned at our meeting of Thursday past, we believe that serious consideration should be given to the remuneration of Trustees. They are matters that will require further reflection.

We reiterate that the following elements must be incorporated in the School Act itself:

- Full compliance with Article 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms;
- The *Commission scolaire* has provincial jurisdiction;
- The *Commission scolaire* has exclusive jurisdiction over all French First Language programs (K-12) in the province;
- The defining elements for the *Conseils d'écoles*;
- Roles and responsibilities of the *Commission scolaire* along with those of the *Conseils d'écoles*;
- Electoral procedures: defining who can run for office, who can vote, frequency of

BEST AVAILABLE COPY

elections, procedures for selection of the Trustees of the *Commission scolaire*;

- We view our *Commission scolaire* on linguistic terms rather than religious ones. We would greatly appreciate the School Act permitting a school board to identify itself as such. With the unfortunate options before us now, the *Commission scolaire* should be identified as non-denominational.

- French shall be the working language.

There are other matters which we have already discussed generally at our several meetings. To the extent possible the new legislation should contain provisions respecting:

- All current and proposed activities regarding pre-schools, family resource centres integrated in schools, francisation, animation soci-culturelle, and adult education. The *Commission scolaire* must have at its disposal the means to either finance or else to seek financing of these programs at all appropriate governmental agencies.

- The *Commission scolaire* must have the means to obtain specialty services (e.g. psychologist, speech pathologist, etc) or else that well-defined procedures are in place so the services can be obtained as soon as the need arises.

- The transfer and ownership of all property that has been acquired in the name of French First Language programmes must be clarified quickly. As far as we are concerned, the property should be transferred to the *Commission scolaire* at no additional cost.

- Re our current teaching staff, we must ensure full respect of their gains under the collective agreement. A "grand-father" clause will have to be negotiated. We would like for this to take place quickly so as to remove all uncertainties in this regard.

- Re continuing education of both teaching and administrative staff and for Trustees of the *Commission scolaire*, we would like to exceed (4 to 5 fold) current practices as we understand them. The budget for the *Commission scolaire* should be flexible enough to permit this.

Our objective is to make all existing French schools thriving ones and to put in place French First Language programmes in all localities where a need is clearly identified with sufficient numbers. We envision schools and a *Commission scolaire* that will grow, that will provide quality education to a community proud to be at home in Newfoundland and Labrador.

We would ask that you contact our office if you have any further questions with respect to the above. We are aware of the critical importance of clarifying these matters without delay for inclusion in the new School Act.

NOV 27 '96 12:20 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

We thank you for your attention to this matter.



for

Michel Cayouette
Président

c.c: Dr. Glenn Loveless

BEST AVAILABLE COPY

Budget

Salaires:

1 directeur général	70,000.00 \$
1 secrétaire de direction	28,000.00
1/5 coordonnateur régional ⁽¹⁾ (Saint-Jean)	13,300.00
1/5 coordonnateur régional (Labrador City)	13,300.00
3/5 coordonnateur régions ⁽²⁾ (Péninsule de Port-au-port)	39,900.00
3 X 1/4 secrétariat (3X7,000)	21,000.00
1 conseiller aux programmes ⁽³⁾	55,900.00
Total:	241,400.00
20% avantages sociaux et bénéfices marginaux	48,280.00
<u>Grand total - salaires administration:</u>	<u>289,680.00 \$</u>

(1) Calculé selon charge d'enseignant: de directeur d'école et responsabilité de coordonnateur administratif pour l'équivalent de 1 jour / semaine.
(sommet de l'échelle salariale 53,445 \$ plus prime d'assistant surintendant de 13,324 \$ X .20)

(2) Calculé selon 3/5 temps coordonnateur administratif:
(sommet l'échelle salariale 53,445 \$ plus prime d'assistant surintendant de 13,324 \$ X .60)

(3) Basé sur le salaire maximum plus prime spécialiste.

BEST AVAILABLE COPY

2

Sous-traitance ou contractuels

SCOLAIRE

Orthopédagogue/psychologue scolaire ⁽¹⁾	55,900 \$
Orientation (guidance)	6,000
Orthophoniste	10,000
Promotion/recrutement ⁽²⁾	25,000
Évaluation de programmes	8,000
Animation socio-culturelle ⁽³⁾	48,000
Services informatique (techniques et formation ⁽⁴⁾)	15,000
Supervision du programme Goose Bay ⁽⁵⁾	<u>2,000</u>
Total:	<u>169,900</u>

ADMINISTRATION

Tenue de livres et paie (informatique)	24,000 \$
Gestion du personnel - griefs, arbitrages	
Frais légaux; bureau de santé, etc...	12,000
Formation et perfectionnement (personnel et conseil)	25,000
Traduction	15,000
Honoraires professionnels	<u>20,000</u>
Total:	<u>96,000</u>

Grand total: sous-traitance ou contractuels 265,900 \$

- (1) L'équivalent d'un poste à temps plein.
- (2) Publicité, rencontre d'information, sous-traitance possible à la FPFTNL.
- (3) animateurs à temps partiel pourraient être sous la responsabilité de Franco-jeunes
- (4) Services techniques.
- (5) Achat de services à l'école anglaise ou prime à un des enseignants.

BEST AVAILABLE COPY

3

Renseignements et déplacements

2 rencontres du conseil (Côte Ouest)

Transport aérien:

7 X 700\$ X 2

9,800.00 \$

Transport terrestre:

Location de voitures

500 \$

Kilométrage et taxis

200

700.00

Hébergement:

85 \$ X 7 X 2 nuits

1,190.00

Per Diem:

35\$ X 11 personnes X 2.5

962.50

Matériel et équipement:

400.00

Total: 13,052.50

X 2 rencontres: Grand Total: 26,105.00 \$

Rencontre du comité exécutif:

1 rencontre

6,526.00 \$

Conférences téléphoniques 200 \$ X 5

1,000.00

Total: 7,526.00

Déplacements - Direction générale:

Transport aérien:

1,300 \$ X 6 tournées provinciales

7,800.00 \$

NOV 27 '96 12:21 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE.021

BEST AVAILABLE COPY

Transport terrestre:

200 \$ X 6

1,200.00

Hébergement:

85\$ X 3 nuits X 6

1,530.00

Par Diem:

35\$ X 3.5 X 6

735.00

Total:

11,265.00 \$

Déplacements de la présidence

1 tournée provinciale

1,900.00 \$

Déplacement du personnel⁽⁶⁾

6 X orthopédagogue

11,265.00 \$

3 X coordonnateur administratif

5,700.00

6 X conseiller aux programmes

11,265.00

Déplacements de Labrador City à Goose Bay

5,000.00

Total des déplacements:

25,026.00 \$

(6) Basé sur le calcul de la direction générale.

NOV 27 '96 12:22 FROM LANGUAGE-PROGRAMS
11/25/1995 16:47 7031221000

PAGE 032

BEST AVAILABLE COPY

5

Frais d'administration

Loyer⁽¹⁾

20\$ X 2,000 pi²

40,000 \$

Communications

Téléphone, télécopies, internet, etc...

1,200 \$ X 12 mois

14,400

Poste (courrier et colis, etc...)

500 \$ X 12 mois

6,000

Équipement et matériel

30,000

Papeterie et impression

30,000

Vérification et comptabilité

6,000

Total:

126,400 \$

(1) Tarif moyen de location à St-Jean.

NOV 27 '96 12:22 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE 233

BEST AVAILABLE COPY

6

TOTAL DES DÉPENSES

Salaires	289,680.00 \$
Sous-traitance ou contractuels	265,900.00
Rencontres et déplacements	75,026.00
Frais administratifs	126,400.00

Total:

757,006.00 \$

BEST AVAILABLE COPY

Budget de mise en oeuvre (6 mois)**Fonctionnement et dotation d'équipement¹**

Rencontres du conseil provisoire (3)	39,157.50 \$
Rencontres du comité(3)*	19,578.75
Frais de déplacements (8 tournées) directeur général	15,200.00
Frais de déplacements (4 tournées) coordination	<u>7,600.00</u>
	81,536.25
Équipe de mise en oeuvre:	
salaires et avantages sociaux:	
1 directeur général	35,000.00
1 secrétaire administrative	14,000.00
1 coordonnateur régional	33,000.00
bénéfices et avantages sociaux	<u>16,400.00</u>
Total: équipe de mise en oeuvre:	98,400.00
	179,936.25 \$
Équipement:	
Réseau informatique**	50,000.00 \$
Centre de ressources pédagogiques***	<u>200,000.00</u>
Total équipements:	250,000.00 \$

¹Ces montants ne tiennent pas compte des budgets nécessaires aux coûts d'immobilisation et d'équipements reliés à l'enseignement comme par exemple, les bibliothèques et matériel de classes, ou encore la mise de fonds pour l'achat d'écoles, etc...

NOV 27 '96 12:22 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE 235

BEST AVAILABLE COPY

8

Loyer	20,000.00
Frais d'administration: Achat d'équipement: Photocopies, télécopies, téléphones, informatique, bureaux, etc...	150,000.00
Promotion information: rédaction, impression et publicité, etc...	40,000.00
Frais de bureau (1/2 budget annuel)	63,200.00
Affichage des postes et coûts de participation aux entrevues	<u>60,000.00</u>

Total / mise en oeuvre:

163,135.25 \$

- Comité d'embauche et de l'exécutif.
- Bientôt l'usage de l'internet pourra être maximisé.
- Matériel et équipement (étagères, bureaux, etc...) système de classification, matériel pédagogique, etc...

25:06 13:27 0700 722 752L

CURTIS, DAVE

2001 012

BEST AVAILABLE COPY 1.

translation :BudgetSalaries:

1 superintendent	70,000.00
1 administrative secretary	28,000.00
1/5 regional coordinator ¹ (St. John's)	13,300.00
1/5 regional coordinator (Labrador City)	13,300.00
3/5 regional coordinator ² (Port-au-Port Peninsula)	39,900.00
3 x 1/4 secretariat (3 x 7,000)	21,000.00
1 programs advisor ³	55,900.00
Total:	241,400.00
20% cost of employee benefits	49,280.00
<u>Grand total - administrative salaries:</u>	<u>\$290,680.00</u>

- ¹ Calculated according to teaching duties; as school principal and responsibilities of administrative coordinator for the equivalent of one day per week. (Top of salary scale \$53,445.00 plus assistant superintendent bonus of \$13,324.00 x .20)
- ² Calculated according to 3/5 of time as administrative coordinator: (top of salary scale \$53,445.00 plus assistant superintendent bonus of \$13,324.00 x .60)
- ³ Based on the maximum salary plus specialist bonus.

11-25-96 13:27 0709 722 7521

CURTIS. DAVE

BEST AVAILABLE COPY

2.

Contractual or sub-contractual

PEDAGOGICAL

Orthopedagogue/school psychologist ¹	55,900
Guidance counsellor	6,000
Speech therapist	10,000
Promotion/recruiting ²	25,000
Program evaluation	9,000
Socio-cultural animation ³	48,000
Information services (technical & training) ⁴	15,000
Program supervisor for Goose Bay ⁵	<u>2,000</u>
Total:	<u>169,900</u>

ADMINISTRATION

Bookkeeping and payroll (information)	24,000
Personnel management - grievances, arbitration, legal fees, health, etc...	12,000
Training and follow-up (personnel and counsellor)	25,000
Translation	15,000
Professional honoraria	<u>20,000</u>
Total:	<u>\$ 26,000</u>

Grand total: contractual or sub-contractual \$ 255,900¹ The equivalent of a full time position.² Publicity, information meeting, possible sub-contract to PSETEML.³ Part-time animators could be the responsibility of Franco-Jeunes.⁴ Technical services.⁵ Cost of services from English language school or bonus to one of the teaching staff.

NOV 27 '86 12:23 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE 038

11-25-86 13:29 DT09 722 7321

CURTIS, DAWE

5

BEST AVAILABLE COPY

3.

Meetings and travel

2 meetings of the Commission (West Coast)

Airfare		
7 x \$700 x 2		\$ 9,800.00
Ground transportation		
Car rental	500	
Mileage & taxis	200	700.00
Hotel		
\$85 x 7 x 2		1,190.00
Per day:		
\$85 x 11 persons x 2.5		962.50
Material and equipment:		<u>400.00</u>
Total:		<u>13,052.50</u>
x 2 meetings: Grand Total:		<u>\$26,105.00</u>

Meeting of Executive Committee:

1 meeting		\$ 6,526.00
Teleconferences \$200 x 5		<u>\$ 1,000.00</u>
Total:		<u>7,526.00</u>

Travel - Superintendent:

Airfare:		
\$1,300 x 6 province-wide trips		\$ 7,800.00

NOV 27 '96 12:24 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE 333

BEST AVAILABLE COPY

4.

Ground transportation:	
\$200 x 6	1,200.00
Hotel:	
\$85 x 3 nights x 6	1,530.00
Per Day:	
\$25 x 3.5 x 6	<u>735.00</u>
Total:	<u>\$11,265.00</u>
Chairperson's travel	
1 provincial trip	<u>\$ 1,900.00</u>
Employees travel ⁶	
6 x orthopedagogue	11,265.00
3 x administrative coordinator	5,700.00
6 x programs advisor	<u>11,265.00</u>
Travel from Labrador City to Goose Bay	<u>5,000.00</u>
Total travel:	<u>\$73,025.00</u>

⁶ Based on the Superintendent's calculations.

NOV 27 '95 12:24 FROM LANGUAGE-PROGRAMS
11/27/1995

PAGE 240

11-23-95 13:25 2709 722 7521

CURTIS, DAVE

20

BEST AVAILABLE COPY

5.

Administrative expenses

Rent:

\$20 x 2,000 sq. ft. \$40,000

Communications

Telephone, telecopies, internet, etc..
\$1,200 x 12 months 14,400

Postage (courier & parcels etc...)

\$500 x 12 months 6,000

Equipment & material

30,000

Paper & printing

30,000

Accounting & auditing

6,000

Total: \$126,400

Average rental rate in St. John's

NOV 27 '96 12:24 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

11-25-96 13:29 2709 722 7521

CURTIS. DAVE

BEST AVAILABLE COPY

6.

TOTAL EXPENSES

Salaries	\$289,680.00
Contractual or subcontractual	265,900.00
Meetings & travel	75,025.00
Administrative costs	<u>126,400.00</u>
Total:	\$757,006.00

NOV 27 '96 12:24 FROM LANGUAGE-PROGRAMS
11/25/1996 15:47 7097227696

Page 222

11-23-96 13:29 02709 722 7321

CURTIS, DAVE

011-010

BEST AVAILABLE COPY

7.

Start-up Budget (6 months)

Functioning and supply of equipment²

Meetings of the Provisional Commission (3)	\$39,157.50
Committee meetings (3)*	19,578.75
Travel costs (8 trips) superintendent	15,200.00
Travel costs (4 trips) coordinators	<u>7,600.00</u> 571,536.25

Start-up team:

Salaries & benefits:	
1 superintendent	35,000.00
1 administrative secretary	14,000.00
1 regional coordinator	33,000.00
employee benefits	<u>15,400.00</u>
Total: start-up team:	98,400.00

\$179,936.25

² These amounts do not take into account necessary budgeting with respect to buildings and equipment costs related to programs of instruction for example, libraries, class materials, or again the establishment of funds for the purchase of schools, etc..

NOV 27 '96 12:25 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE 042

11-23-96 13:29 0709 722 7521

CURTIS, DAVE

201

BEST AVAILABLE COPY

8.

Equipment:

Information communication** \$ 50,000.00

Pedagogical resource centre*** 200,000.00

Total equipment: \$250,000.00

Rent 20,000.00

Administrative costs:

Purchase of equipment: photocopies, telecopier,
telephones, information, offices, etc.. 150,000.00

Promotion information: editing, printing
and publicity, etc... 40,000.00

Office costs (1/2 annual budget) 63,200.00

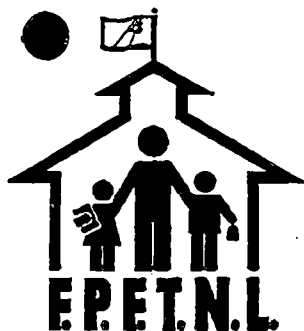
Advertising of positions and costs of
conducting interviews \$ 60,000.00

Total: start-up: \$763,133.25

* Hiring committee/executive committee

** Soon internet use can be maximized.

*** Material and equipment (offices, branches, etc...)
classification system, pedagogical material, etc...



La Fédération des Parents Francophones de Terre-Neuve et du Labrador

265, rue Duckworth, St. Jean (Terre-Neuve) A1C 1G9
Bureau: (709) 722-7669 Télécopieur: (709) 722-7696

EXPERT-CONSEIL EN GESTION SCOLAIRE

*Du rêve à la réalité: Projet de consultation et d'élaboration
d'un modèle de gestion scolaire terre-neuvien et labradorien*

Consultant: Paul Charbonneau
Durée du projet: août à décembre 1996

DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE PRÉSENTÉE
AU PATRIMOINE CANADIEN PAR LA
FÉDÉRATION DES PARENTS FRANCOPHONES DE
TERRE-NEUVE ET DU LABRADOR
(FPFTNL)

ST-JEAN (TERRE-NEUVE)
16 août 1996

INTRODUCTION

Cet été, une grande nouvelle attendait les parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador: le gouvernement avait bel et bien l'intention de reconnaître dans la législation de la province la création d'une commission scolaire francophone provinciale. Depuis, jeudi 25 juillet, les parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador peuvent se réjouir des résultats du travail acharné qu'ils ont mené pendant près de sept ans (1989, création de la FPFTNL). La communauté francophone de la province vient de vivre un moment historique. La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador accueille très positivement le fait que le gouvernement reconnaisse enfin le droit des francophones de gérer leurs écoles par la mise sur pied d'une commission scolaire francophone provinciale.

Il est cependant évident que peu de gens possède l'expertise nécessaire pour répondre adéquatement aux nombreuses questions concernant l'implantation de ce système scolaire pour les individus qui sont titulaires des droits reconnus par l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés. Par le fait même, la présentation d'un modèle de gestion scolaire (selon le modèle de commission scolaire francophone provinciale qui délègue certains pouvoirs aux conseils d'école locaux) fonctionnel et efficace pour la province demandera une étude approfondie du dossier. La FPFTNL se propose donc d'embaucher M. Paul Charbonneau pour diriger des discussions avec les parents et le gouvernement pour faire profiter de son expérience et de sa vision.

Ayant oeuvré au sein de la communauté des francophones de la province pendant 6 ans comme directeur général à la FFTNL et par la suite comme directeur général fondateur de la CNPF pendant 4 ans, M. Paul Charbonneau est sans aucun doute la personne la mieux placée pour procéder à une consultation régionale en discutant avec les parents. M. Paul Charbonneau bénéficie d'une expertise professionnelle dans le domaine de l'administration communautaire sans équivoque et a certainement fait sa marque au pays en tant qu'expert-conseil dans la planification de la mise en oeuvre de la gestion scolaire en Nouvelle-Écosse, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta.

La Fédération se propose de rencontrer le Ministère de l'Éducation pour présenter son plan de travail et les objectifs de la consultation dès le début du travail, soit le 19 août. Ce geste, espérons-le, démontrera bien la volonté des parents à collaborer le plus possible avec la province et d'impliquer le gouvernement dès le début du processus de consultation.

INTERVENTIONS ET INITIATIVES DE LA FPFTNL POUR LA PRÉPARATION À LA GESTION SCOLAIRE DANS LA PROVINCE

La Fédération des parents fera appel aux services de M. Paul Charbonneau (dès le 23 août 1996), pour élaborer un plan d'action contenu dans un rapport de consultation pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire.

Terre-Neuve et le Labrador est la dernière des provinces où cette planification à l'implantation de la gestion n'a pas encore été effectuée. La Fédération des parents souhaite ardemment établir un contact avec les autres provinces et se rendre sur place pour apprendre des erreurs et succès de ses compatriotes canadiens. Il est donc tout à l'avantage de notre organisme de prévoir le financement nécessaire afin de bénéficier de la plus grande expérience possible des autres régions du Canada. De plus, les parents d'ici ont besoin d'être inspiré en voyant de leur propres yeux, toute la gamme de possibilités offertes aux francophones vivant en milieu minoritaire. C'est en leur faisant vivre ce type d'expérience qu'ils deviendront des participants encore plus motivés et actifs au sein du développement communautaire de leur propre région.

D'autres besoins tels que ceux en communication ont été identifiés par la Fédération. Dans une province où les cinq écoles et six comités de parents locaux sont très éloignés (plusieurs centaines de kilomètres entre chacun d'eux), il est évident qu'un grand besoin de rapprochement existe. D'autre part, une communication assidue tout au long de l'année afin de véhiculer un seul et unique message sera essentielle dans un but bien précis d'informer les régions du suivi du dossier. Toujours dans la même veine, d'autres moyens devront être pensés en fonction de la spécificité propre de la communauté francophone de Terre-Neuve et du Labrador. La Fédération aura besoin de faire appel à l'expertise nécessaire, dans le domaine de la communication, pour répondre à la curiosité des médias, tant anglophones que francophones. Le grand public devra évidemment être tenu au courant du processus engendré cette année. La situation est très politique donc plutôt délicate. La haute diplomatie sera de mise dans nos communications avec les médias et dans toutes les démarches entreprises dans ce sens.

Un atelier d'information et de formation prendra place pendant la fin de semaine du 19 au 22 septembre 1996. Des experts en éducation des trois régions de la province, soit Labrador, Côte Ouest et St-Jean seront invités à l'atelier pour participer à la deuxième étape de la consultation. Les trois éducateurs représentant les trois régions mentionnées agiront à titre de personne ressource pendant cette fin de semaine de travail. Un rapport préliminaire sera présenté par le conseiller. Le modèle administratif alors présenté sera

EXPERT-CONSEIL EN GESTION SCOLAIRE

analysé par le groupe des parents présents rayonnant dans chacune des six régions.

La FPFTNL sera évidemment responsable de toute la logistique, de la coordination et du secrétariat associés à un tel projet. De la publicité dans les journaux tel que *Le Gabotier*, à la radio de Radio-Canada et la radio et la télévision communautaires sera diffusée pendant les semaines précédentes les consultations publiques. Des appels téléphoniques invitant personnellement les parents des enfants des écoles seront aussi coordonnés dans chacune des régions.

MISE EN CONTEXTE DES CONSULTATIONS

Au cours des dernières années les parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador ont consacré le plus clair de leurs énergies à développer un réseau d'éducation en français et à convaincre les autorités concernées de la nécessité de doter les Francophones de leur propre mécanisme de gestion de ce même réseau.

Ce travail a véritablement porté fruit lorsque le ministre de l'Éducation a confirmé en juillet dernier la volonté de son gouvernement de mettre sur pied une Commission scolaire francophone provinciale pour gérer l'ensemble des classes en français langue première de l'Île et du Labrador.

En réaction à cette annonce et surtout parce qu'il était dans le cours normal des choses de préciser le modèle de gestion désiré par ses membres, la Fédération des Parents Francophones de Terre-Neuve et du Labrador a décidé de réaliser une consultation de toutes les communautés. Elle désire proposer, dès cet automne, un modèle de gestion scolaire conforme aux attentes des parents au Ministère de l'Éducation.

En effet, de façon à s'ajuster aux échéanciers prévus dans la grande consultation provinciale destinée à revoir les structures anglophones, la FPFTNL entend finaliser son projet "La gestion scolaire: du rêve à la réalité" en octobre prochain.

OBJECTIFS DU PROJET

Les objectifs du projet sont les suivants:

- Élaborer un modèle de gestion scolaire conforme aux aspirations des parents et

EXPERT-CONSEIL EN GESTION SCOLAIRE

aux droits reconnus par l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés tant au plan politique, au plan administratif qu'au plan financier et qui serait susceptible d'être accepté par le Ministère de l'Éducation;

- Proposer un échéancier de réalisation;
- Recommander un processus de mise en oeuvre;
- Déterminer la place de la FPFTNL dans l'après gestion;
débat que la communauté doit avoir

MÉTHODOLOGIE

Ce travail de recherche action comporte huit (8) étapes:

- (1) Une première étape consiste à analyser toute la documentation disponible de façon notamment à bien cerner les problématiques particulières à Saint-Jean, sur la péninsule de Port-au-Port et au Labrador.
- (2) Il sera souhaitable, dans un deuxième temps, de faire l'analyse des dossiers de gestion scolaire en Nouvelle-Écosse, au Manitoba, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique et au Yukon dont les expériences pourront s'avérer utiles aux parents terre-neuviens et labradoriens.
- (3) La troisième étape consiste à tenir des sessions de consultation auprès de tous les comités de parents et des représentants des Associations communautaires de façon à développer un modèle à l'image des aspirations des premières personnes concernées par ce dossier, les parents, et, en autant que faire se peut, juger acceptable par les représentants politiques de la Francophonie. (Voir texte en annexe sur les consultations régionales)
- (4) En parallèle, un mécanisme de consultation sera instauré pour permettre aux représentants du METNL, de faire valoir leurs attentes et préoccupations en relations avec la mise en oeuvre des droits des parents. Ce mécanisme se précisera en cours de mandat selon la teneur des discussions qui prendront place entre la FPFTNL, le consultant et les représentants du Ministère.

- (5) Dans la même veine, une consultation, moins formelle toutefois, auprès d'un groupe d'experts et de leaders de la communauté permettra de valider d'un point de vue légal et administratif la proposition de modèle présentée à la FPFTNL (du 19 au 22 septembre).
- (6) Cette proposition sera présentée à un groupe constitué par la FPFTNL pour validation. Cette rencontre se tiendra dans le cadre d'une session de formation prévue en septembre prochain.
- (7) Le rapport final comprendra les items suivants:
- mise en contexte
 - problématique de l'éducation en FLI à Terre-Neuve et au Labrador
 - un brève analyse de la situation hors Québec
 - un résumé des consultations
 - proposition d'un modèle de gestion: structure politique; partage des pouvoirs; critère d'éligibilité et de participation
 - proposition d'un modèle administratif: organigramme; budget et sources de financement; pouvoirs exclusifs vs. Achats de services; embauche et transfert; mécanisme de transition
 - mécanisme de mise en oeuvre: échéancier; responsabilités des organismes et du ministère; composition du groupe responsable de la réalisation du modèle; information aux parents; implication des enseignants, etc...
- (8) Un rapport sera présenté, en annexe, sur le rôle de la FPFTNL pendant la transition et dans l'après gestion.

ÉCHÉANCIERS

août 1996

Mise en contexte; recherche et analyse de la documentation; consultations locales ou régionales

août-septembre 1996

Consultations du ministère de l'Éducation

EXPERT-CONSEIL EN GESTION SCOLAIRE

septembre 1996

Proposition d'un modèle et consultation provinciale

octobre 1996

Rapport final

PLAN DE TRAVAIL

Le temps consacré à ce projet représente l'équivalent de 33 jours.

Il se distribue comme suit:

Analyse de l'information; préparation des consultations régionales:	5 jours
Analyse des modèles de mise en oeuvre et de gestion scolaire hors Québec:	2 jours
Rencontre des représentants de la FPFTNL, du Ministère de l'éducation, des commissions scolaires et consultations régionales:	10 jours
Analyse du nouveau système scolaire terre-neuvien (structure et financement); élaboration d'un modèle administratif, budgétaire et financier et consultation d'un groupe d'experts référés par la FPFTNL:	5 jours
Élaboration d'un modèle démocratique selon le travail accompli pendant la fin de semaine du 19 au 22 septembre en collaboration avec la FPFTNL et de son comité aviseur:	7 jours
Rapport final (dépendant des commentaires lors de la deuxième consultation):	1 à 4 jours
Total:	33 jours

EXPERT-CONSEIL EN GESTION SCOLAIRE

CONCLUSION

Bien que le gouvernement provincial reconnaisse désormais l'établissement d'une Commission scolaire francophone provinciale, il reste maintenant à concrétiser ce projet dans le temps. Le travail à venir est énorme et si nous voulons faire de ce projet de société un succès, il faudra obligatoirement se donner les outils nécessaires. Il est d'une importance capitale que les ayants-droit de toutes les régions francophones de la province présentent des idées bien précises quant aux besoins de leur communauté pour réaliser la gestion scolaire dans leur région. C'est une autre étape déterminante menant à la pleine reconnaissance des droits des parents acadiens et francophones de la province en matière d'éducation. L'apport de M. Charbonneau dans une démarche telle que celle-ci est sans contredit primordiale.

ANNEXE I

OBJECTIFS ET SOUS-OBJECTIFS DE LA CONSULTATION LOCALE OU RÉGIONALE

trous les parents x rep. assoc locales
La consultation s'adresse d'abord et avant tout aux parents de l'article 23. C'est pourquoi des rencontres publiques seront organisées dans chacune des communautés pour permettre aux représentants des comités locaux d'exprimer leurs points de vues. Il importe surtout de rencontrer ces parents qui ont déjà décidé, en inscrivant leurs enfants à une école française, de se prévaloir des droits conférés par la Charte.

Le nombre de participants ne constituera pas un gage de succès de cette consultation. Il ne s'agit pas, en effet, de consulter les gens à savoir s'ils veulent se prévaloir de leurs droits ou pas. Le droit existe et d'ors et déjà on peut recenser plus de 300 élèves dans des programmes en FL1.

Cette consultation vise essentiellement à sonder l'opinion des gens sur le modèle qui sera proposé au gouvernement. (La FPFTNL n'a pas l'intention de refaire la démonstration de la volonté des parents de gérer leurs propres institutions.)

OBJECTIF:

Établir un consensus sur un modèle de gestion scolaire développé selon les principes prévues à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

SOUS-OBJECTIFS:

- Informer les parents des dernier développements dans le dossier;
- Renseigner les parents des divers modèles existants au Canada;

- ▶ Obtenir l'opinion, tant les attentes que les préoccupations, des parents et des représentants des groupes communautaires sur la gestion scolaire:
 - la structure démocratique
 - la structure administrative, professionnelle et technique
 - le partage des pouvoirs
 - le soutien aux programmes
 - les ayants droit à l'éducation et à la gestion
 - les échéanciers et la mise en oeuvre
- ▶ Discuter des conditions destinées à faciliter l'arrimage entre le projet de gestion et la situation particulière des écoles et programmes de chacune des communautés: formation et information aux comités; information aux enseignants; besoins en préscolaire et en éducation à distance; etc...
- ▶ Préciser le rôle des parents, des comités et de la Fédération provinciale, dans un contexte de mise en oeuvre et d'après gestion.

FORMAT DES CONSULTATIONS

La consultation se fera dans chacune des régions sous la forme la moins académique et la plus communautaires possible.

Mot de bienvenue par le représentant de la FPFTNL

Mise à jour du dossier

Présentation par le consultant:

- Objectifs et mandat
- Portrait de la situation hors Québec
- Historique du dossier et portrait de la situation à Terre-Neuve et au Labrador
- Perceptions de la situation de l'éducation en FLI
- Discussions sur les craintes ou attentes par rapport à la gestion
- Discussions en sous groupe (s'il y a lieu) selon les items énumérés dans les sous-objectifs
- Discussions et échanges en plénière

10

Rencontre par la suite avec les officiers du comités de parents et de l'association locale ou régionale. Rencontre des intervenants francophones en éducation de la région.

Les consultations publiques seront organisée en fonctions des habilités linguistiques des participant(e)s.

La question du rôle des parents ayants-droit ayant perdu leur langue maternelle au sein de cette future commission scolaire provinciale devra être étudiée.

Rappelons enfin que le rapport "Norman", accepté unanimement par les comités et la Fédération, servira de document de référence pour chacune des consultations.

11

BUDGET POUR PROJET EXPERT/CONSEIL**1e Étape****Honoraires:**

475\$/jour

◇ 10 jours de consultations régionales / comités de parents locaux	4 750\$
◇ 19 jours de recherche de documents / analyse / rédaction recommandations contenues dans un rapport préliminaire présenté aux parents (atelier du 19 au 22 septembre) et au ministère de l'Éducation	9 025\$
◇ 4 jours pour rapport final / présenté au Ministère par la Fédération	1 900\$
sous-total:	15 675\$

Transport

aérien:

3 voyages

Ottawa / St-Jean / Ottawa: consultations; rencontres avec le Ministère de l'Éducation; atelier du 19 au 22 septembre à Stephenville

2 500\$

Intérieur de la province

St-Jean - H.V.G.B. - Stephenville - St-Jean x 3 billets (président-dg-consultant)

4 500\$

experts en éducation/groupe aviseurs/atelier du 19 septembre

1 200\$

EXPERT-CONSEIL EN GESTION SCOLAIRE

12

BUDGET (suite)

terrestre:

taxi	300\$
auto louée	700\$

sous-total: 9 200\$

Hébergement:

Consultations: (consultant - président - dg)
3 chambres x 7 nuits x 80\$ 1 680\$
perdiems 840\$

Atelier:

1) (Consultant)
chambre x 4 nuits x 80\$ 320\$
perdiem 160\$

2) (Experts en éducation de chacun des régions)
Labrador, Côte Ouest, St-Jean et Nouvelle-Écosse
(pour atelier du 19 au 22 septembre) / chambres et
perdiems 1 600\$

sous-total: 4 600\$

Visites d'exploration dans les autres provinces 3 500\$

Besoins en communication 6 000\$

Frais administratifs 4 425\$

GRAND TOTAL DEMANDÉ: 43 400\$

EXPERT-CONSEIL EN GESTION SCOLAIRE

8110-3-1-96

PROGRAMMES D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES
OFFICIAL LANGUAGES SUPPORT BRANCH

NOM/NAME

FRANÇAIS/FRENCH	8110-3-1-96: COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE- TERRE-NEUVE GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS
ANGLAIS/ENGLISH	

MODIFICATIONS

<input checked="" type="checkbox"/>	NOUVEAU DOSSIER / NEW FILE
<input type="checkbox"/>	NOUVEAU VOLUME / NEW VOLUME #
<input type="checkbox"/>	ANNULER NOUVEAU DOSSIER / CANCEL REQUEST
<input type="checkbox"/>	CHANGEMENT DU NOM FRANÇAIS
<input type="checkbox"/>	CHANGE IN THE ENGLISH NAME

COMMENTAIRES/COMMENTS

PROGRAMME D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES S.V.P. ME RETOURNER LE DOSSIER. MERCI SYLVIE DESORMEAUX- 994-2222 MERCI! / THANK YOU!
--

DEMANDÉ PAR / REQUESTED BY:

Sylvie Desormeaux
SIGNATURE

6 AVRIL 2001

DATE